



Assemblée générale

Distr. générale
15 septembre 2011
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Dix-huitième session

Point 4 de l'ordre du jour

**Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent
l'attention du Conseil**

Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne*, **

Résumé

Le présent rapport a été établi par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en application de la résolution S-16/1 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil priait le Haut-Commissariat de dépêcher d'urgence en République arabe syrienne une mission chargée d'enquêter sur toutes les violations alléguées du droit international des droits de l'homme en République arabe syrienne et d'établir les faits ainsi que les circonstances de ces violations et des crimes perpétrés, afin que les personnes responsables ne restent pas impunies et répondent pleinement de leurs actes.

* Soumission tardive.

** Pour des raisons de longueur, les notes de bas de pages du présent rapport et ses annexes sont reproduites telles qu'elles ont été reçues, dans la langue originale seulement.

GE.11-15969 (EXT)



* 1 1 1 5 9 6 9 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–32	3
A. Rappel.....	1–7	3
B. Méthodologie.....	8–13	4
C. Cadre juridique	14–19	5
D. Contexte des manifestations: arrière-plan politique et en matière de droits de l’homme	20–27	7
E. Forces militaires et forces de sécurité impliquées dans les violations des droits de l’homme depuis la mi-mars 2011	28–32	9
II. Faits.....	33–68	10
A. Déroulement des événements depuis la mi-mars 2011	34–63	11
B. Réaction du gouvernement	64–68	20
III. Types de violations	69–91	21
A. Meurtres et disparitions	70–82	21
B. Torture	83–84	24
C. Privation de liberté.....	85–87	25
D. Persécutions	88–91	26
IV. Recommandations.....	92–95	26

Annexes

I. Letter dated 15 July 2011 from the United Nations High Commissioner for Human Rights addressed to the Prime Minister of the Syrian Arab Republic	29
II. Note verbale dated 6 June 2011 from the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic addressed to the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights.....	37
III. Note verbale dated 14 June 2011 from the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic addressed to the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights.....	41
IV. Note verbale dated 27 June 2011 from the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic addressed to the United Nations High Commissioner for Human Rights	48
V. Note verbale dated 5 August 2011 from the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic addressed to the United Nations High Commissioner for Human Rights	55
VI. Note verbale dated 16 August 2011 from the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic addressed to the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights.....	94
VII. Chronology.....	121
VIII. Map of the Syrian Arab Republic.....	124

I. Introduction

A. Rappel

1. Mandat

1. La Mission d'établissement des faits pour la République arabe syrienne a été instituée par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution S-16/1, à la session extraordinaire convoquée par le Conseil en raison des manifestations de grande ampleur contre le Gouvernement en République arabe syrienne et de la grave détérioration de la situation des droits de l'homme.

2. Dans sa résolution S-16/1, le Conseil a exhorté le Gouvernement de la République arabe syrienne à coopérer pleinement avec la mission, notamment en accordant l'accès voulu à son personnel. Il a en outre condamné le recours des autorités syriennes à la violence meurtrière contre des manifestants pacifiques et lui a demandé instamment, entre autres, de s'abstenir de toutes représailles contre les personnes participant à des manifestations ainsi que d'ouvrir une enquête crédible et impartiale et d'engager des poursuites contre les personnes responsables d'attaques contre des manifestants pacifiques.

3. Le Conseil a prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) de dépêcher d'urgence en République arabe syrienne une mission chargée d'enquêter sur les violations alléguées du droit international des droits de l'homme en République arabe syrienne, d'établir les faits et circonstances de ces violations et des crimes perpétrés, afin que les personnes responsables ne restent pas impunies et répondent pleinement de leurs actes.

4. Dans sa résolution S-16/1, le Conseil a prié la Haut-Commissaire de lui présenter un rapport préliminaire, actualisé oralement, sur la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne à sa dix-septième session. Il l'a également priée de présenter un rapport complémentaire au Conseil à sa dix-huitième session ainsi que d'organiser à cette même session un dialogue sur la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne. Le présent rapport, soumis en application de ces demandes, couvre les événements survenus en République arabe syrienne depuis le 15 mars 2011.

5. À la suite de la seizième session extraordinaire, la Haut-Commissaire a établi une mission se composant de 13 membres et ayant à sa tête la Haut-Commissaire adjointe¹. La mission a commencé ses travaux le 23 mai 2011.

2. Dialogue avec le Gouvernement de la République arabe syrienne

6. Dans une note verbale en date du 6 mai 2011, la Haut-Commissaire a officiellement demandé au Gouvernement de la République arabe syrienne de coopérer avec la mission. N'ayant pas reçu de réponse du gouvernement à ce sujet, la Haut-Commissaire a réitéré sa demande d'accès au pays dans une nouvelle note verbale, en date du 20 mai 2011, puis lors d'une réunion avec le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, le 7 juin 2011, puis dans une lettre adressée au Premier ministre, M. Adel Safar, le 15 juillet 2011, une série de questions et de demandes de renseignements sur les points suivants y figurant en annexe: détention et administration

¹ The members of the mission included officials with substantive, technical and administrative expertise in the relevant fields, including human rights investigation, public order issues, forensic expertise and country knowledge.

de la justice; torture et mauvais traitements; enquêtes sur les cas d'homicides; mesures de réforme (annexe I).

7. Au moment de la rédaction du présent rapport, le Gouvernement de la République arabe syrienne n'avait pas répondu à ces demandes d'accès. Le HCDH a reçu du Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève cinq notes verbales (annexes II à VI), à la teneur desquelles il est, le cas échéant, fait référence dans le présent rapport². Le 5 août 2011, le HCDH a reçu une lettre du gouvernement en réponse à sa lettre au Premier ministre, M. Safar (annexe V). Le 16 août, la Mission permanente a adressé une note verbale à la Haut-Commissaire (annexe VI).

B. Méthodologie

8. Le présent rapport couvre les événements survenus en République arabe syrienne du 15 mars au 15 juillet 2011. Dans le mandat, il était tenu compte des contraintes de temps imposées à la mission pour achever ses travaux conformément au calendrier fixé par le Conseil des droits de l'homme.

9. Le refus du Gouvernement de la République arabe syrienne de coopérer avec le HCDH pour ce qui est de l'accès au pays a grandement entravé les travaux de la mission. Le présent rapport ne couvre donc pas toutes les grandes zones géographiques où des manifestations ont eu lieu, ni ne documente exhaustivement les nombreux incidents pertinents qui se sont produits au cours de la période couverte par le mandat de la mission. Il ne porte que sur les violations les plus graves.

10. En juin 2011, la mission a effectué trois enquêtes sur le terrain en dehors de la République arabe syrienne, en des lieux où des informations fiables et crédibles pouvaient être obtenues auprès d'un large éventail de sources, dont des milliers de Syriens ayant fui le pays dans les semaines précédentes. La mission a interrogé, dans quatre pays, un total de 180 personnes, dont certaines se trouvaient en République arabe syrienne au moment elles ont été interrogées. Pour élaborer sa méthodologie et s'acquitter de son mandat, la mission a été animée par le souci constant de protéger les victimes et les témoins et elle a donc pris les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de leurs récits³.

11. Les constatations figurant dans le présent rapport reposent principalement sur l'analyse des informations de première main recueillies lors d'entretiens avec des victimes et des témoins, aussi bien des civils que des militaires, y compris des militaires ayant fait défection, dont certains avaient refusé d'obéir à l'ordre donné de tirer sur des civils. Ces constatations reposent en outre sur l'examen de victimes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements qui présentaient des blessures encore visibles, ainsi que sur l'analyse par le médecin légiste membre de la mission des dossiers médicaux de personnes blessées se trouvant dans des hôpitaux et des camps de réfugiés hors de la République arabe syrienne, dont la plupart présentaient des blessures par balle. La mission a de plus étudié les informations figurant dans les communications écrites reçues⁴. La mission a évalué la

² OHCHR had also received a note verbale dated 15 April 2011 containing references to reforms announced by the Government.

³ Interaction with the media was limited to statements issued by the High Commissioner in response to further deterioration in the situation in the Syrian Arab Republic, including on 9 and 15 June 2011. The Deputy High Commissioner gave media interviews in connection with the issuance of the aforementioned preliminary report on 15 June 2011.

⁴ A public call for submissions was posted on the OHCHR website inviting the submission of written communications by individuals. During the period covered by its mandate, the mission received

crédibilité des récits en se fondant sur la cohérence des divers témoignages et sur l'existence d'autres récits concordants. La mission a aussi interrogé des témoins au sujet de cas dans lesquels des civils auraient eu recours à la violence contre des agents des services de sécurité ou d'autres personnes.

12. La mission a examiné également plus de 50 films vidéo et de nombreuses images photographiques (obtenues de sources privées et des médias) relatives à des violations présumées des droits de l'homme documentées dans le présent rapport. Elle a examiné les informations rassemblées par des organisations non gouvernementales nationales et internationales et des médias, ainsi que d'autres informations disponibles dans le domaine public. En outre, la mission a étudié des déclarations publiques faites par des fonctionnaires gouvernementaux ou soumises au HCDH sous la forme de notes verbales.

13. La mission a inscrit dans un cadre juridique international son interprétation de son mandat et l'examen des faits que ses investigations ont mis à jour. Pendant ses investigations, la mission a dressé une liste de 50 responsables présumés impliqués dans les incidents documentés dans le présent rapport occupant des postes à différents échelons de l'État et de ses organismes. Ces informations demeurent confidentielles, mais elles pourront être produites par le HCDH dans le contexte de futures enquêtes et de la possible mise en cause de ces responsables par un procureur compétent.

C. Cadre juridique

1. Droit international des droits de l'homme

14. La République arabe syrienne est partie à la plupart des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et elle a pris des engagements internationaux volontaires, y compris celui de «continuer d'œuvrer à la promotion et la protection de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales»⁵. Quatre des instruments internationaux ratifiés par l'État sont particulièrement pertinents au regard des événements décrits dans le présent rapport: le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Même si la République arabe syrienne n'est pas partie à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, elle est liée par les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui interdisent les disparitions forcées.

2. Droit international pénal

15. La République arabe syrienne a signé le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, le 29 novembre 2000, mais ne l'a pas encore ratifié. Le Statut de Rome établit quatre catégories de crimes internationaux: les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, le crime de génocide et le crime d'agression. Dans le contexte actuel, la catégorie crimes contre l'humanité est particulièrement pertinente eu égard aux événements survenus dans le pays depuis la mi-mars 2011, en particulier les dispositions du Statut visant le meurtre, la torture, les disparitions forcées, la persécution, l'emprisonnement ou toute autre forme de privation grave de liberté physique, et divers autres actes inhumains. Même si la République arabe syrienne n'a pas ratifié cet instrument, elle est tenue de

135 communications, most of which were from Syrian human rights groups or individual activists, addressing issues relating to killings, arrests and torture.

⁵ A/65/784, annex.

s'abstenir «d'actes qui priveraient un traité de son objet et de son but» en vertu de la Convention de Vienne sur le droit des traités (art. 18), à laquelle elle a adhéré en 1970.

3. Droit interne

16. La Constitution de 1973 énonce des libertés fondamentales qui reflètent les normes internationales, mais le droit interne syrien ne constitue pas un fondement adéquat car il viole les garanties constitutionnelles et encourage l'impunité à deux égards.

17. Premièrement, le Code pénal (loi 148/1949, telle que modifiée) énonce diverses infractions dont les définitions sont si générales qu'elles peuvent être retenues pour porter atteinte à la liberté d'expression et d'association, entre autres. Il s'agit notamment de la «diffusion d'informations fallacieuses ou exagérées dans le but de nuire à l'État», de la «publication d'informations mensongères susceptibles de saper le moral de la nation» (art. 285 et 286) et de l'«appartenance à une société secrète ayant pour but de changer la structure politique et sociale de l'État» (art. 306). Le Code de procédure pénale, qui disposait que tout suspect devait être présenté à l'autorité judiciaire dans les 24 heures suivant son arrestation ou être libéré⁶, a été modifié le 21 avril 2011 afin de permettre, dans le cas de certaines infractions, de maintenir en détention un suspect aux fins d'enquête et d'interrogatoire pour une période pouvant aller jusqu'à sept jours, renouvelable jusqu'à un maximum de 60 jours⁷.

18. De plus, la loi sur l'état d'urgence⁸ prévoit la détention de suspects pour des infractions qui ne sont définies ni dans ladite loi ni dans d'autres lois, notamment les «infractions contre la sûreté de l'État et l'ordre public» et les «infractions contre les autorités publiques»⁹. La loi autorisait les organismes gouvernementaux à «surveiller tous les types de lettres, les appels téléphoniques, les journaux ... et toutes les formes d'expression», à «imposer des restrictions à la liberté des personnes ... [de tenir] des réunions», à «évacuer ou isoler certaines zones» et à «confisquer tous biens ou immeubles»¹⁰. Elle autorisait en outre les forces de sécurité à placer des suspects en détention provisoire sans contrôle judiciaire pour une durée indéterminée. Il convient de noter à ce propos que les autorités syriennes ont, le 21 avril 2011, levé l'état d'urgence et aboli la Cour suprême de sûreté de l'État¹¹, la loi elle-même demeurant toutefois en vigueur.

⁶ Code of Criminal Procedure, Law No. 112 of 1950 as amended, arts. 104 (1) and (2). The detaining authority violating this provision may be prosecuted for the crime of deprivation of personal liberty (Code of Criminal Procedure, art. 105), punishable by imprisonment for one to three years (Penal Code, art. 358).

⁷ Legislative Decree No. 55/2011, amending article 17 of the Code of Criminal Procedure.

⁸ Legislative Decree No. 51 of 22 December 1962 introduced the State of Emergency Law, which came into force on 8 March 1963. Article 1 of the Law declared that "a state of emergency may be declared in wartime, in the event of a war-threatening situation or in the event that security or public order in the territories of [the Syrian Arab Republic] or in part thereof is subjected to danger because of internal riots or public disasters". The abolition of the Law, effective upon the adoption of Legislative Decree No. 161 on 21 April 2011, had been one of the protestors' key demands.

⁹ State of Emergency Law, art. 6. Other offences include "crimes violating public trust" and "crimes that constitute an overall hazard".

¹⁰ Article 4 (d). The Government laid siege to Dar'a and other cities and towns after the lifting of the emergency law was announced.

¹¹ Legislative Decree No. 47/1968 established the Supreme State Security Court, which operated outside the framework of the judicial system and whose verdicts were not subject to appeal. It was abolished by Legislative Decree No. 53/2011.

19. Deuxièmement, les agents des services de sécurité et de renseignement, auxquels sont imputés des atrocités signalées au fil du temps et en particulier depuis mars 2011, continuent à jouir d'une immunité de poursuites en vertu de lois qui demeurent en vigueur en application des décrets-lois n^{os} 14/1969 et 69/2008.

D. Contexte des manifestations: arrière-plan politique et en matière de droits de l'homme

20. La Constitution de la République arabe syrienne confère aux autorités exécutives de vastes pouvoirs que les organes législatifs et l'appareil judiciaire ne peuvent guère contester. Le Président de la République choisit et démet les ministres et le Premier ministre, nomme les juges de la Cour suprême, nomme les hauts fonctionnaires et les hauts responsables des services de sécurité et de renseignement, dissout à son gré l'Assemblée du peuple (parlement monocaméral) et jouit de prérogatives législatives concurrentes lui permettant de court-circuiter l'Assemblée. Les autorités exécutives contrôlent la plupart des autres institutions, y compris les écoles, les universités, les services sociaux et sanitaires, les associations d'étudiants et les syndicats, les organisations professionnelles et les médias¹². Même si la Constitution¹³ consacre la prépondérance de certains responsables de l'appareil militaire et des services de sécurité appartenant au parti Baas et de leurs familles, les membres du groupe dirigeant court-circuitent souvent les hiérarchies officielles par le canal de chaînes de commandement informelles. La famille présidentielle et la plupart des officiers appartiennent à la minorité alaouite, qui était concentrée dans le nord-ouest du pays avant le processus d'urbanisation.

21. Depuis les années 1990 en particulier, une sorte de pacte unit le gouvernement à des chefs d'entreprises qui ont été parmi les principaux bénéficiaires de réformes économiques privilégiant la croissance du secteur privé. La libéralisation de l'économie et la croissance ont creusé le fossé entre riches et pauvres, en dépit de la rhétorique relative à l'«économie sociale de marché». Cette situation a été aggravée par le recul des services sociaux et la réduction des subventions, des périodes de sécheresse aigüe, la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires et les effets négatifs de la récente crise financière mondiale sur les envois de fonds provenant de Syriens établis à l'étranger. Le gouvernement ne s'est jamais sérieusement attaqué à certaines faiblesses structurelles de l'économie.

22. Depuis plus d'une quarantaine d'années, la situation dans le pays se caractérise par des violations flagrantes des droits de l'homme sous couvert de la législation relative à l'état d'urgence en vigueur depuis 1963. Les Syriens ont connu arrestations arbitraires et détentions illégales, détentions prolongées sans procès ou procès inéquitables devant des tribunaux d'exception ou militaires, torture et mauvais traitement entraînant la mort en détention, disparitions forcées et exécutions sommaires¹⁴. Les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion ont été systématiquement bafoués. La brutalité des forces de sécurité du pays est notoire et un certain nombre de services de sécurité et de renseignement agissent comme des entités indépendantes et sont impliqués dans des

¹² With a few exceptions, "civil society organizations" are also run by individuals close to the ruling group, as is part of the private sector.

¹³ Promulgated by the previous President Hafez Al Assad, father of the current President.

¹⁴ These violations have been extensively documented over the years by international non-governmental organizations, including Amnesty International and Human Rights Watch, and by the own monitoring mechanisms of the United Nations, including treaty bodies and special procedures of the Human Rights Council. A number of Syrian human rights groups have also documented many of these violations, including the Syrian Committee for Human Rights.

domaines n'entrant pas dans le champ de leurs fonctions officielles. Ils jouissent d'une immunité de poursuites en vertu même de la loi (voir plus haut le paragraphe 19).

23. Quand Bachar Al Assad a succédé à son père à la présidence, en juillet 2000, l'espoir est né que la série de réformes exposée dans son discours inaugural du 17 juillet 2000 débouche sur un renforcement des libertés politiques et des droits civils. Le débat sur les réformes possibles a été toléré à un certain point, mais il a été éphémère et la répression contre les militants politiques et les militants des droits de l'homme a repris. Les réformes promises ne se sont pas concrétisées au cours des dix années qui ont suivi¹⁵. Certaines de ces propositions ont été ressorties après que les manifestations ayant éclaté en mars 2011 eurent exacerbé le ressentiment contre le gouvernement dans le pays et eurent fini par représenter une grave menace pour l'État.

24. Les doléances économiques étaient particulièrement vives dans les régions traditionnellement pauvres, dont les zones du nord-est et les zones frontalières, comme Deraa. Elles se sont ajoutées aux griefs de longue date suscités par la discrimination et la négligence envers certains groupes ethniques et religieux, notamment les Kurdes, qui vivent dans le nord-est et qui, jusqu'en mars 2011, étaient privés de leurs droits civils, économiques et sociaux de base¹⁶. Les Sunnites se considèrent souvent marginalisés par les dirigeants, dont la grande majorité est alaouite. En dépit de diverses alliances entre les dirigeants et des entrepreneurs et des notables locaux sunnites, le ressentiment est d'autant plus fort que la population compte de 70 à 75 % de Sunnites et 10 % d'Alaouites.

25. Les premières manifestations à Deraa et ailleurs étaient des réactions locales à certains abus de pouvoir commis par des responsables syriens dans un climat généralisé de mécontentement économique et politique grandissant. Les soulèvements en partie couronnés de succès survenus dans d'autres pays du Moyen-Orient ont été des sources d'inspiration et d'espoir, mais du fait de la nature non participative et très répressive du régime, il a été d'autant plus difficile à la population de faire entendre ses revendications. Les Syriens ont encore en mémoire le bombardement de Hama par les forces de sécurité en 1982, qui fit de 5 000 à 10 000 morts¹⁷. À défaut de partis d'opposition et d'organisations indépendantes ayant un statut légal, le mécontentement s'est exprimé par le canal de réseaux informels et dans des cadres semi-privés. Les moyens de communication électroniques et les médias sociaux ont aussi joué un rôle important malgré les efforts déployés par les autorités pour les bloquer. Les conférences de l'opposition tenues en juin et juillet 2011 en Turquie (Antalya et à Istanbul), ont révélé des tensions entre les différents groupes basés dans le pays ou à l'extérieur. La convocation d'une autre conférence par des personnalités de l'opposition, tenue à Damas à la fin de juin 2011 et tolérée par les autorités, a été contestée par certains jeunes militants au sein des comités de coordination locaux.

26. En l'espace de quelques semaines, les manifestations prudentes ayant débuté dans les régions marginalisées ont débouché sur le soulèvement de tout le pays. La prolifération des manifestations et le durcissement des appels au respect de la dignité et à la réforme,

¹⁵ See "Popular Protest in North Africa and the Middle East (VI): The Syrian People's Slow-motion Revolution", International Crisis Group, Middle East/North Africa Report No.108, 6 July 2011; and "Popular Protest in North Africa and the Middle East (VII): The Syrian Regime's Slow-motion Suicide", Middle East/North Africa Report No.109, 13 July 2011.

¹⁶ Kurds living in the Syrian Arab Republic have been deprived of Syrian nationality since 1962, as have their descendants. Their statelessness has given rise to other problems relating to personal status and an inability to seek employment in the public sector. They have also been denied basic social and cultural rights. See CRC/C/15/Add.212.

¹⁷ See *Syria Unmasked: The Suppression of Human Rights by the Assad Regime*, Human Rights Watch, Yale University Press, 1991, pp. 19-21.

puis au départ du président – semblent dénoter l'échec d'une politique alliant répression féroce et concessions politiques tardives.

27. La levée de l'état d'urgence a été immédiatement suivie par des tirs sur des manifestants pacifiques et ils se sont poursuivis alors même que se déroulait la conférence de dialogue national organisée avec le soutien du régime, en juillet 2011, qui a donc été boycottée par l'opposition.

E. Forces militaires et forces de sécurité impliquées dans les violations des droits de l'homme depuis la mi-mars 2011

28. Les forces armées ainsi que les forces de sécurité ont été impliquées dans la répression des manifestations pacifiques et des violations connexes dans l'ensemble de la République arabe syrienne. Les agents de la police civile ont été déployés dans les zones urbaines à des fins de contrôle de la foule. En outre, une milice civile alaouite connue sous le nom de chabbiha a participé à la commission d'abus contre des civils¹⁸. Selon de multiples récits recueillis par la mission, dans plusieurs endroits des combattants étrangers étaient présents et ont pris une part active aux opérations¹⁹.

1. Forces armées

29. Les trois corps de l'armée syrienne²⁰ auraient été déployés pour aider les forces de sécurité à réprimer les manifestations depuis la mi-mars 2011²¹ et auraient participé à des attaques contre des manifestations antigouvernementales. Des témoignages indiquent que les forces armées ont participé activement aux tueries de civils non armés et au siège de villes et localités et ont en outre été complices de l'imposition de châtiments collectifs.

2. Forces de sécurité

30. Selon la majorité des témoins interrogés par la mission les organismes ayant joué le rôle clé dans la répression des manifestations pacifiques depuis la mi-mars 2011 sont la Direction générale de la sécurité (*Idarat Al Mukhabarat Al Amma*), la Direction de la sécurité politique (*Shubat Al Amn Al Siyassi*), la Direction du renseignement militaire (*Shubat Al Mukhabarat Al Askariyya*) et la Direction du renseignement de l'Armée de l'air (*Shubat Al Mukhabarat Al Jawwiyya*). Les services de sécurité et de renseignement sont omniprésents et possèdent des sections à tous les échelons administratifs de l'État²². En règle générale, chacun de ces organismes est doté d'une section dans chaque gouvernorat et

¹⁸ There are conflicting accounts regarding the origin of the word *Shabbiha*.

¹⁹ Witnesses claimed that, during raids on mosques and other public places, they heard a foreign language being spoken by some of the armed groups fighting alongside Syrian security forces. Some witnesses did not recognize the language, while others thought it may have been Farsi.

²⁰ According to the International Institute for Strategic Studies, the Syrian army is estimated at 220,000, including conscripts, with an additional 280,000 reserves. These figures exclude the Air Force, Air Defence and the Navy.

²¹ Including the Fourth Armoured Division of the First Corps.

²² Two of the main agencies – Military Intelligence and Air Force Intelligence – are nominally part of the Ministry of Defence, and their responsibilities relate to affairs of the Army, and the Air Force and Air Defences, respectively. The Political Security Branch is part of the Ministry of the Interior, and is said to have within its jurisdiction matters relating to political parties, opposition groups, students and State employees, including the police force. The General Security Directorate (formerly known as State Security or *Amn Al Dawla*) is a separate institution that falls outside the framework of any ministry, and its formal responsibilities focus on crimes affecting the internal and external security of the State.

d'une division dans chaque ville, et certains ont même des antennes dans les villages ou les petites villes. Beaucoup de victimes et de témoins interrogés par la mission ont indiqué que c'étaient les chefs de la section des services de sécurité et de renseignement de leur gouvernorat ou de leur ville qui avaient ordonné les violations des droits de l'homme commises, y compris les exécutions sommaires, les arrestations arbitraires et la torture²³.

3. Force de police nationale

31. Les agents de la police civile du Ministère de l'intérieur, qui sont répartis entre plusieurs forces, dont la police anti-émeute, ont été déployés pour réprimer les manifestations et les protestations²⁴. Ils sont souvent en première ligne, en général équipés de boucliers et de casques à visière et armés de kalachnikovs, de matraques et de grenades à gaz lacrymogènes. Lors de certaines des premières manifestations, la police anti-émeute a utilisé des canons à eau et des gaz lacrymogènes pour disperser la foule.

4. Milices civiles

32. Sous la conduite des forces de sécurité, les chabbiha, ont participé à des opérations contre des manifestants civils. Ils appartiennent à la minorité alaouite de la République arabe syrienne et sont étroitement liés à la famille Assad au pouvoir; beaucoup d'entre eux ont appartenu aux anciennes Brigades de défense (Saraya Al Difa)²⁵. De nombreuses victimes ou témoins ont dit que des membres des chabbiha avaient participé à la répression contre des civils non armés dans des villes comme Deraa, Damas, Alep, Baniyas, Jisr Al Choughour et Ma'arrat an Nu'man, ainsi qu'au pillage généralisé des maisons et des locaux commerciaux.

II. Faits

33. Au moment de la rédaction du présent rapport, la mission avait reçu les noms et qualités de plus 1 900 de personnes tuées en République arabe syrienne depuis la mi-mars 2011; toutes auraient été des civils²⁶. Selon le gouvernement «des centaines d'officiers et d'agents de maintien de l'ordre public auraient été tués et des milliers d'autres blessés» lors de manifestations au cours de cette même période (voir annexe V).

²³ At the time of writing, the heads of these four agencies were among a number of Syrian officials and others subject to sanctions imposed by the European Union or the Government of the United States of America, or both. See "U.S. Sanctions on Syrian President, Six Senior Officials", U.S. Department of Treasury press release, 18 May 2011; and Council Regulation (EU) No. 442/2011 of 9 May 2011 concerning restrictive measures in view of the situation in Syria, and Council Decision 2011/273/CFSP of 9 May 2011 concerning restrictive measures against Syria, *Official Journal of the European Union*, vol. 54, 10 May 2011.

²⁴ Each governorate has its own Police Command, except for Damascus, where there is an additional Police Command for the capital.

²⁵ The Defence Brigades were security forces under the command of the late President's brother, Rif'at Al Assad. They were responsible for gross violations of human rights, particularly during the 1980s, including the killing of thousands of civilians and detainees. The members of the *Shabbiha* are generally dressed in civilian clothes and armed with Kalashnikovs or various light weaponry, as well as batons, and are typically identifiable by their shaved heads, thick beards and tattooed arms.

²⁶ This information is compiled by local coordinating committees active within the Syrian Arab Republic in documenting the names and details of victims. The mission is unable to verify independently this information.

A. Déroulement des événements depuis la mi-mars 2011

1. Gouvernorat de Deraa

34. La ville de Deraa, qui se trouve dans le sud-ouest, près de la frontière jordanienne, et compte environ 80 000 habitants, a été la scène des premières manifestations de grande ampleur dans le pays; elles ont été déclenchées par le maintien en détention d'un groupe de jeunes et d'enfants arrêtés en février 2011 et accusés d'avoir inscrit des slogans antigouvernementaux sur des murs. À la mi-mars, leurs parents se sont adressés à des fonctionnaires gouvernementaux en poste dans la ville pour obtenir leur libération²⁷, mais leur demande a été rejetée et ils ont de surcroît été insultés. En réaction, une manifestation a eu lieu le 18 mars après la prière du vendredi à la mosquée Omari dans la vieille ville (Deraa Al Balad). Selon des témoins, des membres des forces de sécurité déployés sur la place située en face de la mosquée ont tenté de disperser les manifestants en utilisant des gaz lacrymogènes puis en tirant à balles réelles, tuant ainsi au moins quatre personnes. Les forces de sécurité ont tué deux autres personnes en ouvrant le feu sur un groupe de personnes qui avaient participé au cortège funéraire de ces quatre victimes, le lendemain.

35. Dans les premières heures du 23 mars, les forces de sécurité ont pris d'assaut la mosquée Omari, où quelque 60 manifestants passaient la nuit sous des tentes dressées dans la cour²⁸. Selon des témoins, les forces de sécurité ont tiré à balles réelles en direction des tentes, tuant au moins six personnes. Le lendemain, plusieurs des personnes présentes dans le cortège funéraire des personnes tuées la veille ont été abattues. Le 15 avril, plusieurs personnes ont été tuées et d'autres blessées lorsque les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants rassemblés près de la mosquée Omari et du siège de la sécurité politique.

36. Le 25 avril, l'armée et les forces de sécurité ont lancé une opération militaire de grande ampleur, assiégeant Deraa. Des chars ont été positionnés aux points d'entrée de la ville et les forces armées ont établi des postes de contrôle et interdit d'entrer dans la ville ou d'en sortir. Le couvre-feu a été proclamé, l'approvisionnement en électricité et en eau a été interrompu et tous les moyens de communication ont été bloqués. Les forces de sécurité ont ensuite investi Deraa Al Balad, procédé à des perquisitions maison par maison pour trouver des personnes recherchées ou ont arrêté des hommes au hasard. Des centaines de personnes ont été arrêtées. Dans la plupart des cas ces personnes ont été frappées lors de leur arrestation, puis torturées durant leur détention à Deraa ou à Damas. Le siège sous sa forme initiale a duré au moins deux semaines, provoquant de graves pénuries de nourriture et d'eau et empêchant les résidents d'avoir accès à des soins médicaux.

37. À la suite de ces événements, de nombreuses manifestations ont été organisées ailleurs dans le gouvernorat, les habitants des villages et localités proches marchant sur Deraa pour réclamer la levée du siège. Une des plus grandes de ces manifestations s'est déroulée le 29 avril, jour où des milliers de personnes ont convergé vers Deraa. Selon de nombreux témoignages, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur les manifestants et tué au moins 60 personnes.

²⁷ The officials included the Governor of Dar'a, Faisal Kulthoum, and the head of the local Political Security branch, "Atif Najib".

²⁸ The Omari Mosque quickly became the focal point for protests, which began following noon prayers on a daily basis. It was also used as a base for a makeshift medical facility providing treatment and shelter for the injured.

2. Damas et Damas-Campagne²⁹

38. La majorité des cas de dispersion violente de manifestants et d'arrestations en masse se sont produits dans les villes et villages du gouvernorat de Damas-Campagne (Rif Dimashq), dont Douma, Al-Tal, Darayya, Dmair et Madaya. Des incidents similaires se sont produits dans plusieurs banlieues de Damas, dont Harasta et Zamalka. La présence massive des forces de sécurité dans la capitale y a découragé les grands rassemblements mais plusieurs manifestations se sont pourtant tenues et elles ont été suivies de vagues d'arrestations³⁰.

39. Le 15 mars, les forces de sécurité ont procédé à un certain nombre d'arrestations lors d'une manifestation sur une place du souk Al Hamidiyya, à Damas. Le lendemain, les forces de sécurité ont arrêté 16 des quelque 150 manifestants rassemblés devant le Ministère de l'intérieur. Lors d'une autre manifestation, le 18 mars, plusieurs manifestants rassemblés devant la mosquée des Omeyyades ont été frappés et arrêtés.

40. Le 25 mars, à Douma, au nord-ouest de Damas, les forces de sécurité ont ouvert le feu au hasard sur des civils qui sortaient d'une mosquée locale pour commencer une manifestation et auraient ainsi tué 11 manifestants. Selon des témoins, des agents des quatre principaux services de sécurité et de renseignement (voir plus haut le paragraphe 30) ont participé à l'opération et des tireurs embusqués sur les toits visaient les manifestants.

41. Le 1^{er} avril, environ 300 personnes ont défilé à partir d'une mosquée à Zamalka, une banlieue à l'est de Damas, et se sont rassemblées pacifiquement sur une place du centre. Elles ont rapidement été cernées par quelque 500 agents des forces de sécurité, dont beaucoup habillés en civil, qui les ont alors attaquées avec des matraques électriques. Le 22 avril, quelque 70 personnes qui manifestaient à Damas en soutien à la population de Deraa ont été violemment dispersées par les forces de sécurité et 30 de ces manifestants ont été arrêtés. Le même jour, une manifestation se déroulant à Barzeh Al Balad, une banlieue au nord de Damas, a été réprimée violemment par les forces de sécurité, dont des tireurs embusqués, qui auraient tiré sur les manifestants.

42. La localité de Madaya, lieu de villégiature situé à 40 kilomètres au nord-ouest de Damas, a été assiégée du 29 avril au 2 mai. Des témoins ont fait état d'une opération militaire de grande ampleur au cours de laquelle plus de 2 000 soldats avaient été déployés pour sécuriser la ville et établir des postes de contrôle à sa périphérie. Des unités des forces de sécurité ainsi que la quatrième Division blindée du premier Corps ont été engagées, accompagnées par des ambulances du Croissant-Rouge syrien. Après avoir coupé tous les moyens de communication, les forces de sécurité ont procédé à des arrestations en masse au cours de perquisitions maison par maison effectuées dans cette localité. Des dizaines de personnes ont été arrêtées soit au hasard, soit sur la base de listes de personnes recherchées. Selon des témoins, les personnes arrêtées ont été frappées au moment où on les faisait monter dans des bus. La plupart d'entre elles auraient été transférées dans un centre de détention à Kafr Sousseh, dans la banlieue sud-ouest de Damas³¹.

²⁹ Rif Dimashq, literally "Damascus countryside", is a separate governorate to the capital. It lies south of the governorate of Homs, and is divided into nine districts.

³⁰ On 16 February, a spontaneous demonstration took place in the Al Hariqa market in Damascus after a young man was beaten by a police officer. In protest, some 2,000 demonstrators gathered at the scene and refused to disperse until the Minister for the Interior arrived and gave assurances that he would personally investigate the case.

³¹ Some of those detained were later released after being brought before an investigative judge, who ordered their release. Some of the accusations levelled against them included "demeaning the dignity of the country", "disrupting the peace of the nation" and "weakening the spirit of the nation".

3. Gouvernorat de Homs

43. C'est le 18 mars que les manifestations ont commencé à Homs, troisième plus grande ville du pays avec son million et demi d'habitants, dont une majorité de musulmans sunnites et une minorité chrétienne. De nombreux témoins ont indiqué que des éléments des forces de sécurité, identifiés comme appartenant à l'«Unité antiterroriste» du Service de renseignement de l'Armée de l'air, ont tenté de disperser la foule en tirant en l'air et en utilisant des gaz lacrymogènes. Selon un témoin oculaire, plus de 40 manifestants ont été arrêtés durant la manifestation. Plusieurs manifestations de moindre ampleur se sont déroulées les jours suivants dans différentes parties de la ville et ont donné lieu à un recours accru à des tirs à balles réelles par les forces de sécurité et à des arrestations en masse pour les réprimer. Le 25 mars, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues, certains se dirigeant vers le Club des officiers, où étaient stationnées des forces de sécurité. Des témoins ont rapporté que les forces de sécurité et les *chabbiha* avaient tiré à balles réelles sur les manifestants, tandis que des tireurs embusqués prenaient d'autres civils pour cible depuis des toits³².

44. Le 17 avril, 17 manifestants auraient été tués parmi les milliers rassemblés dans le centre de la ville, en partie pour protester contre le décès en détention d'un chef tribal quelques jours auparavant. Un témoin oculaire a déclaré que les forces de sécurité avaient ouvert le feu sans semonce sur les manifestants et qu'il avait vu à côté de lui un adolescent touché par une balle. Plusieurs milliers de manifestants ont participé à des manifestations le jour suivant pour pleurer ces morts. Les autorités syriennes ont affirmé que des groupes salafistes avaient tué trois officiers de l'armée, dont un général de brigade, avec ses deux fils et un neveu (voir annexe IV).

45. Le 5 mai, une division de l'armée syrienne a été déployée à Bab Amr, dans le gouvernorat de Homs, pour réprimer ce qui a été qualifié d'insurrection de groupes armés salafistes³³. Selon un témoin, la zone a été encerclée et l'ordre a été donné de pénétrer dans toutes les maisons et de tuer tous les membres de bandes armées³⁴. Des dizaines de personnes auraient été tuées lors de cette opération, au cours de laquelle il avait été ordonné à des soldats de placer des armes dans une mosquée locale³⁵. Le lendemain, la division a reçu l'ordre d'assiéger la localité de Talbisa en prévision d'une opération de sécurité similaire destinée à «nettoyer» la zone de bandes armées en engageant des chars, des véhicules blindés et des troupes. Durant l'opération, trois officiers et 20 civils auraient été tués.

46. Une opération militaire de grande envergure a été lancée le 25 mai dans la ville de Rastane, où des «bandes armées» opéraient prétendument encore et où des manifestants auraient mis à terre une statue de l'ancien président Assad. Selon les récits très cohérents de

³² One eyewitness claimed that the *Shabbiha* had been brought in to support security forces in larger demonstrations. They reportedly targeted demonstrators, directly causing a significant number of casualties. The same account details how the *Shabbiha* prevented the transport of those killed by ambulances, but instead removed them to an unknown location. Fire-fighter trucks then cleaned the bloodstains using water cannon.

³³ According to the witness statements, the orders received referred to a Salafist insurrection.

³⁴ In order to cover the whole area, the division broke into groups, each composed of roughly 100 soldiers. Each group was accompanied by six to eight members of the *Shabbiha*, to undertake what was described as the “dirty work”. The witness claimed that the soldiers were given no information on how members of the armed gangs could be identified.

³⁵ Witnesses claimed that, as the troops were pulling back from Bab Amr, they broke into the mosque in the area, reportedly killing the imam and then planting arms there. They added that the security forces then arranged for the arms cache to be filmed by Syrian television and for it to be reported that armed gangs had hidden weapons in the mosque.

témoins, les événements s'y sont déroulés comme suit. Les forces armées ont encerclé la ville, en contrôlant tous ses points d'accès avec des chars et des véhicules blindés pour empêcher l'entrée de nourriture et de fournitures médicales³⁶. La ville a été divisée en deux zones opérationnelles. Dans chacune de ces zones, des soldats ont avancé en file derrière des officiers dans les différents secteurs. En queue de chaque unité se trouvait un groupe de six à huit chabbiha prêts à tirer sur tout soldat qui se retournerait ou refuserait d'obéir aux ordres. Les soldats ont fait irruption dans les maisons et les ont pillées, tirant sans discrimination sur les voitures et les passants et endommageant des biens. De nombreux habitants de Rastane ont fui dans les champs voisins pour s'y cacher, mais ils ont été poursuivis et de nombreuses personnes ont été tuées. Selon plusieurs témoins, des officiers de l'armée ont été tués par des tirs de tireurs embusqués non identifiés durant l'opération³⁷.

4. Gouvernorat de Hama

47. Le 22 avril, huit personnes auraient été tuées à Hama, ville d'environ 700 000 habitants située au nord de Damas, dans le premier cas connu de recours par les forces de sécurité à des tirs à balles réelles contre des manifestants dans cette ville. Une manifestation de plus grande ampleur a rassemblé des milliers de personnes le 27 mai sans que des victimes soient signalées, mais des arrestations massives, des tirs sans discrimination et des pillages par les forces de sécurité ont été signalés ailleurs dans ce gouvernorat. Ainsi, le 12 avril, le village d'Al Bayda (situé au sud-est de la ville de Lattaquié mais faisant partie du gouvernorat de Hama) a été la scène de destructions et de pillages au cours d'une opération militaire lancée pour éliminer des «bandes terroriste». Elle a abouti à l'arrestation de quelque 400 habitants, dont certains ont été frappés et humiliés lors de leur arrestation. Selon des témoins, les membres des forces armées en provenance de Baniyas déployées à Al Bayda ont reçu l'ordre de tirer sans discrimination en entrant dans le village, qui se trouvait, leur a-t-on dit, sous le contrôle de «groupes terroristes». Des membres des forces de sécurité sont intervenus aussi. Des images vidéo examinées par la mission ont montré des dizaines de civils arrêtés et contraints de s'allonger sur le sol. Certains ont été frappés, dont un homme qui avait une blessure par balle dans le dos. Tous ont ensuite été emmenés vers une destination inconnue. Suite aux protestations de leurs familles, ils ont fini par être libérés; ils présentaient des blessures compatibles avec les récits de torture.

48. Le 3 juin, quelque 50 000 manifestants se sont rassemblés sur la place Al Asi dans le centre de Hama. Un important dispositif de sécurité avait été mis en place à ses abords pour empêcher les manifestants de s'y rendre. Un agent des forces de sécurité a fait des gestes aux manifestants pour leur intimer de ne pas s'approcher du périmètre de sécurité. Quelques manifestants sont parvenus à franchir le dispositif et ont remis des fleurs à certains des agents de sécurité en signe de paix et de rejet de la violence. Alors que ces manifestants faisaient demi-tour, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur eux et ils se sont mis à courir ou se sont jetés au sol. Au même instant, de nombreux agents des forces de sécurité, identifiés par des témoins comme des agents du service de renseignement militaire, sont descendus de fourgons et ont pris position à proximité de la place et dans des immeubles environnants³⁸. D'autres témoignages ont confirmé que des tireurs embusqués,

³⁶ The scale and intensity of the campaign was markedly greater than in earlier operations. Witnesses reported that they had been told that Ar Rastan was "infested with armed groups".

³⁷ According to Human Rights Watch, 41 people were killed during the operations in Ar Rastan. Accounts from eyewitnesses suggest that the figures may be significantly higher. The military operation lasted until 2 June, but was most intense during the first 48 hours.

³⁸ Some witnesses reported that security personnel were hiding in a nearby orphan's shelter, and that they attacked demonstrators as they approached the square. Many described this incident as a trap in which demonstrators were confined to narrow alleyways with no means of escape.

vêtus de noir et postés en haut de l'immeuble du parti Baas, s'étaient mis à tirer sur les manifestants depuis la direction opposée. Des témoins ont décrit la scène de chaos qui a suivi cette fusillade, certains manifestants avaient utilisé des motos pour transporter des blessés, tandis que d'autres blessés étaient abandonnés sur le terrain. La présence d'un fort dispositif de sécurité dans la zone, conjuguée aux coups de feu des tireurs embusqués, a empêché de transporter les blessés vers les hôpitaux pour les y faire soigner. Dans le seul jardin d'Oum Al Hassan, de 20 à 25 manifestants seraient morts pour avoir perdu trop de sang car personne ne pouvait les atteindre³⁹. Des dizaines de manifestants auraient été tués sur le coup; d'autres ayant été blessés auraient trouvé la mort faute d'avoir reçu des soins médicaux adéquats ou à temps⁴⁰.

49. Selon de nombreux témoignages, l'accentuation des tensions à Hama après le 3 juin a amené les forces de sécurité à se retirer des rues pour éviter toute nouvelle friction avec les manifestants⁴¹. Dans les semaines qui ont suivi, des dizaines, parfois des centaines, de milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Hama (selon les estimations quelque 200 000 personnes ont participé à une manifestation dans la ville le 24 juin) sans qu'aucun dispositif de sécurité ne soit visible. Ce calme relatif a été rompu par une série de descentes nocturnes effectuées dans des habitations à partir du 3 juillet⁴². Parmi les personnes visées figuraient des militants et les organisateurs de manifestations s'étant produites dans les quartiers de Hader et d'Al Sabouniyah. Des témoins ont confirmé que les forces de sécurité avaient investi des habitations et y avaient arrêté des personnes sur la base de listes de noms tout en pillant ou en endommageant des biens. Selon plusieurs récits, au moins 22 civils ont été tués lors des opérations de perquisition et d'arrestation sur la période allant jusqu'au 8 juillet.

5. Gouvernorat d'Idlib

50. Dans le gouvernorat d'Idlib, les plus grandes manifestations ont eu lieu dans les villes de Jisr Al Choughour et Ma'arrat an Nu'man. Des manifestations ont aussi été organisées dans les villages et localités des environs⁴³. Dans la section ci-après sont décrits les incidents signalés à Al Mastuma, Saraqeb, Jisr Al Choughour et Ma'arrat an Nu'man⁴⁴. Dans la plupart des cas il s'agissait de manifestants pacifiques tués par des tirs à balles réelles des forces de sécurité⁴⁵.

51. Le 20 mai, des manifestants qui se dirigeaient vers la localité d'Ariha se sont retrouvés face à une vingtaine d'agents des forces de sécurité basés au camp de jeunes du parti Baas dans le village d'Al Mastuma, à quelques kilomètres au sud d'Idlib. Des témoins ont indiqué que ces manifestants ont été la cible de tirs à balles réelles sans sommation alors qu'ils défilaient pacifiquement en brandissant des rameaux d'olivier. Certains de ces agents des forces de sécurité s'étaient cachés derrière des arbres, tandis que d'autres avaient

³⁹ Eyewitnesses reported having found the bodies of the demonstrators in the Um Al Hassan garden area with pools of blood around them, suggesting they had bled to death.

⁴⁰ Some of the injured reportedly refused to go to public hospitals because they feared that they would be arrested by security officers stationed there.

⁴¹ To this end, security forces removed a statue of former President Al Assad from the city centre, both to avoid further clashes and to prevent it being attacked and toppled by protestors.

⁴² The security forces carrying out the arrests were believed to belong to Political Security and Military Intelligence.

⁴³ A number of predominantly Alawite villages in the area did not participate in the protests.

⁴⁴ Details of incidents reported in Ariha, Sallet Al Zuhour and other locations researched by OHCHR are not given in the present report.

⁴⁵ Several of those injured were examined by the mission's forensic physician during a field visit to Turkey.

pris position sur des toits⁴⁶. Selon les estimations, quelque 200 personnes ont été blessées et 30 tuées, dont certaines auraient été «achevées» au couteau alors qu'elles gisaient à terre. Certains des témoins ont dit avoir aidé à enlever les corps et à amener les blessés à un hôpital, ajoutant qu'ils avaient été refoulés à l'hôpital d'Ariha. Un témoin a affirmé qu'il avait assisté aux funérailles d'un manifestant sur le ventre duquel avait été incisé le nom de Maher (en référence à Maher Al Assad, frère du président).

52. Des forces militaires ont été déployées le 10 juin dans le gouvernorat d'Idlib pour, selon les témoignages de plusieurs soldats ayant participé à l'opération, reprendre le contrôle de plusieurs localités et villages investis par des «groupes armés» liés aux «Frères musulmans» et à des «groupes salafistes»⁴⁷. Un témoin a indiqué que ces forces, équipées d'armes modernes et de plus d'une centaine de véhicules, dont des chars, étaient arrivées ce soir-là dans la localité de Saraqeb, au sud de la ville d'Idlib⁴⁸. Des manifestants ont été vus et entendus scandant «liberté, liberté»; certains d'entre eux étaient des enfants qui tentaient de grimper sur les véhicules militaires. D'autres ont demandé aux soldats de s'en aller et de ne pas les tuer. Ce témoin a affirmé qu'il avait entendu un capitaine recevoir d'un supérieur l'ordre de «les arroser de balles» et que plusieurs soldats avaient fait observer à leurs supérieurs qu'ils n'avaient face à eux que des civils non armés, dont des femmes et des enfants. L'officier a déclaré que les ordres étaient de tirer pour tuer et que ceux qui refuseraient seraient eux-mêmes tués⁴⁹.

53. La ville de Jisr Al Choughour, située entre Alep et Lattaquié à une vingtaine de kilomètres de la frontière turque, a été la scène de certains des événements les plus graves survenus dans le gouvernorat d'Idlib. Les manifestations, qui y ont débuté le 18 mars, se sont déroulées sans heurt jusqu'au 30 avril, jour où, selon des témoins, de 38 à 40 de ses habitants ont été arrêtés lors de descentes dans des habitations. Ils ont été libérés après une grande manifestation, le 2 mai, et ont alors défilé dans la rue torse nu pour montrer les blessures subies sous la torture. Le 13 mai, des inconnus ont incendié l'immeuble du parti Baas dans la ville lors d'une manifestation pendant laquelle des hélicoptères ont été vus ouvrir le feu sur les manifestants⁵⁰. Cette manifestation était organisée en réaction à un

⁴⁶ Some of the personnel wore dark green military uniforms, while others were dressed in black. The latter had shaved heads and long beards and, according to witnesses, looked "foreign".

⁴⁷ Witnesses referred to a "blockade of information", that ordinary rank and file soldiers had no idea what was happening when they were deployed, and that they had not been allowed leave for several months and were confined to their barracks in between operations.

⁴⁸ The witness reported that he had been told that "terrorists had infiltrated Syria and the population needed help to resist these groups who were committing acts of violence".

⁴⁹ According to the witness, at this stage, shooting broke out among the soldiers themselves and he fled. He had to run towards the demonstrators, since the *Shabbiha* were positioned behind the lines with instructions to shoot anyone who deserted or refused to obey orders. Another witness to the same events added that, after the operations, checkpoints were set up on the Idlib road and that he witnessed military personnel killing at point blank range three car passengers at one such checkpoint. The witness also noted during this incident the presence of *Shabbiha* members, claiming that they had shaved heads and long beards. He reported that others spoke in a foreign language or in broken Arabic. Upon deciding to leave the army, he learned that seven others who had attempted the same had been killed.

⁵⁰ It remains unclear who was responsible for setting the building on fire. Some witnesses claimed demonstrators were responsible, while others said it was Ba'ath Party officials themselves who set fire to the premises as they vacated it. Video footage of the incident appears to support the latter version.

incident antérieur, au cours duquel 11 personnes se rendant en camionnette à Jisr Al Choughour depuis Homs avaient été tuées et trois autres blessées⁵¹.

54. Le 3 juin, 30 000 manifestants ont défilé à Jisr Al Choughour. Selon des témoins, les agents des forces de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air pour disperser la foule. Le lendemain, quelque 20 000 personnes se sont rassemblées dans un jardin public de la ville, près du bureau de poste, pour les funérailles d'un manifestant tué la veille, Basel Al Masri. Ce dernier avait été trouvé mort présentant trois blessures par balle et un ami qui était avec lui lors des faits avait été blessé. Après l'enterrement, un des participants, Hassan Malesh, a été tué alors qu'il faisait un discours sur une plate-forme dressée au milieu de la foule. Selon des témoins, il a été abattu par des tireurs embusqués sur le toit du bureau de poste tout proche⁵². D'autres tirs à balles réelles venant de la direction de la poste et d'immeubles adjacents des services de sécurité ont rapidement suivi. Des témoins ont affirmé qu'en outre des hélicoptères avaient été utilisés pour tirer sur la foule durant cette opération. La mission a obtenu les noms de 14 personnes tuées ce jour-là. Un témoin a dit qu'il avait transporté sept corps dans sa voiture jusqu'à son village de résidence et les y avaient placés dans la chambre froide d'un magasin de légumes, car les hôpitaux étaient contrôlés par les forces de sécurité. Selon un témoin, 17 soldats qui avaient refusé d'obéir aux ordres ont été tués par un haut responsable de la sécurité. Certains témoins ont déclaré à la mission que ce haut responsable avait été tué par la suite avec plusieurs autres membres alaouites des forces de sécurité après leur capture par des manifestants, alors que d'autres ont affirmé qu'il avait été tué par un soldat. La mission n'a pas été en mesure d'enquêter plus avant sur ces témoignages. D'autres personnes ont été tuées le jour suivant dans un lieu appelé Sahl Al Ghab, lorsque des agents des forces de sécurité et des militaires ont tiré sur des manifestants qui se dirigeaient vers Jisr Al Choughour⁵³.

55. Le 6 juin, le Ministre de l'intérieur, Mohammad Ibrahim Al Chaar, a annoncé à la télévision nationale que les autorités entendaient réagir avec la dernière énergie à «toute attaque armée» à Jisr Al Choughour. Peu après, de nombreux habitants de la ville ont fui vers la frontière turque dans la crainte de représailles et de nouvelles violences de la part des forces de sécurité⁵⁴. Un témoin a dit que deux brigades de l'armée avaient fait marche le 8 juin sur Jisr Al Choughour pour l'assiéger et avaient établi leur campement à l'usine sucrière de la ville⁵⁵. Jisr Al Choughour était pratiquement vide quand l'armée y est entrée

⁵¹ On 8 May, a van carrying 17 passengers returning from Lebanon and heading to Jisr Al Shughour was attacked near Homs. The van was fired upon from two directions as it became trapped between two checkpoints. The army reportedly claimed that the van failed to stop at the first checkpoint and alerted soldiers manning the second. Photographs obtained by the mission show the vehicle riddled with bullet holes. According to the victims' relatives, the bodies of those killed were returned to them some 10 days later, and that they were pressured into signing documents stating that the attack had been carried out by "terrorists". In its note verbale of 5 August 2011 (annex V), the Government denied these allegations.

⁵² Some witnesses stated that the basement of the post office had been used by security personnel for the interrogation of suspects.

⁵³ Other witnesses claimed that, at that stage, armed clashes broke out between the group of soldiers, who attempted to flee, and the security forces. The witnesses added that two helicopters providing backup began firing at both the civilians and the fleeing soldiers. Some of the civilians managed to flee to Jisr Al Shughour safely. The mission interviewed one of the civilians wounded after the helicopters began shooting at the crowd, and another civilian who was injured as he made his way to Jisr Al Shughour.

⁵⁴ Military and security forces had reportedly gathered some 20 kilometres outside the town.

⁵⁵ According to other witnesses, the sugar factory was used in that period as the headquarters for armed forces deployed from other areas, as well as for the interrogation, detention and torture of suspects. Several sources also reported that four girls were raped at that location, although the mission was unable to corroborate these accounts.

le 13 juin, accompagnée de représentants de certains médias et de personnes invités à assister à ce que les autorités ont qualifié d'opération destinée à libérer la ville de bandes armées⁵⁶.

56. La ville de Ma'arrat an Nu'man, située sur la route reliant Alep à Hama, a été la scène de plusieurs manifestations lors desquelles les forces de sécurité ont utilisé des balles réelles contre des civils non armés. Les habitants de la ville et des villages voisins ont organisé une série de manifestations, au départ en soutien à la population de Deraa. Selon des témoins, au début les manifestations se sont déroulées sans que quiconque ne soit tué en dépit de la présence des forces de sécurité. Dans un cas, des canons à eau ont été utilisés pour disperser les manifestants et des chabbiha en tenue civile ont frappé des manifestants. Le 13 mai, les forces de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes pour tenter de disperser des manifestants rassemblés sur la route à l'extérieur de la ville. Selon des témoins, voyant que les manifestants continuaient à avancer les forces de sécurité ont ouvert le feu sur eux à balles réelles. Un de ces témoins, blessé en essayant d'aider d'autres personnes, a, selon ses dires, été amené dans un hôpital privé car beaucoup de gens craignaient que les hôpitaux publics ne soient pas sûrs. D'autres ont été traités chez des particuliers.

57. De nouvelles violences ont éclaté lors d'une manifestation de plus grande ampleur, le 20 mai, lorsque des gaz lacrymogènes, des grenades à main et des munitions réelles ont été utilisés pour la réprimer. De plus des tireurs embusqués ont tiré sur la foule depuis plusieurs immeubles, dont la Mosquée Al Masri. Des soldats et des membres des forces spéciales de la police ont, selon des témoins, participé à l'opération et des chabbiha étaient là pour tirer sur quiconque désobéissait aux ordres⁵⁷. Les forces de sécurité ont établi des barrages routiers, qui ont servi à piéger des manifestants. Des manifestants ont alors brûlé des pneus et dressé des barrages routiers de fortune pour empêcher les forces de sécurité d'avancer⁵⁸. Un témoin blessé lors d'un incident a dit qu'un soldat avait essayé de l'aider en lui faisant signe de partir, mais que ce soldat avait été vu par un autre, qui s'était approché de lui par derrière et lui avait tiré dans la tête. Des manifestants se trouvant à proximité avaient essayé d'emmener ce soldat en sécurité pour le sauver, mais d'autres soldats étaient venus et avaient arraché le corps à ces manifestants, qui leur avaient alors lancé des pierres. Le témoin blessé a fui et a été conduit au dispensaire d'un village, où, à ses dires, de nombreuses personnes blessées à Al Mastuma avaient été amenées. Des personnes plus gravement blessées et ayant besoin de soins chirurgicaux ont été emportées de l'autre côté de la frontière, en Turquie. L'hôpital public de Ma'arrat an Nu'man était fermé durant cette période.

58. Deux autres grandes manifestations ont eu lieu à Ma'arrat an Nu'man, les 3 et 10 juin. Des milliers de personnes se sont rassemblées dans la rue et dans les deux cas les forces de sécurité ont, selon des témoins, tiré à balles réelles sur les manifestants sans leur avoir adressé de sommation ou ordonné de se disperser⁵⁹. Des tireurs embusqués ont ouvert le feu et des chars ont été amenés; un témoin a dit avoir dénombré cinq hélicoptères, dont un ou plusieurs avaient ouvert le feu. Selon des témoignages, les forces de sécurité auraient

⁵⁶ On 6 June, Syrian television reported that members of security forces had been killed in several attacks, including during an ambush by "armed gangs" operating in Jisr Al Shughour, where clashes took place at a security centre and other Government buildings were set alight.

⁵⁷ One witness gave an account of the killing of a soldier by a *Shabbiha* member.

⁵⁸ Several witnesses identified a key security official, who was reportedly responsible for much of the violent reaction towards demonstrators. Other witnesses identified the same person in the context of killings in Jisr Al Shughour on 4 June.

⁵⁹ Witnesses described the forces as dressed in both army and police uniforms. Many also referred to *Shabbiha* members dressed in black civilian clothes. Others said "foreigners" were present, also wearing black.

tiré à bout portant sur des blessés gisant à terre pour les achever. Les blessés avaient dû être conduits hors de la ville pour être soignés, car la plupart d'entre eux pensaient qu'il ne leur arriverait rien de bon dans les hôpitaux publics contrôlés par les forces de sécurité.

6. Autres gouvernorats

59. Baniyas, dans le gouvernorat de Tartous, a connu sa première manifestation le 18 mars, jour où des manifestants rassemblés devant la mosquée Rahman se sont dirigés vers le centre de la ville. La police et des cheikhs locaux ont pris note de la liste des doléances des manifestants, mais une semaine plus tard, le 25 mars, des violences ont éclaté et fait des victimes. Selon des témoins, les forces de sécurité ont utilisé des canons à eau pour disperser la foule massée devant la mosquée Abou Bakr. Les forces de sécurité, ainsi que des chabbiha et des tireurs embusqués, ont commencé à tirer sur les personnes qui sortaient de la mosquée. Au moins trois d'entre elles ont été tuées et d'autres blessées. Par la suite un groupe de manifestants auraient tué trois membres des chabbiha après les avoir interceptés et avoir incendié leur voiture. Dans d'autres incidents des civils ont été tués ou blessés lors d'autres manifestations s'étant déroulées en avril. Le 7 mai, des forces militaires ont été déployées à Baniyas pour assiéger la ville avec l'appui de chars et d'hélicoptères.

60. À Lattaquié (chef-lieu du gouvernorat de Lattaquié, situé dans le nord-ouest de la République arabe syrienne, sur la côte de la Méditerranée), deux manifestations se sont déroulées les 18 et 25 mars sans heurt avec les forces de sécurité⁶⁰. Le 26 mars, les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants qui tentaient de renverser une statue du Président⁶¹. Selon des témoins, des chabbiha se battaient aux côtés des forces de sécurité et auraient attaqué au couteau des manifestants. Une manifestation ayant eu lieu le 8 avril a été décrite comme particulièrement sanglante, mais les témoins n'ont su dire combien de manifestants avaient été tués ou blessés. Ils ont affirmé qu'après la fusillade les forces de sécurité avaient fait venir des camions pour ramasser les cadavres gisant dans les rues.

61. À Alep les manifestations ont débuté le 15 mars, mais il s'est agi pour l'essentiel de manifestations d'étudiants à l'université de la ville. Plusieurs manifestations de ce type ont eu lieu en avril et mai, de nuit surtout. Selon des témoins, certaines de ces manifestations ont été dispersées par les forces militaires et les forces de sécurité de concert avec d'autres groupes qui auraient été «recrutés» à cette fin⁶². Plus de 400 étudiants auraient été arrêtés le 30 juin lors de l'une des plus grandes de ces manifestations.

62. Dans le gouvernorat de Deir ez-Zor, qui se trouve dans l'est de la Syrie et est limitrophe de l'Iraq, les premières manifestations, de faible ampleur, ont été organisées à la mi-mars, mais elles ont pris de plus en plus d'ampleur au fil des semaines. Selon des témoins, des agents des services de sécurité et de renseignement filmaient régulièrement les manifestants pour les identifier et il a été procédé à de nombreuses arrestations. Selon des témoins, lors des manifestations ayant eu lieu le 20 avril et le 27 mai, durant lesquelles des

⁶⁰ According to nine witnesses who later fled to Turkey, on 18 March, , the demonstrators walked towards Al Shaikh Daher square carrying olive branches. There were no clashes with security forces, but some altercations took place with scores of Alawite residents who tried to prevent the demonstrators from reaching the square.

⁶¹ Witnessed stated that some of the forces firing at them were dressed in military uniform, others in civilian clothes, and others in black fatigues.

⁶² In one instance, witnesses claimed that armed groups belonging to a local clan referred to in the accounts as *baltajiyya* (literally “axe carriers”, but closer in meaning to “thugs”) took part in breaking up protests and intimidating the demonstrators. The mission was unable to further investigate this claim.

tireurs étaient embusqués sur des toits, pour disperser les manifestants ont été utilisés des gaz lacrymogènes et des tirs en l'air.

63. Le gouvernorat d'Al Hasakah, région à peuplement majoritairement kurde située dans le nord-est et limitrophe de la Turquie et de l'Iraq, a connu des manifestations en plusieurs endroits, dont les villes d'Al Hasakah, d'Al Qamishli, de Ra's al 'Ayn et d'Amouda. Les participants à ces manifestations, d'assez faible ampleur, réclamaient le respect des droits civils et politiques fondamentaux de la minorité kurde de la République arabe syrienne. Selon des témoins, les forces de sécurité n'ont pas eu recours à la force meurtrière dans cette région, mais elles se sont infiltrées dans certaines manifestations pour identifier les militants. Un petit nombre de manifestants ont été arrêtés puis relâchés, après avoir, selon certaines sources, signé des documents par lesquels ils s'engageaient à ne plus participer à des manifestations à l'avenir.

B. Réaction du gouvernement

64. Le Gouvernement de la République arabe syrienne a adressé au HCDH cinq notes verbales relatives au mandat de la mission. Il a continué à coopérer avec le HCDH, sans toutefois autoriser la mission à se rendre dans le pays.

65. Le 30 mars, le Président Assad a annoncé son intention d'introduire une série de réformes, y compris la levée de l'état d'urgence et de la législation connexe, l'abolition de la Cour suprême de sûreté de l'État et l'amnistie pour certains prisonniers et détenus. Parmi les réformes proposées figuraient l'adoption d'une législation régissant le droit de réunion pacifique et la fondation de partis politiques, ainsi que la création de comités chargés de rédiger des lois relatives aux élections et à l'information. Au moins deux nouvelles lois ont été promulguées depuis et un décret relatif au statut des Kurdes syriens a été pris en avril⁶³. Dans une note verbale datée du 9 juin 2011 (voir annexe II), le gouvernement a signalé qu'au début de juin avait été prise la décision d'instituer un comité pour le dialogue national. Dans la même note verbale, il a indiqué qu'un comité judiciaire avait été mis en place pour enquêter sur les crimes commis contre des manifestants et des agents des forces de sécurité à Deraa le 31 mars 2011 et en traduire tous les auteurs en justice. Il a en outre souligné que le mandat de ce comité avait été récemment étendu pour l'habiliter à enquêter sur tous les crimes commis tant contre des civils qu'envers des membres des services de sécurité et des militaires dans tout le pays.

66. À diverses occasions, des responsables syriens, dont le Président Assad (comme dans son discours du 20 juin 2011 à l'Université de Damas), ont reconnu la légitimité de certaines revendications des manifestants, établissant une distinction entre les personnes ayant des revendications légitimes et celles visant à déstabiliser le pays. Dans sa note verbale datée du 27 juin 2011 (voir annexe IV), le gouvernement a affirmé que des personnes cherchant à déstabiliser le pays s'étaient livrées à des actes de sabotage sous le couvert de ces revendications légitimes. Le gouvernement a persisté à affirmer que ces groupes avaient attaqué «un grand nombre de civils et de membres des forces de sécurité innocents» et s'employaient à susciter «des clivages sectaires» et à «renverser le régime pour établir des émirats salafistes». Selon le gouvernement, 260 membres des forces armées et de sécurité ont été tués et 8 000 autres blessés sur la période allant jusqu'à la fin juin 2011.

⁶³ Legislative Decree No. 49, adopted on 7 April 2011. Article 1 states that individuals registered as foreigners in the Al Hasakah Governorate shall be granted Syrian nationality.

67. Dans sa note verbale datée du 5 août 2011 (voir annexe V), le Ministère des affaires étrangères a répondu aux questions du HCDH et a fourni des informations relatives, entre autres, aux points suivants: la législation pénale en vigueur; les lois accordant aux Kurdes les droits inhérents à la pleine citoyenneté; l'adoption de décrets parlementaires pour mettre fin à l'état d'urgence; la proclamation d'une amnistie générale, qui, selon le gouvernement, s'était traduite par la libération de 10 433 détenus; l'adoption de nouvelles lois relatives aux élections. Le Ministère a en outre fait référence au comportement des autorités syriennes et a fourni des chiffres sur les affaires de torture portées devant les tribunaux syriens. Dans la même note, il a affirmé que le gouvernement avait institué un comité chargé d'enquêter sur les allégations de crimes perpétrés dans le contexte des événements en cours en République arabe syrienne. Ce comité avait été mis en place en vertu de la décision n° L/905 du 31 mars 2011 prise par le Vice-Président du Conseil de justice. Le comité a pour membres, entre autres, le Procureur général de la République arabe syrienne, qui en est le président, le Chef du Département de l'Inspection judiciaire, le Procureur principal de Damas et le Juge d'instruction principal de Damas. Le comité a été chargé d'enquêter sur les circonstances ayant conduit à la mort d'un certain nombre de civils et de militaires à Deraa et à Lattaquié. Selon les informations fournies dans la note verbale, le comité a recueilli les déclarations d'un certain nombre de témoins à Deraa et enquêté sur des allégations individuelles. Parmi les personnes visées par ces enquêtes figurent l'ancien gouverneur de Deraa et des membres des forces de sécurité. En réponse à la question relative à des fosses communes, le Ministère a indiqué que des «groupes terroristes» armés avaient attaqué un poste de police à Jisr Al Choughour et tué par balle tous les policiers s'y trouvant. Selon le Ministère, les cadavres avaient ensuite été enlevés à l'aide de bulldozers, entassés et enterrés dans des fosses communes.

68. Le 10 août, le HCDH a transmis le rapport de la mission à la Mission permanente de la République arabe syrienne pour observations. La Mission permanente a adressé au HCDH une note verbale datée du 16 août (voir annexe VI), dans laquelle elle a souligné que le gouvernement respectait le droit international des droits de l'homme et avait mis en route un train de réformes radicales. Il a ajouté que les personnes se trouvant dans des camps de réfugiés qui avaient fourni des informations à la mission avaient enfreint la législation syrienne et ne pouvaient donc être considérées comme des sources fiables. Le gouvernement a critiqué le rôle des médias qui déformaient les faits et a affirmé que la référence à une «minorité répressive» figurant dans le rapport était inacceptable. Il a de plus affirmé que ladite référence dénotait l'approche partisane de la mission. Selon la note verbale, le nombre de 1 900 personnes tuées dans le pays mentionné était exact. Il a toutefois ajouté que ce nombre englobait les policiers et les membres des forces de sécurité, ainsi que les victimes des groupes armés terroristes. Le gouvernement a en outre expliqué que 120 policiers avaient été tués sauvagement par des groupes armés à Jisr Al Choughour.

III. Types de violations

69. La mission a constaté un ensemble de violations des droits de l'homme sous la forme d'attaque généralisée ou systématique contre la population civile qui pourraient constituer des crimes contre l'humanité au sens de l'article 7 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

A. Meurtres et disparitions

70. Les forces de sécurité sous contrôle du gouvernement ayant tué de nombreux civils, la République arabe syrienne a violé de manière flagrante le droit à la vie, non susceptible

de dérogation, consacré par l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

71. La mission a recueilli des déclarations concordantes de témoins oculaires faisant état de nombreuses exécutions sommaires, dont 353 victimes identifiées nommément. Elle a en outre reçu des témoignages concordants selon lesquels des membres des forces de sécurité se faisant passer pour des civils ont provoqué des troubles pour donner une image déformée des événements. Les civils étaient souvent en mesure de déceler les membres des forces de sécurité parce que ceux-ci portaient des brassards distinctifs de différentes couleurs⁶⁴. Plusieurs types d'unités des forces de sécurité et de l'armée ont été déployés lors des manifestations, mais leurs membres n'avaient manifestement pas été formés au contrôle des foules.

72. Même si une minorité de civils a provoqué des incidents violents lors de certaines manifestations⁶⁵, l'usage disproportionné de la force par les militaires et les membres des services de sécurité constitue une violation par l'État des obligations internationales lui incombant en matière de droits de l'homme.

73. Selon des informations émanant d'une grande variété de sources, la plupart des manifestations étaient pacifiques. Des civils de tous âges y ont participé et ils brandissaient souvent des rameaux d'olivier ou étaient torse nu pour montrer qu'ils n'étaient pas armés. Les médias contrôlés par l'État ont rendu compte de ces événements sous un jour erroné, imputant le plus souvent les troubles à des éléments «terroristes»⁶⁶. La plupart des décès signalés ont pour cause des tirs à balles réelles par des membres des forces de sécurité, des soldats et des chabbiha utilisant des kalachnikovs et d'autres armes à feu⁶⁷. Des témoignages indiquent que le mode opératoire généralisé mis en œuvre pour tuer des civils combinait: a) forces sur le terrain; b) tireurs embusqués sur les toits; c) forces aériennes.

74. La plupart des victimes touchées par balle l'ont été à la tête, à la poitrine et dans le haut du corps en général, ce qui semble confirmer que les ordres étaient de tirer pour tuer. Un certain nombre d'anciens membres de l'armée, de la police et de différents services des forces de sécurité ayant déserté ont été interrogés. Ils ont affirmé qu'ils avaient reçu en termes clairs l'ordre d'utiliser des munitions réelles contre les manifestants⁶⁸. Ceux qui refusaient de tirer sur des civils ont été abattus par derrière par d'autres membres des forces de sécurité ou par des chabbiha. L'analyse d'images vidéo montrant des opérations de sécurité qu'a effectuée l'expert en maintien de l'ordre public membre de la mission fait ressortir que les forces déployées contre des civils n'étaient pour la plupart pas formées aux opérations anti-émeute, l'usage excessif de la force contre des civils étant dans ce contexte facilité par l'armement mis en œuvre.

⁶⁴ According to some reports, various security units would even at times shoot at each other.

⁶⁵ For example, the mission received uncorroborated accounts from Baniyas and Jisr Al Shughour of the killing of security or other officials by demonstrators or unidentified persons.

⁶⁶ For example, there are corroborated reports that security forces planted weapons in the Omari Mosque in the city of Dar'a after clearing it and murdering civilians, then blamed innocent demonstrators. For the version of the Syrian Arab News Agency (DARA), see www.sana.sy/eng/337/2011/04/27/343519.htm.

⁶⁷ In several incidents documented by the mission, *Shabbiha* members used knives or bayonets to kill protestors.

⁶⁸ Witness stated that the orders at Saraqeb, and near the camp of the Youth of the Baath Party in Al Mastuma, were given on 20 May 2011, when security forces opened fire at demonstrators as soon as they arrived, killing more than 40 people.

75. Sur le terrain, des agents des forces de l'ordre ont bien souvent tiré sur des civils sans distinction, de près et sans sommation⁶⁹. Nombre d'enfants et de femmes ont été tués. Des moyens non meurtriers tels que gaz lacrymogènes, canons à eau et tirs en l'air à balles réelles ont été employés que lors de quelques manifestations seulement. Certaines des manifestations ont été réprimées par des tirs rapides et intenses sans distinction intervenant en même temps que, ou peu de temps après, l'usage de gaz lacrymogènes. Selon des témoignages concordants relatifs à différentes régions, des soldats ont déserté après avoir reçu l'ordre de tirer sur des civils pacifiques⁷⁰.

76. Des témoins ont signalé l'emploi de chars, de mitrailleuses lourdes montées sur des véhicules blindés de transport de troupes et d'hélicoptères dans des zones urbaines. Dans d'autres zones, les forces de sécurité ont en outre tiré des grenades sur des civils au lance-roquettes ou à l'AK 47.

77. Il a aussi été signalé des exécutions sommaires hors du contexte de manifestations. Par exemple, le 1^{er} mai, à Deraa, quelque 26 hommes aux yeux bandés ont été abattus sommairement au stade de football, qui avait été transformé en quartier général des forces de sécurité locale. Il a en outre été fait état d'exécutions pendant le siège de villes et lors de perquisitions maison par maison⁷¹.

78. N'ayant pas été autorisée à se rendre dans le pays, la mission n'a pas pu vérifier les multiples allégations indiquant qu'il était courant que les forces de sécurité exécutent sommairement des civils sur leur lit dans les hôpitaux (ou hôpitaux de fortune). Selon de nombreuses sources des membres de ces forces effectuent régulièrement des descentes dans les hôpitaux pour y rechercher des manifestants blessés et les tuer. La mission a constaté que la crainte des civils de se rendre dans les hôpitaux était forte et généralisée, beaucoup de civils préférant ne pas se faire soigner plutôt que de courir le risque d'être capturé et tué.

79. Les tirs de tireurs embusqués sur des manifestants constituent un autre phénomène constamment mentionné⁷², des agents ayant même, selon certaines affirmations, été spécialement formés pour faire face de la sorte à des manifestations civiles. Parmi les édifices sur lesquels se postent des tireurs embusqués figurent des immeubles des forces de sécurité, du gouvernement ou du parti Baas et des mosquées. Dans la plupart des cas, aucune sommation n'a été adressée avant l'ouverture du feu. Dans certains cas, les tireurs embusqués auraient même pris pour cible des personnes tentant d'évacuer des blessés.

80. Lors de plusieurs manifestations, des agents des services de sécurité ont tiré sur des civils depuis des hélicoptères⁷³. Aucune sommation n'a été adressée avant d'ouvrir le feu.

81. Des victimes et des témoins ont indiqué que les forces de sécurité avaient tenté dans de nombreux cas de dissimuler les tueries qu'elles avaient perpétrées, notamment en ensevelissant les corps dans des fosses communes⁷⁴. À Lattaquié, le 8 avril, des personnes ont vu des camions à ordures servir à emporter les cadavres. En période de siège, des civils

⁶⁹ Early on when the protests began, instances were reported of attempted negotiation by security or military personnel seeking to disperse the crowds. In most cases, such attempts were brief. As the situation on the ground worsened, such tactics gave way to direct attacks with live ammunition.

⁷⁰ Many of these soldiers were shot dead immediately upon breaking ranks during demonstrations, and some were killed or treated inhumanely for being suspected of disloyalty towards the Government.

⁷¹ Including at Dar'a, Al Ladhqiyyah, Hamah and Jisr Al Shughour.

⁷² For example, in Dar'a, Jisr Al Shughour, Banias, Al Ladhqiyya and Duma.

⁷³ Including Jisr a-Shughour and Ma'arrat Al Nu'man, in Idlib Governorate.

⁷⁴ The locations of alleged mass graves will not be disclosed until they can be secured or properly exhumed.

ont entreposé dans des chambres froides de fortune les corps de personnes tuées⁷⁵. Selon plusieurs récits, des membres des forces de sécurité auraient tué des blessés en les plaçant dans des cellules réfrigérantes dans des morgues d'hôpital⁷⁶.

82. La République arabe syrienne a manqué aux obligations que lui impose le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont la prohibition des disparitions forcées, en particulier ses articles 2, 6, 7, 9, 10 et 14 et autres articles relatifs à la liberté. De nombreux civils, y compris des enfants, ont disparu. Des corps de victimes ont été rendus à leur famille, beaucoup présentant des marques de torture. Le sort de centaines de détenus reste inconnu. Entretemps, la mission continue à recevoir des récits de disparitions forcées.

B. Torture

83. Dans 98 des 180 témoignages recueillis par la mission il est question d'actes de torture et d'autres traitements inhumains et dégradants envers des civils commis par des militaires et des membres des services de sécurité, ce en violation des obligations de l'État découlant de la Convention contre la torture. Il semble clair qu'a été instaurée une politique généralisée ou systématique consistant pour les membres des forces de sécurité à cibler les personnes suspectées de participation à des manifestations pour les intimider et les terroriser afin d'endiguer les manifestations⁷⁷. La torture et les mauvais traitements sont couramment utilisés pour arracher de fausses déclarations à des détenus. Selon de nombreux témoignages, des membres des forces de sécurité ont fait irruption dans des habitations et y ont frappé des civils, dont des femmes et des enfants. Après des arrestations en masse, des membres des forces de sécurité et des chabbiha ont transporté les personnes arrêtées par bus ou camion jusqu'à des centres de détention secrets ou des stades publics, où elles ont ensuite été soumises à la torture et à d'autres traitements inhumains⁷⁸. De nombreuses victimes ont été torturées dans les différents lieux de détention où elles ont été successivement placées⁷⁹. D'anciens détenus ont signalé des cas de décès en détention des suites de la torture. D'autres ont dit que des enfants avaient été torturés⁸⁰. Les agents des forces de sécurité obligent souvent les membres de la famille d'une personne morte en détention à signer un document attestant qu'elle avait été tuée par des bandes armées.

84. La mission a documenté de nombreuses méthodes de torture, dont la plupart sont notoirement utilisées en République arabe syrienne depuis de nombreuses années, notamment les suivantes: passage à tabac; décharges électriques; suspension par les membres pendant de longues périodes; torture psychologique; humiliation systématique⁸¹.

⁷⁵ For example, in Dar'a, bodies that could not be buried during the siege were stored in a refrigerated food truck.

⁷⁶ One of the cases reported to the mission took place in Dar'a.

⁷⁷ In Dar'a, Nawa, Al Yaduda, Jisr Al Shughour, Madaya, Homs, and Hama, among others.

⁷⁸ Detention centres cited in accounts and located in or around Damascus include Kafr Sousseh, Al Mezze, Adra and Al Qaboun; other cited detention facilities were in Idlib and Homs. Most appeared to be under the jurisdiction of one of the security agencies, including Air Force Intelligence, Military Security and Political Security. Victims were often immobilized on the ground by security agents, who stepped upon their faces and tied their hands, as well being inhumanely treated during their transfer to detention centres.

⁷⁹ Some people were taken to up to four detention centres, where they were abused.

⁸⁰ These cases included that of Hamza Al Khatib, aged 13, from Dar'a, who died in custody. In its note verbale of 14 June 2011, the Government denied this allegation.

⁸¹ In some cases, male detainees were forced to remain naked for long periods in their cells, or while being otherwise tortured or under interrogation. The mission received a number of reports of sexual assault or rape of women and girls during raids on homes. The mission was unable to corroborate these accounts.

La mission a pris en photo des blessures compatibles avec les allégations de torture formulées par certains témoins. Le médecin légiste membre de la mission a examiné d'autres victimes ayant été hospitalisées après avoir fui le pays. Des victimes d'arrestation arbitraire ont déclaré avoir été frappées et abreuvées d'insultes faisant référence à leurs convictions religieuses, politiques ou démocratiques pour les humilier. De nombreuses victimes ont indiqué que des insultes telles que «Tu veux la liberté! La voilà ta liberté!» leur avaient été adressées pendant qu'elles étaient torturées ou tabassées.

C. Privation de liberté

85. La République arabe syrienne a violé en outre le droit à la liberté énoncé à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques par la pratique généralisée des arrestations arbitraires et illégales et de la détention ultérieure illégale dans le but, en grande partie, d'intimider les manifestants, femmes, enfants et personnes âgées compris⁸².

86. Deux catégories de détenus se dégagent des témoignages. Premièrement, les personnes suspectées d'être des opposants au gouvernement (dont les militants et les organisateurs de manifestations) ayant été arrêtées au hasard et sans justification lors de rafles massives. Deuxièmement, les personnes arrêtées lors d'opérations destinées à punir collectivement les habitants des villes et localités que les autorités perçoivent comme réfractaires ou comme des foyers d'activisme démocratique. Les arrestations, très répandues, semblent aléatoires⁸³. Les médecins et les militants des droits de l'homme sont aussi ciblés. Plusieurs témoins qui ont fui le pays ont déclaré que des membres de la famille d'une personne recherchée avaient été arrêtés à sa place.

87. Des témoins ayant été détenus ont dit voir été privés des garanties d'un procès équitable, dont l'accès à un avocat ou à toute forme de recours juridique⁸⁴. Ils n'ont pas été informés du motif de leur arrestation ni autorisés à contacter leur famille. Ils ont été constamment déplacés d'un centre de détention à un autre sans préavis et, souvent, ont été soumis à la torture et à d'autres traitements inhumains dans chacun de ces centres. Des dizaines de civils, portant souvent des marques de torture ou de sévices, ont été déférés collectivement devant des juges d'instruction et d'autres ont, sans connaître les charges retenues contre eux, été entendus par des militaires lors d'une audience spéciale tenue dans leur cellule. Il n'y avait en outre pas de procédure d'appel. On a obligé de nombreux détenus à qui on avait bandé les yeux à signer des documents ou à y apposer leurs empreintes digitales alors qu'ils en ignoraient la teneur. D'autres ont dû signer l'engagement de ne plus participer à des manifestations.

⁸² Targeted and mass arbitrary arrests and unlawful detention were reported in, inter alia, Aleppo, Baniyas, Damascus (city and outskirts), Dar'a (city and outskirts), Jisr Al Shughour and Al Ladhqiyyah. During the siege on Dar'a, it was reported that hundreds of people were arbitrarily arrested on a daily basis. Witnesses told the mission that, given the very large number of detainees, school yards and sports fields had been transformed into makeshift detention areas.

⁸³ Most of those interviewed by the mission were not privy to the whereabouts of their detained family and friends.

⁸⁴ See the International Covenant on Civil and Political Rights, article 14, and the United Nations Standard Minimum Rules for Non-custodial Measures (The Tokyo Rules), General Assembly resolution 45/110, annex.

D. Persécutions

88. La mission a reçu des témoignages alarmants selon lesquels des remarques discriminatoires et insultantes relative à leur religion et/ou à leur origine ethnique ont été adressées à des personnes lors de leur l'arrestation, au cours de leur détention ou pendant qu'elles étaient soumises à la torture.

89. Un certain nombre de localités et de villes⁸⁵ ont été soumises à un blocus imposé en déployant de l'artillerie lourde et des véhicules militaires, dont des chars et des mortiers tractés, ce en violation des articles 10 et 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Des réservoirs d'eau ont été bombardés, ce qui a privé les civils d'eau. Des restrictions à la circulation sans commune mesure avec la gravité des menaces ayant pu exister ont été imposées aux civils. De nombreuses personnes sorties de chez elles à la recherche de nourriture ont été tuées ou blessées, y compris des enfants pris pour cible par des tireurs embusqués. Des personnes ont été stoppées à des postes de contrôle par des agents des forces de sécurité, qui ont refusé de les laisser passer et les ont soumises à des violences physiques et verbales. En outre, les forces de sécurité ont coupé le courant et bloqué les moyens de communication dans des villes et des localités qu'elles assiégeaient. Les hôpitaux publics ont parfois été fermés avant une opération militaire⁸⁶ ou bien des membres de leur personnel ont dit à des blessés qu'il n'y avait pas de place⁸⁷. Dans d'autres cas, les hôpitaux publics ont refusé de traiter des victimes blessées, les médecins ayant apparemment été menacés par les forces de sécurité ou bien coopérant avec elles. Il a fallu monter des hôpitaux de fortune, inaptes à dispenser des soins médicaux adéquats aux victimes⁸⁸. Dans de nombreux cas, des civils qui tentaient de secourir des blessés en les amenant à un lieu plus sûr ou à l'hôpital ont été pris pour cible. Des ambulances et d'autres véhicules utilisés par des manifestants ont aussi été visés.

90. Non seulement des enfants ont été pris pour cible par les forces de sécurité, mais dans bien des cas des enfants ont été soumis aux mêmes atteintes aux droits de l'homme et actes criminels que les adultes, y compris la torture, sans aucune considération pour leur état de vulnérabilité. Des enfants ont été torturés ou tués par les forces syriennes – ceux abattus par des tireurs embusqués compris – dans plusieurs incidents, qui ne sont donc manifestement pas des cas isolés, ce qui est cause de grave préoccupation.

91. Enfin, selon des informations inquiétantes reçues par la mission, il est fréquent que des remarques discriminatoires et insultantes relatives à leur religion et/ou à leur origine ethnique soient adressées aux détenus.

IV. Recommandations

92. **Ayant à l'esprit les conclusions de la mission, les réponses fournies à ce jour par le Gouvernement de la République arabe syrienne et par la communauté internationale ainsi que la situation actuelle sur le terrain, la Haut-Commissaire rappelle que lors du sommet de 2005, les États sont convenus à l'unanimité que chaque État était investi de la responsabilité de protéger sa population contre les crimes contre l'humanité et les autres crimes faisant l'objet d'une prohibition internationale. Cette responsabilité s'étend à la prévention de ces crimes, y compris**

⁸⁵ Cities and towns under siege included Dar'a, Baniyas and Madaya.

⁸⁶ Such as in Ma'arrat an Nu'man.

⁸⁷ In one incident in Jisr Al Shughour, security forces said that they could "solve a space problem", then proceeded to murder wounded civilians.

⁸⁸ Such as the makeshift hospital set up in the Omari Mosque in Dar'a.

l'incitation à les commettre, par des moyens appropriés et nécessaires. Quand un État ne protège manifestement pas sa population contre les crimes les plus graves faisant l'objet d'une prohibition internationale, il est de la responsabilité de la communauté internationale de mener en temps voulu une action collective résolue pour assurer cette protection.

93. En particulier, la Haut-Commissaire recommande ce qui suit au Gouvernement de la République arabe syrienne:

a) Mettre fin immédiatement aux violations flagrantes des droits de l'homme, y compris l'usage excessif de la force contre les manifestants et les tueries de manifestants, les actes de torture et les mauvais traitements envers les détenus et les disparitions forcées, et faire cesser toutes les violations des droits économiques, sociaux et culturels;

b) Prendre des mesures immédiates pour mettre fin à l'impunité, y compris en abolissant la législation qui accorde une immunité de poursuites virtuelle aux agents des services de sécurité et de renseignement;

c) Assurer la libération immédiate et sans condition des personnes détenues au motif de leur participation à des manifestations pacifiques et des autres prisonniers politiques;

d) Assurer le retour volontaire et dans la sécurité des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs régions d'origine en République arabe syrienne;

e) Accorder un accès sûr et sans restriction aux journalistes de médias nationaux et internationaux afin qu'ils puissent s'informer et rendre compte, sans entrave, de la situation en République arabe syrienne;

f) Prendre des mesures immédiates pour assurer un accès complet et sans entrave aux travailleurs humanitaires afin qu'ils fournissent un soutien et une assistance aux personnes dans le besoin;

g) Accorder au HCDH un accès immédiat à la République arabe syrienne afin qu'il y mène des investigations sur toutes les violations des droits de l'homme, quels qu'en soient les auteurs présumés, commises dans le contexte de manifestations depuis la mi-mars 2011;

h) Inviter les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, en particulier le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants et le Groupe de travail sur la détention arbitraire, à venir en République arabe syrienne pour y observer la situation des droits de l'homme et en rendre compte.

94. La Haut-Commissaire recommande en outre ce qui suit aux Conseil des droits de l'homme:

a) Veiller à ce que le Conseil reste saisi de la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne en instituant des mécanismes adaptés de suivi et d'enquête, y compris en prorogeant si possible le mandat de la mission d'établissement des faits, ainsi qu'en établissant des rapports périodiques;

b) Exhorter la République arabe syrienne à coopérer avec le HCDH et les procédures spéciales, y compris en leur accordant un accès sans entrave au pays;

c) Exhorter le Conseil de sécurité à rester saisi des cas dans lesquels l'usage d'une force excessive et d'autres violations graves des droits de l'homme se soldent par la mort de manifestants pacifiques et d'autres civils en République arabe syrienne

et à y réagir dans les termes les plus vigoureux, à appeler à une cessation immédiate des attaques contre la population civile et à envisager de saisir la Cour pénale internationale de la situation en République arabe syrienne.

95. La Haut-Commissaire recommande de plus à la Ligue des États arabes de continuer à s'employer activement à promouvoir une action concertée pour protéger les droits de l'homme en République arabe syrienne.

Annexes

Annex I

Letter dated 15 July 2011 from the United Nations High Commissioner for Human Rights addressed to the Prime Minister of the Syrian Arab Republic

NATIONS UNIES
HAUT COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME



UNITED NATIONS
HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS

Télégrammes: UNATIONS, GENEVE
Téléc. 31 29 62
Téléphone: (41-22) 928 9257
Télécopie: (41-22) 928 9018
Internet: www.ohchr.org



Palais des
Nations
CH-1211
GENEVE 10

REFERENCE

15 July 2011

Excellency,

I write further to resolution S-16/1 adopted by the United Nations Human Rights Council in a special session on human rights in the Syrian Arab Republic on 29 April 2011. As you will be aware, this resolution requested my Office to urgently dispatch a fact-finding mission to investigate all alleged violations of international human rights law and to establish the facts and circumstances of such violations and of the crimes perpetrated, with a view to avoiding impunity and ensuring full accountability.

Through a Note Verbale dated 6 May 2011, my Office formally requested Your Excellency's Government to cooperate with this mission, in particular by ensuring full access to the country. Having received no response from Your Excellency's Government on this matter, I reiterated my request for access to the country through a Note Verbale dated 20 May 2011 and again on 7 June 2011 through a meeting between the Deputy High Commissioner, Ms. Kyung-wha Kang, and Your Excellency's Permanent Representative to the United Nations Office in Geneva, H.E. Mr. Faysal Khabbaz Hamoui. I regret that the Syrian Government has to date remained silent on this matter, and once again I renew my request for access for the fact-finding mission.

I take this opportunity to stress that the material currently before my Office reflects a dire human rights situation and remains a matter of the gravest concern. Facts suggesting a pattern of widespread and systematic attacks against civilians and consequential breaches of the most fundamental rights documented by OHCHR require thorough investigation and full accountability with respect to the perpetrators. In my view, the credibility of the Syrian Government's statements on the nature of the on-going protests and the individuals or groups reportedly responsible for these abuses rests in substantial part on its willingness to allow independent investigation on the ground.

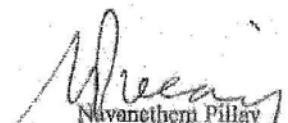
H.E. Mr. Adel Safar
Prime Minister
DAMASCUS

I have noted the series of reforms announced to date, and I welcome the information received from Your Excellency's Government on these and certain other issues. Allow me to stress however that the value of political and other reforms lies in their practical implementation, and reform plans also require transparent monitoring mechanisms to ensure sound and timely translation into effective change. More importantly, the promulgation of laws and decrees aimed at introducing greater political and civil rights cannot be accompanied by a progressively deteriorating human rights situation and commission of the gravest human rights violations.

Resolution S-16/1 also requested my Office to provide a follow-up report the Human Rights Council at its 18th Session, containing substantive information documented by the fact-finding mission. While the refusal of Your Excellency's Government to date to grant access has hampered the mission's work, it has nevertheless documented egregious violations of human rights committed since March 2011. These include summary executions, excessive use of force in quelling peaceful protests, arbitrary detentions, torture and ill-treatment, violations of the rights to freedom of assembly, expression, association and movement, and violations of the rights to food and health, including medical treatment to injured persons. This information will form the basis of the follow-up report, which will be made public in September.

In this context, and alongside my request for the mission to be granted access to the country, my Office wishes to raise with the Syrian Government a range of issues that have emerged in the course of the mission's work and requests further information, as detailed in the Annex attached to this letter. I would appreciate receiving the responses of Your Excellency's Government to these enquiries by 5 August 2011 in order to enable my Office to reflect the position of Your Excellency's Government on these issues in its report.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.


Navanethem Pillay
High Commissioner for Human Rights

Annex:Questions submitted by the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) to the Government of Syria, 15 July 2011.

A. Rights of individuals deprived of their liberty and the administration of justice: OHCHR would appreciate receiving the following information regarding legislative reforms announced by the Syrian Government:

1. The text of the decision announced by President Bashar al-Assad on 19 April 2011 to abrogate the 1963 State of Emergency Law and to abolish the High State Security Court. We wish to receive information regarding the legal measures taken to implement this decision, including the text of the relevant laws and their current status, including the date of their publication in the Official Gazette.
2. The text of Legislative Decree No. 61/2011 announcing a general amnesty for crimes committed before 31 May 2011, and Legislative Decree No. 72/2011 extending the scope of the amnesty to crimes committed before 20 June 2011. OHCHR would appreciate receiving information on how the amnesty laws have been implemented across the country, information about any committees (other than medical committees) which may have been set up to consider individual cases and their terms of reference, any existing appeal process for prisoners against a negative decision, and data showing how many prisoners and detainees have been released in each category. We would appreciate receiving the texts of other legislative decrees referred to in the amnesty law.¹ Additionally, Legislative Decree No. 61/2011 is also said to cover "all members of the Muslim Brotherhood party and other detainees belonging to political movements".² OHCHR wishes to receive details on which other political movements are covered under the amnesty law, and how many such detainees have been released to date and their presumed political affiliation.
3. Given the abrogation of emergency legislation on 19 April 2011, we wish to receive clarification as to the legal basis for the arrest and continued detention of individuals who have been apprehended in the context of protests and other incidents since 15 March 2011. If the purpose of the lifting of emergency laws is to afford basic rights to persons deprived of their liberty, and to curtail the exceptional powers granted to security and intelligence personnel, then it follows that other legislation is being applied in these cases. We would appreciate receiving information on current arrest and detention procedures being followed by the security forces since 19 April.
4. In its efforts to determine the fate and whereabouts of the significant numbers of persons detained or missing it has recorded since mid-March 2011, OHCHR requests information on the places of detention used by each of the security and intelligence agencies, together with information on individuals held there in connection with protests.³

¹ These are: Law 49/1980; Legislative Decree 37/1966 as amended; Legislative Decree 13/1974; and Legislative Decree 59/2008.

² Note Verbale to OHCHR dated 8 June 2011 from the Permanent Mission of Syria in Geneva.

³ This should include names, dates of arrest, place of detention, reason for arrest and the arresting authority.

B. Torture and ill-treatment and deaths in custody

1. OHCHR refers to a Note Verbale received from the Permanent Mission of Syria in Geneva, dated 14 June 2011, containing a summary of the official investigation into the death of the child Hamza al-Khatib on 29 April 2011. We wish to receive additional information on this investigation, including the following: copy of Administrative Order 913 dated 30 May 2011 establishing an investigative committee under Ministry of Interior jurisdiction; copies of all documents prepared on this case by officials on duty at Tishreen Military Hospital during the period of Hamza al-Khatib's hospitalization and death, including copies of photographs taken of the body on 30 April 2011; copy of the report of a three-person committee which prepared a comparative study between the aforementioned photographs and others taken of the body on 24 May 2011 at the National Hospital in Daraa; copy of the report prepared by the Office of the General Prosecution in Damascus relating to the procedures followed in the criminal and judicial investigations relating to the case; and copies of all documentation, including photographs, prepared on this case by medical and judicial personnel at the National Hospital in Daraa. We also request an explanation as to why there was a delay of one month before an investigation into the death of the child was established, and information on the whereabouts and condition of the body between his death on 29 April and its handing over to his family on 24 May 2011.
2. OHCHR would appreciate receiving information regarding the procedures and laws currently in force for the investigation of cases involving the torture or ill-treatment of detainees and other persons deprived of their liberty, including cases resulting in death in custody. It would be useful to receive official data from the relevant ministries and the judiciary regarding the nature and number of such investigations since January 2011, the procedures followed in these cases, and details on cases which resulted in the prosecution of officials found guilty of such crimes. These should include cases where named individuals were declared by officials to be responsible for killings and other crimes, and whose "confessions" were broadcast on Syrian television. Additional information on any provisions under Syrian law for the compensation of victims of torture and their families would also be useful.

C. Investigations into killings of civilians and security personnel, and mass graves: several communications received by OHCHR from the Permanent Mission of Syria in Geneva contained references to a judicial committee and on-going investigations into incidents involving the killing of civilians and military personnel. There have also been a number of statements by Syrian officials regarding the discovery of mass graves, responsibility for which was attributed to "armed gangs". OHCHR would appreciate receiving the following information:

1. In early June, OHCHR was informed that a judicial committee was established to "investigate and bring to justice all perpetrator[s] of crimes against protestors and security personnel in Dara'a [o]n 31/3/2011", and that "the mandate of this committee was recently extended to investigate all crimes committed against civilians and security and army personnel in all parts of Syria".⁴ We would appreciate receiving the texts of the decision to establish this committee in the first instance and to subsequently extend its mandate, and details of any

⁴ Note Verbale to OHCHR dated 6 June 2011 from the Permanent Mission of Syria in Geneva.

investigations it has conducted to date, together with the relevant findings. OHCHR notes the establishment of a complaints procedure which is accessible electronically, and which refers to a 'Judicial Private Investigation Commission'.⁵ In this regard, we request information on the composition and competence of its members, its terms of reference, and information on the nature and volume of complaints received to date. In particular, given the reference to "bringing perpetrators to justice", we wish to receive clarification as to the nature of the judicial powers of this committee. Does the committee have powers of enforcement or is it limited to making recommendations? What legislation is being used to formally charge any perpetrators with specific crimes, and which courts will be competent to hear such cases? Which laws will regulate the rights of the defendants and any appeals procedures?

2. At various times since the current protests began, Syrian officials have made references to the discovery of mass graves said to contain the remains of security personnel killed by "armed gangs". This included an announcement on 12 June, upon the entry of Syrian forces to the town of Jisr al-Shughour, of one such site said to contain the remains of some ten security personnel.⁶ OHCHR wishes to receive details of the locations and contents of all sites of purported mass graves, and the procedures followed in the exhumation of these sites and the ensuing forensic examinations. Copies of official reports of any such investigations are particularly important. We also wish to be informed of the procedures followed in the related criminal investigations to determine culpability and identify the perpetrators, and the results of such investigations.

D. Conduct of law enforcement officials: Since mid-March 2011, several Syrian Government officials have publicly stated that orders were issued to law enforcement personnel, including the security forces, not to shoot at unarmed demonstrators.⁷ Further, that the police have "strict instructions not to assault or harass the demonstrators", and that "security personnel have exercised maximum restraint while trying to control the situation".⁸ OHCHR requests the following information and clarifications:

1. What instructions were issued to law enforcement personnel assigned to deal with crowd control since protests began in mid-March 2011? Who issued these orders and to whom?
2. Were these orders issued orally or in writing? If they were oral instructions, we wish to receive details of these orders and how they were communicated to the relevant commanders. We also wish to receive copies of any written orders and information on how they were disseminated and to whom. Additionally, what procedures are in place to ensure that orders on crowd control mechanisms are implemented, and what disciplinary measures are in place to deal with breaches of these orders?

⁵ Referred to in Note Verbale to OHCHR dated 6 June 2011 from the Permanent Mission of Syria in Geneva (www.ipic.gov.sy).

⁶ There were also references to "three mass graves dug by the armed groups and fundamentalist forces" having been discovered by the Syrian authorities (Note Verbale to OHCHR dated 27 June 2011 from the Permanent Mission of Syria in Geneva).

⁷ Note Verbale to OHCHR dated 15 April 2011 from the Permanent Mission of Syria in Geneva.

⁸ Note Verbale to OHCHR dated 27 June 2011 from the Permanent Mission of Syria in Geneva.

3. Were these or other orders also issued to members and commanders of the Syrian armed forces, who also participated in a number of incidents since March 2011? We would appreciate receiving details of any oral or written orders issued in this regard. We also seek clarification of laws and procedures governing the role and conduct of specialised military agencies, including Air Force Intelligence (*al-Mukhabarat al-Jawwiyya*) and Military Security (*al-Amn al-'Askari*).
4. How many security agencies are authorized to deal with public order issues, and particularly with peaceful assemblies or demonstrations? Which law enforcement agencies, including security and intelligence agencies, participated in crowd control operations since March 2011?
5. Is there a crowd control strategy for managing demonstrations and peaceful assemblies, and is it integrated in an overall strategy for dealing with public order issues?
6. What decision-making criteria are available, if any, to assist in applying legitimate and reasonable tactical options that are proportional to crowd behaviour? What level of law enforcement officials take such decisions, in particular with regard to the use of lethal weapons?
7. Under what circumstances does Syrian law permit law enforcement officials to carry and use firearms? What types of firearms and ammunition are permitted for use in the context of demonstrations and peaceful assembly?
8. What procedures are followed by commanders to communicate to crowds the intent to use force, and to ensure that adequate time is given for such warnings to be observed?
9. What procedures are integrated into operations plans for crowd control to facilitate the movement of ambulances and to ensure adequate medical services for emergency cases?
10. OHCHR would appreciate receiving copies of the relevant Syrian laws governing the conduct of law enforcement officials generally, including amendments to the Police Service Regulations (Law 1962/1930), and the Syrian Penal Code (Law 148/1949).⁹ Of particular relevance is information on legislative amendments currently in force relating to the use of force, including non-lethal incapacitating weapons.
11. We also seek clarification of any other laws and procedures governing the role and conduct of specialised security and intelligence agencies, including the General Intelligence Directorate (*Idarat al-Mukhabarat al-'Amma*) and Political Security (*al-Amn al-Siyasi*). What is the current status of Legislative Decree No. 14 /1969, which provided immunity from prosecution for employees of General Intelligence except by order of the Director, and Legislative Decree No. 69/2008, which extended this immunity to members of other security forces except by order of the Armed Forces General Command?¹⁰ Are there cases where such immunity was waived? What other mechanisms or laws are available to ensure that abuses of powers by law enforcement personnel are prosecuted as criminal offences under the law?

⁹ Selected articles of the Syrian Penal Code and the Police Service Regulations were accessed on the Syrian Ministry of Interior website.

(<http://www.syriampol.gov.sy/portal/index.php?page=show&ex=2&diretdocs&ex=2&ser=2&lang=1&cat=71>).

¹⁰ Legislative Decree No. 14 of 15/01/1969 establishing the General Intelligence Directorate; and Legislative Decree No. 69 of 30/09/2008 amending the Military Penal Code.

E. Political and other reforms announced by the Syrian Government, OHCHR would appreciate receiving the latest information regarding the implementation of these measures:

1. The text of the new law regulating the right to peaceful assembly, which the Syrian authorities said had been issued on 21 April 2011.¹¹ We would appreciate clarification of the current status of this law, and what procedures and consultations were followed in its preparation.
2. Information regarding the decision taken on 11 May 2011 to establish a National Committee of Legal Experts to draw up a new law on elections.¹² We would appreciate receiving the text of this decision, details of the composition of this committee, the terms of reference of its mandate, its progress to date and an indication on the proposed timeline for the issuance of the law.
3. Information regarding the decision taken on 24 May 2011 to establish a National Committee to draw up a new information law.¹³ We would appreciate receiving the text of this decision, details of the composition of this committee, the terms of reference of its mandate, its progress to date and an indication as to whether the draft law may be drafted within the two-month deadline proposed by the Syrian authorities.
4. Information regarding the decision taken on 5 June 2011 to establish a committee to draw up a new law on political parties.¹⁴ We would appreciate receiving the text of this decision, details of the composition of this committee, the terms of reference of its mandate, its progress to date and an indication as to whether the draft law may be drafted within the one-month deadline proposed by the Syrian authorities.
5. Information regarding the decision taken on 1 June 2011 to establish a Committee for National Dialogue.¹⁵ We would appreciate receiving the text of this decision, details of the composition of this committee, the terms of reference of its mandate and its progress to date.
5. Text of the decree issued by President Bashar al-Assad in early April concerning the issue of the 1962 Census and the status of stateless members of the Kurdish community in Syria. According to Syrian officials, "beneficiaries of this decree were given the full rights of citizens",¹⁶ OHCHR wishes to receive information on how the provisions of this decree have been implemented to date.

END

¹¹ Note Verbale to OHCHR dated 6 June 2011 from the Permanent Mission of Syria in Geneva.

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Note Verbale to OHCHR dated 15 April 2011 from the Permanent Mission of Syria in Geneva.

Annex II

**Note verbale dated 6 June 2011 from the Permanent Mission
of the Syrian Arab Republic addressed to the Office of the
United Nations High Commissioner for Human Rights**

MISSION PERMANENTE
DE LA
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE
GENÈVE

الجمهورية العربية السورية
البعثة الدائمة لدى مكتب الأمم المتحدة
جنيف

N° 230/11

Geneva, 6 June 2011

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the High Commissioner for Human Rights, and the honour to inform of the latest steps of political reform in the Syrian Arab Republic.

As The High Commissioner already knows, Syria has lifted the state of emergency, and has abolished the High State Security Court early in April 2011, in addition to setting up a judicial Committee to investigate and bring to justice all perpetrator of crimes against protestors and security personnel in Dara'a in 31/3/2011.

New more advanced steps were taken since that date within the continuing reform process the Syrian authorities have taken upon themselves. These steps also serve to meet legitimate requests for reform by national movements within Syria. They have been accompanied with a number of other steps for social and economic reform that seek to further improve the human rights situation of the Syrian citizens in accordance with Syria's international commitments including human rights commitments. However, this verbal note will discuss the political reforms underway at the time being, bearing in mind that other steps are still anticipated, including the results of the Committee set up for combating corruption and increasing transparency. The Committee is expected to present the results of its work to the Prime Minister today, or tomorrow at the latest.

The other latest steps for political reforms are as follows:

- 1- A new law regulating the right to peaceful assembly was issued on the 21st of April 2011, in accordance with the belief that the right to peaceful assembly is one of the basic human rights enshrined in the Syrian Constitution. It serves to reconcile the constitutional human right to peaceful assembly of all citizens while protecting the security of the nation, the citizens, and public and private property. This law was formulated in accordance with the highest international standards.
- 2- H.E. the President has issued an unprecedented General amnesty for all crimes committed before the 31st of May 2011. This amnesty has special relevance in pardoning all those arrested for belonging to

- illegal political parties. The decree comes within the spirit of social forgiveness and national cohesion in the state.
- 3- A presidential decision has also been issued on the 1st of June 2011 to establish a **committee for national dialogue**. The Committee includes law professors, economists, politicians from a number of political parties, and other experts. H.E. the president met with the Committee on the 2nd of June and discussed with its members the importance of national dialogue to overcome the current situation of political and social turmoil. The Committee will formulate the bases for the dialogue in a comprehensive, and an all inclusive way to allow all national movements to present, freely, their points of view on the future of the political economic and social life in Syria.
 - 4- On the 11th of May 2011 H.E. the Prime Minister Mr. Adel Safar has set up a national committee of competent legal experts to formulate a **new law on elections**. The committee presented the draft text to the Prime Minister later that month. The text was put up for public comments and amendments. The text is available for comments on the website:
http://www.youropinion.gov.sy/Tasbarukia/projectdetail.asp?law_id=46
 - 5- On the 24th of May, H.E. the Prime Minister set up a national committee consisting of a large number of journalists, including members of the internet media, writers and scholars, to formulate a **new information law** to restructure the information sector in all its forms in Syria in accordance with the most contemporary applicable laws in the world, and with accordance with Syria's commitments in this domain. The committee has 2 months, maximum, to present the draft of the new law.
 - 6- On the 5th of June, H.E. the Prime Minister Mr. Adel Safar established a committee of wise men and women, including those with high expertise and competence, to formulate a **new law to regulate the formation and the functioning of political parties in Syria**. The Committee has already started its work, and will present a draft law to the Prime Minister within a month at the latest.
As with the elections law, the initial draft will be put forward to the public, including on the formal website to be created for this goal, to enrich the draft and collect suggestions before the law takes its final form.
 - 7- Another development worth noting is related to the above mentioned decision to establish a **judicial committee to investigate all crimes committed against demonstrators and security personnel in the city of Dara'a** on the 31st of March 2011. The mandate of this committee was recently extended to investigate all crimes committed against

civilians and security and army personnel in all parts of Syria. Plaintiffs in these crimes would not have to travel to Damascus to present their complaints. They can present them to the public prosecutors in their cities. Furthermore, the Ministry has set up a hotline, and a separate website to receive all such complaints at the address: www.jpdc.gov.sy

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic avails itself of this opportunity to renew to the High Commissioner for Human Rights, the assurances of its highest consideration.

The High Commissioner for Human Rights
Palais Wilson
Geneva- Switzerland

Annex III

**Note verbale dated 14 June 2011 from the Permanent
Mission of the Syrian Arab Republic addressed to the Office
of the United Nations High Commissioner for Human Rights**

Mission Permanente
De La
République Arabe Syrienne
Genève

البعثة الدائمة لدى
مكتب الأمم المتحدة
في جنيف

N° 311/11

Geneva, 14th of June 2011

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the Office of the High Commissioner for Human Rights, and has the honour to submit here with the report of the committee of inquiry subject of allegations concerning the case of the child Hamiza Al Khatib and 3 CDs describing the situation in Syria.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic avails itself of this opportunity to renew to the Office of the High Commissioner for Human Rights the assurances of its highest consideration.

Encl. ment.



Office of the High Commissioner for
Human Rights
Palais Wilson

ONCHER REGISTRE

14 June 2011
Reçu
MIENA
HC
SD

1992

٤- كما استلمت اللجنة على تقرير معاون رئيس القنصل العامة بدمشق الذي يبين فيه الإجراءات التحقيقية القضائية التي قام بها حيال جثة الحدث المتوفي حمزة الخطيب. ٥- استلمت اللجنة بتاريخ ٢٠١١/٩/١ الطبيب الشرعي في المثلى الوطني الذي أجرى الخبرة والكشف على جثة الحدث المتوفي حمزة الخطيب ووصولاً لحظيرة طمينة بمطلة قاطعة لا يتسبب إليها القتل أو الزيف واستدعت أيضاً أعضاء اللجنة الطبية الثلاثة السجين قاسم والكاتب على جثة نفس الشخص، وتم إجراء المقابلة بينهم جميعاً وأهموا موضوع سبب الحضور والمقابلة والغاية من هذا الاجتماع وبالقائه الشفوي العلمي والطبي والفني ففسر بجماع الأطباء بأن حالة العضو الانساني للطفل لم تكن حالة ينز بشكل جائز ولذلك لوجود التغيرات التشريحية مع احتمال أن هذا الضياع المادي الذي أودعته حدث في سياق التفويض، أو أثناء نقل الجثة أو احتكاكه في هذه الناحية.	٦- ومنعاً للتأويل أحضرت اللجنة بياناً مدني فردى للمتوفي حمزة الخطيب من أمين السجل المدني الذي يتبع له
* بعد القيام بالإجراءات المذكورة أعلاه (تم إيجازها) استلمت اللجنة وبالإجماع النتائج التالية: ١- وصلت الجثة إلى مثلى التمرين العسكري بدمشق بتاريخ ٢٠١١/٩/٢٩ في ساعة متأخرة من الليل ويؤشر في إجراء الكشف الطبي والقضائي عليها أصولاً حطب وقت تضيير من وصولها بشكل فني وقانوني مكامل. ب- لا يوجد من آثار البند والعلف سوى آثار المرامي النارية الموصوفة بمضطر الكاليف. ج- ان سبب الوفاة هو الإصابة بلزق شديد ناجم عن الإصابة بمرامي نارية ثلاث: ١- مرمي ناري دخوله وخروجه في العنق السلي الأيسر بداية ثم دخل ثانية فسي المصدر الجانبي الأيسر وخارج من منتصف الصدر.	٢- مرمي ناري دخوله في الخصرة اليمنى وخروجه في الظهر الأيمن الوطني. ٣- مرمي ناري دخوله في الثلث السلي للعضد الأيمن، مسافة الإطلاق لجميع المرامي بعيدة متر واحد كحد أقصى. - الإطلاق من قبل الغير ومن عدة مصادر أو من مصدر واحد بوضعية الحركة أيضاً وفي نفس المقتوى الذاتي. - لقد سببت المرامي أضراراً خطيرة صخرية بطنية وعائية نازقة بشدة أدت إلى الوفاة. - الوفاة للجنة عن المرامي النارية وما نجم عنها.

د- إن حالة العضو المتنازلي الطفل لم تكن حالة بل بشكل جازم وذلك لوجود التغيرات التشريعية مسخ
احتمال أن هذا الطيار المادي الذي لوه جله حدث في سياق التفتيش أو التماس ناسل الجثة أو
احتكاكه في هذه الناحية.

هـ- أثبتت لجانة والد الحدث المتوفى حمزة الخطيب بأن جثة ولده مألومة وجالية من الحدث، وهذه
اللائحة تبعت من أرشيدية الجوار بيله وبين أعضاء اللجنة من جهة وليس التوثيق الرسمية
القضائية وللصور المصورة وللقرار الخبرة الطبية الثلاثية والدراسة المقارنة بين الصور المأخوذة
في مرجع والصور المأخوذة في دمشق من جهة أخرى.

و- أثبتت وجود جهات معادية ولجنت أشخاصاً لثقل صور مغايرة للحقيقة أو متلاعب بها فنياً لتحقيق
مأرب دنيئة يجب متابعتها من الجهات المعنية لئلا تصير لمرغبتها والتبعض على ناظمي تلك الصور
ومتلقيها حاملة وفيما يتعلق بهذه الواقعة خاصة.

وخلصت اللجنة إلى النتائج التالية:

أثبتت بالبرهان العلمي والفني والقضائي عدم وجود آثار لأعمال شدة أو صلب أو تعذيب على جثة
الحدث المتوفى حمزة الخطيب لا بحالته ولا بعد وفاته سوى آثار المراسم الداربية التي أصيب بها.⁹

Note verbale dated 14 June 2011 from the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic addressed to the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights

Geneva, 14 June 2011

In relation to the campaign conducted by circuits hostile to Syria, a misleading media campaign related to the death of the boy Hamza Al Khateeb, and in response to the presidential decision, an administrative order number 913/S was issued in May 30th, 2011, stipulating the creation of a committee presided by the Deputy of the Minister of Interior, and consists of the following members:

The Director of Criminal Security

The Military Prosecutor

The Commander of Military Police

And the Criminal Investigations Security branch director

The mission of this committee consists of investigating claims of acts of violence and torture on the cadaver of the child Hamza Al Khateeb.

Immediately, the committee took the following steps with the intention to reach the truth about this issue:

1. All committee members moved to the Teshreen Military Hospital, to view 6 colored photos, each of them carry the number 23, because there was no identification of the cadaver at the moment the photos were taken. It portrayed the cadaver in several different positions. The photos were included in the investigation file according to regulation procedures.
2. Committee members viewed a copy of the forensic file that was established by a committee of three medical doctors created by the Judge on duty on April 30th, 2011.
3. The committee which was composed of three medical doctors was mandated to make a comparative study of the photos taken of the boy Hamza Al Khateeb in Teshreen Military Hospital on April 4th, 2011, compared to the photos taken in the National Hospital in Darra on May, 24th, 2011, the medical committee presented a 2-page report about the subject.
4. The committee also viewed the report established by Deputy General Prosecutor of Damascus, explaining the investigative judiciary measures taken during examination of the cadaver of Hamza Al Khateeb.
5. June 1st, 2011, the committee called on forensic doctor who had performed examination on the cadaver of Hamza Al Khateeb at the National Hospital in Darra and established a report, aimed at understanding the scientific facts that would not leave any room for doubt. The three members of the committee of medical doctors –mentioned above- who have examined the cadaver were also called, they held a meeting and discussed the situation from technical, medical and scientific view points, and reached a conclusion specifying that an amputation of the boy's penis had not occurred. The physical loss might have taken place during an advanced stage of decomposition of the body, or with skin friction at the area during the transportation of the cadaver, which explains the situation.

6. To avoid errant interpretations, the committee included an official birth certificate that belonged to the deceased.

Following the measures briefly described above, the committee unanimously reached the following conclusions:

(a) The cadaver arrived to Teshreen Military Hospital in Damascus late at night on April 29th, 2011. Its forensic examination took place according to regulations. A short time after its arrival, examination of the cadaver was conducted in a comprehensive scientific, technical and lawful manner.

(b) The cadaver did not carry signs of

(c) The cause of death is severe internal bleeding due to bullets in three locations:

1. Perforation caused by bullet entry at the lower part of the left upper arm, re-entered the chest from the left side, and exited at the middle of the sternum.

2. Perforation caused by bullet entry at waist's right area, exited at the lower side of the back area.

3. Perforation caused by bullet entry and exit in the right upper arm. All three bullets were shot from a distance no less than one meter away from the victim.

Shooting originated from one or several third party sources. Shooter(s) were moving at the time of shooting, they were on the same height.

(d) No confirmation of penis amputation at this point, especially with the manifest degradation in the state of the cadaver, and the possibility of this material loss taking place while the cadaver was transported.

(e) Evidence stated by Mr. Ali Al Khateeb, father of the victim, declaring that his son's cadaver is intact and not tampered with. He ultimately formulated his conviction in presence of committee members. The conviction of Ali Al Khateeb is based on facts discussed with the medical committee members, in addition to viewing official judicial documents, photos, medical experts' report and the comparative illustration of cadaver photos taken in Daraa, and Damascus.

(f) It is proven that hostile third party have commissioned certain persons to influence information about facts, and to apply digital manipulation on photos of the cadaver of Hamza Al Khateeb. The concerned authorities are following up on these facts in order to put their hands on manipulated photos and their authors in general and particularly in relation to this case.

The committee concludes the following:

Scientific, medical and judicial evidence has proven the cadaver of the boy Hamza Al Khateeb does not sustain traces of acts of violence or torture, not in post mortem, nor when he was alive, except perforations of bullet shots from fire arms.

Annex IV

Note verbale dated 27 June 2011 from the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic addressed to the United Nations High Commissioner for Human Rights

MISSION PERMANENTE
DE LA
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE
GENÈVE

الجمهورية العربية السورية
البعثة الدائمة لدى مكتب الأمم المتحدة
جنيف

N° 39 /11

Geneva, 27 June 2011

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the High Commissioner for Human Rights, and with reference to the preliminary report issued by the High commissioner on the 14th of June 2011 regarding the situation of Human Rights in the Syrian Arab Republic as mandated by the Human Rights Council resolution S-16/1 of 29/4/2011, has the honour to inform the High Commissioner of its shock at the unrealistic approach used by the High Commissioner towards the situation of human rights in Syria.

The report relied on media reports, as is evident from the footnotes of the report itself, and on unverified allegations to make serious human rights accusations against Syria. The report was prepared with a premeditated goal. It is biased and unprofessional. Despite that, and since the Syrian Arab Republic is keen on clarifying all the facts, and since it wishes to continue the dialogue with the High Commissioner to promote and protect human rights in accordance with her mandate and with respect to the Syrian sovereignty, the Syrian Arab Republic would therefore kindly inform the High Commissioner of the following:

- 1- In his speech of 20/6/2011, H.E. the president of the Syrian Arab Republic, clarified the comprehensive national plan for political, economic and administrative reform that is being conducted within a clearly defined and short timeframe. It seeks to meet all the demands of the Syrian people which became clear through the number of meetings H.E. the president had with different social groups over a 2 month period, including the trend to conduct substantial amendments to the constitution, or even replace it with a new constitution.
- 2- The right to peaceful assembly is enshrined in the Syrian Arab Republic in accordance with the constitution and the national and international commitments of Syria. Even though the High Commissioner was informed of the decree no: 54 of 21/4/2011 that regulated the right to peaceful assembly as a basic human right guaranteed by the constitution of the Syrian Arab Republic, yet she

refrained from presenting it in her report, for reasons well known by now, and chose to present it as an 'intention'.

- 3- The citizens of the Syria called for a number of legitimate demands for reform. The government is working to implement them within the law and in a manner to respect the law and serve the interests of the people. The High Commissioner was officially informed, through a number of verbal notes, of the steps that were taken in this context such as: lifting the state of emergency, abolishing the state security court, issuing a new law for peaceful assembly, a first in Syria and is in accordance with the highest international standards. In addition to other measures to combat corruption, and meet the public demands in issues related to the every day life of citizens. Many more reforms are underway. Yet none of this found its way to this report.
- 4- The Syrian government has become certain that there are foreign regional and international forces, acting to destabilize security and stability in Syria through exploiting legitimate demonstrations and calls for reform. It also became evident that there are armed groups that do not want reform, but want to overthrow the regime and establish salafist emirates. And instead of retreating in the face of reform measures undertaken by the Syrian leadership, they answered by seeking sectarian rifts and by escalating attacks against innocent civilians and against army posts. They also answered with destroying security enforcing forces headquarters, killing their personnel and mutilating their corpses (as was the case of the brigadier- general Abdu Khidr Tilawi and his three children), forcing schools to shut their doors. Furthermore three mass graves dug by the armed groups and fundamentalist forces were discovered. Members of the diplomatic corps in Damascus, international Organizations, and the international media witnessed the last one.
- 5- In the city of Talbise in the governorate of Homs, for example, armed men cut off the international highway for long hours and attacked policemen who had strict instructions not to assault or harass the demonstrators. This led to a number of casualties, which in turn led to the intervention of the army. In Jisr al-Shughur the armed groups have gained control of the city and terrified the residents. This made them call for the military intervention to protect them from the armed groups.
- 6- The armed groups that raise havoc in Syria killed a large number of innocent civilians and security personnel. Security personnel have exercised maximum restraint while trying to control the situation. This led the armed groups to exploit the situation and increase their attacks on civilians (as per our verbal note to the High Commissioner no:213/11 dated 15/4/2011). However, the High Commissioner chose

to ignore all this information and to ignore the horrific violations of human rights such as extrajudicial killings, abductions, torture and other crimes committed by those groups. She made no reference to these crimes in any way, and aligned herself with one side and established herself as its defender.

- 7- What happened in Syria lately, and what is still going on, is not related in any way to peaceful demonstration. Rather, we are up against acts of destruction, and terrorizing people. This has largely affected the markets, the national economy and tourism. It also affected the feeling of security by Syrians, a feeling Syria takes pride in.

- 8- The fundamentalist leadership outside Syria mainly guides the protests, in synchronization with issuing many 'fatwa's' outside Syria calling for resisting the authority through abusing Friday prayers to incite violence, to destroy, to kill, and extend the sphere of chaos. A number of phone calls of those who have incited violence have been intercepted. And even though they were aired on a number of the media channels (including some of which the High Commissioner cited in her report) the High Commissioner refrained from referring to these cases. Collaborators of that leadership inside Syria, and a number of Jihadi Salafist groups and paid men, attacked the army, the police and the security. What is going on now is a repetition of what Syria witnessed in the 1980s but with modern tools. At the time, Syria paid the price of terrorist activities dearly with its best scientist, intellectuals, and sons. For this reason, the state has to take measures to protect its citizens, the private and public establishments, and protect its economy from this haemorrhage. It is unacceptable for the state to stand by watching while the electricity stations, TV. buildings, land registries, schools and hospitals are burnt down, and ambulances, paramedics, telephone and telecommunication centres are targeted, as was the case in Jisr al-Shughur, where representatives of the foreign embassies and UN agencies made a first hand evaluation at the situation.

- 9- This was accompanied with an unprecedented incitement campaign against Syria in a number of media outlets. A number of satellite channels lately aired photos and videos of people injured or killed during the protests. It was later proved that they were clips from other countries or even totally fabricated. A number of satellite channels aired the way these clips were fabricated and produced to present events from outside Syria as happening in Syria. Reuters, other news agencies and television channels apologized for airing misinformation or information from events in other countries. Unfortunately, the High Commissioner chose not to mention this, neither did she refer to the

information and videos sent to her by the Mission in the Verbal Note of 14/6/2011. She chose to close her ears to any neutral or objective voice.

- 10- The Syrian Laws, as in other countries, demand that journalists wishing to enter its territory, to do so in a legitimate and legal way, and not through presenting wrong information and invalid documents. It is surprising to single out the case of the Al Jazeera reporter as a proof to what the High Commissioner called 'deportation of foreign journalists'. This journalist entered Syria with an expired passport and irregular documents. This is illegal and no country in the world would accept it.
- 11- The High Commissioner refrained from mentioning 260 deaths from members of the security and the army. Some were killed while they were outside working hours. As for the injured from army and the security, they have reached 8.000 casualties.
- 12- In an effort to protect its borders, Syria discovered a large number of smuggled weapon shipments and arms supplies used by the armed groups to strike at security and order in Syria using foreign finance. No country in the world accepts this. It is a matter of national security. Those groups were tracked down, and a number of them were arrested, while others fled outside the country. The national TV aired their confessions, showing the foreign involvement in supporting them financially and logistically. They also confessed to the large amounts of money they received for the crimes they committed, and which cannot be justified under any human rights bill. It is worth noting that the weapons being used currently by the armed groups against the civilians, the security and army are advanced weapons. They range from machine guns to RBGs, bombs, other weapons and advanced communication systems that are not compatible with allegation of peaceful protest, and show a high level of training and prior preparations for acts of violence and killings.
- 13- In addition to all above, the report contained a number of fallacies. The Mission of the Syrian Arab Republic would like to hereby present some:
 - a- In paragraph 6 of the report the High Commissioner alleged that *'helicopter machine guns were also said to have been used during a military assault on the town of Jisr al-Shughur'*. This is not true. One helicopter was used in an exploratory mission to find out what was happening on the ground due to the siege imposed by the armed groups on security headquarters in the city. That helicopter never took part in any military activities.
 - b- The allegation in paragraph 7 that *'while women and children were among those detained, human rights defenders, political*

activists, and journalists were particularly targeted', is a reprehensible allegation that serves only to smear the image of Syria, a campaign that is being conducted by media outlets. It is a fact that there are many Syrians who express their different views through all media outlets, and from within Syria, without being harmed in any way.

- c- The High Commissioner referred in paragraph 8 of her report to the case of Syrian Child Hamza alkhatib, as presented in the media. she ignored the ad hoc committee set up in Syria to investigate the death of the child and the affirmative conclusions it reached on the circumstances of his death, including the lack of traces of torture on his body. The High commissioner was informed of this in the Missions' verbal note no: 311/11 dated 14/6/2011.
 - d- Paragraphs 9 and 10 of the report, claimed that *the Syrian authorities violated the freedoms of assembly, expression and movement*. There is no better proof of this fallacy than the declaration of the Syrian authorities, at the highest levels, that they respects peaceful assemblies and that they are making every effort to study and meet the demands of the protestors.
- 14- The Mission rejects the use of the term '*Syrian Government claims 120 security personnel in attacks*' in the city of Jisr Alshugour. At the time when she did not use the term to refer to media and NGO reports. In fact she used terms such as 'reliable sources' while quoting those reports. This proves she intends to adopt a one sided approach and align herself with this side, refusing to deal in an impartial manner with all that is presented to her by the Syrian Government. This in turn sheds doubts on carrying out her mandate impartially and objectively.
- 15- Syria reiterate that it is proceeding in the road to reform as announced by H.E. the President, and its persistence in meeting the legitimate demands of its citizens and protecting their lives and properties, and stresses that it will not allow terrorism and fundamentalism to claim the lives of Syrian citizens.
- 16- The Syrian Arab Republic expects the High Commissioner to carry out her work in an impartial and objective manner with the aim of protecting victims of human rights violations, and promote and protect human rights within her mandate and without politicization. The position taken by the High Commissioner, through relying on misinformation, does wrong to the Syrian people, and to the blood of the innocent casualties. This puts the High Commissioner in a position as if take part in the hatred campaign against Syria launched by other organizations, in order to undermine the Syrian peoples national interests.

Finally, the Syrian Arab Republic reiterates its readiness to cooperate with the High Commissioner for Human Rights and her office, to promote and protect human rights, in a framework of impartiality, objectivity, non-politicization and without adopting one point of view against another, and within the mandate of the High Commissioner, and within respect to the sovereignty of the Syrian Arab Republic and its freedom to make its political choices within its national and international human rights commitments.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic avails itself of this opportunity to renew to the High Commissioner for Human Rights, the assurances of its highest consideration.

The High Commissioner for Human Rights
Palais Wilson
Geneva- Switzerland

Cc: - The Deputy High Commissioner for Human Rights
- The MENA Unit at the OHCHR

Annex V

**Note verbale dated 5 August 2011 from the Permanent
Mission of the Syrian Arab Republic addressed to the United
Nations High Commissioner for Human Rights**

MISSION PERMANENTE
DE LA
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE
GENÈVE

الجمهورية العربية السورية
البعثة الدبلوماسية لدى مكتب الأمم المتحدة
جنيف

N° 335/11

Geneva, 5th August 2011

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to The High Commissioner for Human Rights, and in reference to the High Commissioner Note Verbal dated 15 July 2011 which included the letter addressed to H.E. Dr. Adel Safar prime Minister of The Syrian Arab Republic, has the honour to attach herewith the answers to the questions attached to above mentioned letter. The related documents and CDs will be sent next week.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic avails itself of this opportunity to renew to the High Commissioner for Human Rights the assurances of its highest consideration.

United Nations
High Commissioner for Human Rights
Palais des Nations
CH-1211 GENEVE 10

OHCHR REGISTRY

- 5 AOUT 2011

Recipients : ...MENA...

Rue de Lausanne 72 (3^e étage), 1202 Genève

Tel: +41 22 79 94 50

Fax: +41 22 738 42 75

الجمهورية العربية السورية

وزارة الخارجية والمغتربين

رد حكومة الجمهورية العربية السورية على الأسئلة الموجهة إلى
السيد رئيس مجلس الوزراء من المفوضية السامية لحقوق الإنسان
حول الأوضاع في سورية

أولاً: تعبر حكومة الجمهورية العربية السورية مجدداً عن استمرارها في التعاون مع المفوضية العليا لحقوق الإنسان وتؤكد إصرارها الدائم على كشف وتقديم كافة الحقائق التي يتم السؤال عنها وذلك بعيداً عن ما يتم تلقيقه وتقديمه للمفوضية السامية من وثائق كاذبة ومعلومات ملفقة تقدمها لها بعض المصادر والجهات التي تتركز أهدافها على تشويه سمعة الجمهورية العربية السورية، وتتبع من أجل الوصول إلى هذه الأهداف كافة الوسائل البعيدة عن الأخلاق الإنسانية والشرائع والأعراف.

ثانياً: إن حكومة الجمهورية العربية السورية تود التأكيد على مجموعة المبادئ التي تسير على هديها في التعامل والمعالجة لكافة الأمور المطروحة للنقاش وفقاً للنقاط الآتية:

إن حق التعبير عن الرأي بحرية مصان بموجب دستور الجمهورية العربية السورية، ويجب على الحكومة حمايته وتحفيز ممارسته وتطوير الثقافة الخاصة به ليكون إيجابياً مفيداً للمجتمع ككل.

إن الحق بالتظاهر السلمي مضافاً أيضاً بموجب دستور الجمهورية العربية السورية. وقد صدر مؤخراً قانون يلزم ممارسة هذا الحق وفقاً للمعايير المعمول والمتعارف بها دولياً وبما يتسجم ويتطابق مع ما هو مطبق في معظم دول العالم.

إن القوانين السورية النافذة تعاقب على أي ضرب من ضروب القسوة أو التعذيب بخصوص صارمة. إن القوانين السورية النافذة تعاقب على أي نوع من أنواع حجز الحرية خارج نطاق القانون سواء قام به أشخاص تابعون للسلطات العامة أو أفراد عاديين.

إن الدفاع عن حقوق الإنسان وحمايتها وتعزيزها هو أحد أهم المرتكزات التي تقوم عليها سياسة حكومة الجمهورية العربية السورية في الداخل والخارج.

إن مكافحة الفساد هي عملية مستمرة وتعمل حكومة الجمهورية العربية السورية على متابعتها وتعزيزها ومن التشريعات التي تواكب آلية معالجة هذه الظاهرة بما يتسجم مع قوانين الدول الرائدة في هذا المجال.

حكومة الجمهورية العربية السورية تعمل بشكل حثيث على تطوير العمل السياسي في سورية من كافة النواحي وقد اتخذت من القرارات والخطوات الواسعة في هذا المجال بما يؤكد على جزمها هذا.

إن الحوار الوطني الشامل بين كافة أطراف المجتمع السوري هو السبيل الأمثل للإصلاح والتطوير من أجل الوصول إلى الأهداف المرجوة في الارتقاء نحو الأفضل في المجالات السياسية والتشريعية والاجتماعية والاقتصادية.

سيادة القانون والقضاء هما من أهم المرتكزات التي تقوم عليها عملية الإصلاح الشامل بهدف تحقيق أرقى معايير العدالة الاجتماعية بين أفراد المجتمع السوري.

ومن خلال ما سبق بيّله فإننا نؤكد أن السلطات السورية المختصة ومنذ بداية الأحداث في شهر آذار ٢٠١١ تعاملت مع المظاهرات السلمية التي لدى أصحابها مطالب وأهداف تتعلق بالإصلاح ومكافحة الفساد بصورة حضارية تعكس طبيعة وجوهر العلاقة القائمة بين المجتمع والدولة، وكانت تقوم بتأمين هذه التظاهرات إلى حين انتهائها وعودة المشاركين فيها كل إلى منزله، لكن هذا الأمر لم يرقى لجهات وأطراف داخلية وخارجية هدفها الرئيس زعزعة الاستقرار الذي تعيشه سورية حيث أخذت تظهر على أرض الواقع جماعات إرهابية مستحقة تقوم بالاعتداء على المتظاهرين السلميين وإرهابهم وقتلهم، وصارت هذه

المجموعات الإرهابية تتنشط إما عن طريق الاغتراف ابتداءً ضمن صفوف المتظاهرين حيث كان يحمل أفرادها العصي والسيوف والسكاكين ويبدؤون إلى التهبيج والقيام بالأعمال التخريبية انطلاقاً من داخل المظاهرات فيحرقون الميانات ويخربون التمتلكتات والإدارات والمباني العامة والخاصة، أو كان الأفراد المسلحين بأسلحة حربية من هذه المجموعات يقومون بإطلاق النار بشكل مباشر على المتظاهرين أو على قوات حفظ النظام بقصد قتل أكبر عدد من الناس، والسبب هو كون هؤلاء يتظاهرون بشكل منظم وتحت حماية السلطات العامة التي كانت تؤمن لهم تجمهرهم حفاظاً على الأمن العام، أما الهدف الحقيقي والأساسي للمجموعات الإرهابية فهو تشويه سمعة السلطات العامة في سورية عبر تصويرها بأنها تقوم بعملية قمع دموي للمتظاهرين، كل ذلك ترافق مع حملة إعلامية خارجية مضادة ضد سورية الرامية مع مجموعة من الفتناء التكفيرية التي أطلقها عدد ممن يعتبرون أنفسهم رجال دين أخذوا يحرضون على القتل وسفك الدماء تحت ستار الدين وبما يتطابق بشكل تام مع فكر ونهج للتظاهرات الإرهابية التكفيرية التي تنتشر في الكثير من دول العالم وتسعى إلى تخريب المجتمعات والدول التي تنشط فيها، فأخذت الخلايا الإرهابية القائمة تنشط وتظهر إلى العلن مستفيدة من التمويل الخارجي الهائل الذي يقدم لها ومن وسائل الاتصال الحديثة والأسلحة الحربية المتنوعة التي تم تهريبها وإسالتها لصالحها عبر الحدود بوسائل غير مشروعة وصارت بعض الجوامع تستخدم كمستودعات للأسلحة الحربية والمتفجرات وهذا ما كان عليه حال المسجد العمري في درعا وبعض المساجد الأخرى في نفس المحافظة وفي محافظات أخرى من سورية التي أقدم القاعمين عليها على تغطية هذه الأعمال وتسيبها ضمن نطاق الحزب الفهم الفكري والديني ودعوتهم للقتل، واستقطابهم وتخريبهم ببعض طوائف النفوس للعمل ضمن نطاق أعمال القتل والتهريب والإرهاب ضد أفراد الشرطة والجيش وضد المتظاهرين السلميين على حد سواء، حيث وصل عدد الشهداء الذين قتلهم الإرهابيون من أفراد الشرطة والجيش إلى المئات من الضباط والعناصر ووصل عدد المصابين بطلقات نارية أو بطنعات السيوف والسكاكين أو بالضرب المبرح إلى الآلاف إضافة إلى ما قام به هؤلاء الإرهابيون من تمثيل بجثث ضحاياهم من أفراد الشرطة والجيش.

أما بالنسبة لكل من أوقف لقيامه بأعمال غير مشروعة فقد تمت إحالته إلى الجهات القضائية وفقاً لأحكام قانون أصول المحاكمات الجزائية السوري وبما يتسجم بشكل تام مع ما صدر من تشريعات لجهة رفع حالة الطوارئ بحيث لم يعد هناك مجال في سورية لأي توقيف عرفي بل تتم إحالة المشتبه فيهم خلال أربع

وعشرون ساعة إلى النهاية العامة المختصة ويصبحون تحت حراسة وحدة ولاية للقضاء السوري، وفي معظم الحالات التي أحييت إلى القضاء تم إخلاء سبيل الأشخاص المشتبه فيهم فوراً، أما من قاموا بارتكاب أعمال التخريب أو الإحراق أو القتل فإن السلطات القضائية المختصة تقوم بملاحقتهم قضائياً وفقاً لأحكام القانون وعن ثبوت براءته يتم إعلان هذه البراءة بحكم قضائي، أما من يثبت للقضاء أنه ارتكب هذه الجرائم فتتم معاقبته وفقاً لتصوص قانون العقوبات السوري.

ثالثاً: أما فيما يتعلق بمجموعة الأسئلة التي يطرحها مكتب المفوض السامي لحقوق الإنسان على حكومة الجمهورية العربية السورية بتاريخ ٢٠١١/٧/١٥ فتورد لكم الإجابات عليها وفقاً لما يلي:

١- بتاريخ ٢٠١١/٤/٢١ صدرت ثلاثة مراسيم تشريعية هي المرسوم التشريعي رقم (١٢١) المتضمن إنهاء العمل بحالة الطوارئ، والمرسوم التشريعي رقم (٥٣) المتضمن إلغاء محكمة أمن الدولة العليا المحدثة بالمرسوم التشريعي رقم (٤٧) تاريخ ١٩٦٨/٣/٢٨، وإحالة جميع الدعاوى المنظورة لدى المحكمة المذكورة والنهائية العامة فيها بحالتها الحاضرة إلى مرجعها القضائي المختص وفق ما نص عليه قواعد قانون أصول المحاكمات الجزائية، والمرسوم التشريعي رقم (٥٥) المتضمن تعديل المادة (١٧) من قانون أصول المحاكمات الجزائية بحيث تختص الضابطة العدلية أو المفوضون بمهامها باستقصاء بعض الجرائم المنصوص عليها في قانون العقوبات العام (الجرائم الواقعة على أمن الدولة والسلامة العامة) وجمع أدلتها، والاستماع إلى المشتبه بهم فيها، على ألا تتجاوز مدة التحفظ عليهم سبعة أيام قابلة للتجديد من النائب العام وفقاً لمعطيات كل ملف على حدة، وعلى ألا تزيد هذه المدة عن ستين يوماً، وفقاً لأحكام قانون أصول المحاكمات الجزائية فإنه يتوجب على الضابطة العدلية تقديم للمشتبه فيه إلى القضاء فور انتهاء مهلة السبعة أيام إلا إذا كان يوجد موجبات قانونية أو واقعية مستمدة من ماهية التحقيقات تستدعي تمديد هذه المهلة لأكثر من سبعة أيام وعند ذلك تستطيع الضابطة العدلية إطلاع النائب العام المختص على سير التحقيقات وطلب مهلة إضافية للتحفظ على المشتبه فيه لمتابعة التحقيق في القضية وجمع أدلتها وللنائب العام في هذه الحالة التصالحية في تمديد المهلة أو إعطاء الأمر للضابطة العدلية بتقديم للمشتبه فيه فوراً إلى القضاء.

وبالعودة إلى ما ورد حول هذه المواضيع من أسئلة لمزيدكم أنه بمجرد إنهاء حالة الطوارئ لم يعد يوجد في سورية أي مجال لأي توقيف عرالي بالنسبة للجرائم الواقعة على أمن الدولة أو السلامة العامة وأصبحت

النصوص الواردة في قانون أصول المحاكمات الجزائية هي الوحيدة واجبة التطبيق في توقيف الاحتياطي وأكياله ومبرراته، وهذه النصوص تمنع بأي حال توقيف المشتبه فيهم من قبل الضابطة العدلية احتياطياً لأكثر من أربع وعشرين ساعة ليتم تقليدهم فوراً إلى النيابة العامة المختصة، ويصبحوا تحت حراسة ولاية القضاء، وقد أباحت هذه النصوص تمديد المهلة المذكورة لكن بأمر وموافقة النائب العام المختص حسب ماهية ومآل التحقيقات، وذلك بالنسبة لكافة الجرائم المنصوص عليها في القوانين السورية النافذة باستثناء الأتباع والمدد المتعلقة بالجرائم الواقعة على أمن الدولة والسياسة العامة التي سبق لنا ذكرها أما عن الإجراءات القانونية التي تم اتخاذها لتنفيذ المرسوم التشريعي المقضون إلزام محكمة أمن الدولة العليا فقد تمت إحالة كافة الدعاوى التي كانت المنظورة أمامها حين إلغائها إلى المحاكم المختصة حسب قواعد الاختصاص المكالي المنصوص عليها في قانون أصول المحاكمات الجزائية وتم نقل كافة الأشخاص الذين كانت تجري محاكمتهم أمامها إلى السجون التي تتبع محاكم المحافظات لتتم محاكمتهم وفقاً لأحكام قانوني العقوبات وأصول المحاكمات الجزائية اللذين في سورية.

٢- بالنسبة لكيفية تنفيذ العفو العام فإن النيابة العامة المختصة في كل منطقة أو محافظة تقوم بتنفيذ أحكام العفو العام وفقاً لمضمون المرسوم التشريعي الصادر بهذا الصدد وفقاً لأحكام قانوني العقوبات وأصول المحاكمات الجزائية بحيث يتم فور صدور العفو العام إحصاء الموقوفين المشمولين بأحكامه من خلال سجلات المحاكم والنيابات العامة وسجلات السجون ويصدر النائب العام المختص قراره بإطلاق سراح الموقوفين فوراً بالنسبة لمن يشمل العفو العام كامل عقوبتهم، أما الذين يشمل العفو جزءاً من عقوبتهم فيتم ترك أمر إطلاق سراحهم لقضاة التحقيق أو المحاكم الجنائية المختصة التي تنظر في قضاياهم ويتم أخذ مفاعيل العفو العام حين الاختيار لدى إصدار الأحكام بحقهم بحيث تكرر المحكمة في الحكم الذي يصدر عنها إسقاط الجرم المشمول بالعفو من العقوبة النهائية.

٣- تم يتم تشكيل أية لجان (عدا الطبية) للنظر في الحالات القادرة المنطقة بالاستفادة من أحكام العفو العام لكن أي سجين يستطيع تقديم طلباته إلى المحكمة المختصة أو إلى النائب العام المختص ليتم النظر فيها ومعالجتها وفقاً لأحكام القانون.

٤- بالنسبة لأعداد السجناء الذين أطلق سراحهم تلقياً للمعفو العام فتوردها لكم وفقاً للتقوائم التالية:

عدد المشمولين بالحماية		تاريخ صدوره	رقم المرسوم
العدد	المحافظة	2011/3/7	المرسوم التشريعي رقم 34
138	دمشق		
244	حلب		
4195	ريف دمشق		
97	إدلب		
57	حمص		
185	حماة		
52	اللاذقية		
37	طرطوس		
52	درعا		
11	السويداء		
46	دير الزور		
57	المسكة		
56	الرقة		
5227	المجسج		
العدد	المحافظة	2011/5/31	المرسوم التشريعي رقم 61
323	دمشق		
66	حلب		
1431	ريف دمشق		
65	إدلب		
168	حمص		
61	حماة		
83	اللاذقية		

160	طرطوس		
45	درعا		
26	السويداء		
50	دير الزور		
46	الحصكة		
160	الرقة		
2684	المجموع		
<u>العدد</u>	<u>المحافظة</u>	2011/6/20	المرسوم التشريعي رقم 72
196	دمشق		
103	حلب		
344	ريف دمشق		
32	إسكندرية		
30	حمص		
59	حماة		
1600	اللاذقية		
13	طرطوس		
12	درعا		
55	السويداء		
31	دير الزور		
27	الحصكة		
20	الرقة		
2522	المجموع		

وبالتالي فإن عدد من شملته العفو من الموقوفين الذين أطلق مناحمهم فور صدور المراسيم التشريعية المشار إليها أعلاه يبلغ (١٠،٤٣٣) شخصاً، مع التأكيد بأن الإحصائية المتقدمة لا تشمل إلا من أطلق سراحه فوراً بموجب مراسيم العفو. ومن ثم فإنها لا تشمل المخالفات، أو الجرح الانفصالية، كما أنها لا تشمل الدعاوى قيد النظر في الجلسات التي يستفيد أصحابها من العفو عند الحكم فهناك عدد كبير ممن استفيد من العفو جزئياً كالاستفادة من نصف العقوبة، أو ربعها، ولا تشمل أيضاً المتوارين عن الأقطار إلا إذا ملأوا أنفسهم خلال المدد المحددة في مرسوم العفو، وهذا لا بد من الإشارة إلى أن مرسومي العفو المذكورين لم يشمل أيضاً بعض الجرائم كالخيانة والإرهاب والتجسس والاختطاف والشجار بالأسلحة والمخدرات. وبعد هذه المراسيم الأكثر اتساعاً وشمولية مقارنة بجميع القوانين ومراسيم العفو السابقة، كما لا بد من الإشارة إلى أن العفو لعام الصادر بتاريخ ٢٠١١/٥/٣١ شمل كافة أعضاء وقيادات التنظيمات والجمعيات السياسية خير المنحصة باستثناء تلك التي تتخذ من وسائل الإرهاب عنصراً جوهرياً في نشاطها من أجل تحقيق أهدافها، لكن حكومة الجمهورية العربية السورية ومن خلال إصرارها وسعيها الحثيث باتجاه إطلاق الحوار الوطني الشامل بين كافة أطراف المجتمع السوري. وبين كافة القوى السورية بالذات إلى تشميل كافة الملتزمين إلى تنظيم جماعة الإخوان المسلمين بالعفو التام وعن كامل العقوبة على الرغم من أن التنظيم المذكور اتخذ من وسائل الإرهاب والتخريب والقتل عنصراً جوهرياً إن لم يكن وحيداً من أجل تحقيق أهدافه في سورية وعلى مدى عقود طويلة مضت، كما تم بنفس الاتجاه والهدف إطلاق سراح عدد من الموقوفين الملتزمين لحزب العمل الشيوعي، وصدرت القرارات بتسهيل عودة المشمولين بالعفو إلى الأقطار، كما تم إلغاء المواقفات الأمنية في كافة معاملات المواطنين السوريين.

٥- بعد رفع حالة الطوارئ فإن الأساس القانوني للتوقيف بالنسبة لأية مشكك فيه بآلية جريمة متصوص عليها في القوانين السورية التافدة، هو ما ورد من نصوص في قانون أصول المحاكمات الجزائية، كما استلزمنا بيانه سابقاً وهذا يشمل حالات التوقيف على خلفية القيام بأعمال للشغب والتخريب والإرهاب، كما يحصل حالياً في سورية ويتم تسببته احتجاجات سلمية، أما بالنسبة للتظاهر السلمي فلم يتم إلقاء القبض على أي محتج أو متظاهر سلمي لجا إلى التظاهر الاحتجاج أو التظاهر وفقاً لأحكام القانون، إلا أنه في حالات محدودة للغاية جرى إلقاء القبض على من يتظاهر بصورة مخالفة لأحكام المرسوم التشريعي رقم

(٥٤) تاريخ ٢٠١١/٤/٢١ الذي ينظم حق التظاهر السلمي، وفي هذه الحالة غالباً ما يطلق القضاء سراح الموقوف فوراً أو خلال خمسة أيام على أبعد تقدير في حال التفرار. أما في الحالات التي لا يكون فيها التظاهر سلمياً فإن أحكام القانون العقوبات الصادر بالمرسوم التشريعي رقم (148) لعام 1949 هي التي يطبقها القضاء في ضوء ظروف كل قضية على حدة. ذلك أن سورية تواجه في الغالب الأهم من الحالات والوقائع التي تحصل على الأرض عصابات إرهابية مسلحة، مزودة بالحدث الأسلحة وأكثرها ثقلياً، في إطار من العنف المنظم الذي تناهضه القوادين والأعراف المولوية والقوانين الداخلية على حد سواء، وفي ظل هزيمة وتشوّل إعلامي غير مسبوق، إذ لا يمكن أن تسمح أية دولة ذات سيادة بقيام بمرء إرهابي مسلح على أراضيها ويطلق كافة مواطليها من المدنيين أو العسكريين دون أن يلقب في وجه القائمين به وتقدمهم إلى العدالة لئلا يخلوا خلاصهم أمام القضاء الوطني خلاصاً وأن أعمال التخريب والإرهاب والإحراق نصبت على أيدي الخدمة العامة في الدولة.

٦- إن الإجراءات القانونية التي اتبعتها وتبناها كافة قوى الأمن الداخلي في سورية بعد رفع حالة الطوارئ كضخ جميعها لما ورد في قانون أصول المحاكمات الجزائية في التوقيف والاحتجاز لكل القوى الأمنية والشرطية وفقاً لأحكام المادة رقم ٨/ من القانون المذكور تعتبر من الضابطة القضائية التي تساعد النقب العلم في مهامه وأفراد هذه الضابطة مكلفون وفقاً للنص المادة رقم ٦/ من نفس القانون باستقصاء الجرائم وجمع أدلتها والتقصي على قاطعها وإبلاغهم على المحاكم المتكون إليها أمر معتقبتهم، ولا يوجد لدينا أي موقوف خارج نطاق القانون على خلفية مظاهرات أو احتجاجات سلمية، إما إذا كان من يستخدم السلاح والعنف والإرهاب في مواجهة الدولة هو المقصود بهذا التساؤل فإن هذا أمر مختلف غاية الاختلاف، ومع ذلك فإننا على استعداد حتى بالنسبة لمن ارتكب عملاً إرهابياً موافقكم بما يطلب بشأنه، على أن تكون لدينا أسماء ومعلومات محددة ودقيقة، وليس مجرد كلام غير مستند إلى أي دليل معقول.

٧- فيما يتعلق بمقتل حمزة الخطيب نذكركم بأن المذكور لدى مقلته كان يشارك مع مجموعة إرهابية تخريبية مسلحة في الهجوم على ضاحية سكنية في محافظة درعا، وكان يحمل بيده سلاح حال قاطع وأصيب بعدة طلقات نارية من مسافة قريبة جداً مما يشير إلى أن مطلق الرصاص الذين أصابوه هم رفائقه من المخربين، وأرفق تقريراً مفصلاً حول الكشف الطبي والتحقيقات القانونية التي جرت على جثته.

٨- إن قانون العقوبات السوري يجرى النصوص القانونية الواضحة والبرهانية التي تعاقب على أي ضرب من ضرب الشدة أو التعذيب بجرم أي جوارف، كما تعاقب على جرم التعذيب بجرم صرامة وتجيديم حول تساؤلهم عن هذا الموضوع وفق التفصيل التالي:

١- الحرية الشخصية حق مقدس كفلته الدستور والقانون. ولا يجوز احتجاز أحد دون توجيه تهمة إليه حسب الأصول القانونية، وإلا كان ذلك جرم حرية غير مشروع ومعاقب عليه. فالمادة (357) من قانون العقوبات نص على أن: "كل من أوقف أو حبس شخصاً في غير الحالات التي ينص عليها القانون يعاقب بالانفعال الشافطة للمؤقتة"، وتنص المادة (358) على الحبس من سنة إلى ثلاث سنوات لمدير، وحراس السجون، والمعاهد التأديبية، أو الإصلاحية، وكل من اضطلع بصلاحياتهم من الموظفين إذا قبلوا شخصاً دون مذكرة قضائية، أو قرار، أو استبقوه إلى أبعد من الأجل. وأي شخص يتم توقيفه وفقاً للقانون السوري يتم إعلامه بأسباب هذا التوقيف، والجرم الذي استوجب إصداره، ولوعده، والمادة القانونية التي تعاقب عليه، ويبلغ المدعى عليه مذكرات الدعوة، والإحضار، والتوقيف، ويترك له صورة عنها. وتقضي التحقيق في دعاوى الجناية والجنحة أن يكلف بإصدار مذكرة دعوة، على أن يبذلها بعد استجواب المدعى عليه بمذكرة توقيف إذا اقتضى التحقيق ذلك.

وإذا أوقف المدعى عليه بموجب مذكرة إحضار، وظل في النظارة أكثر من أربع وعشرين ساعة دون أن يستجوب أو يساق إلى النائب العام اعتبر توقيفه عملاً تعسفياً، ولو حقق الموقوف المسؤول بجرمة جرم الحرية الشخصية المنصوص عليها في المادة (358) من قانون العقوبات.

٢- تعاقب المادة (391) من قانون العقوبات على التعذيب بأبسط صورته بجعل مرتكبه عرضة للعقاب، فقد جاء نص هذه المادة على النحو الآتي:

"من ساء شخصاً ضرورياً من الشدة لا يجيزها القانون رغبة منه في الحصول على إقرار عن جريمة أو على معلومات بشأنها عوقب بالحبس من ثلاثة أشهر إلى ثلاث سنوات. وإذا أفضت أعمال العنف عليه إلى مرض أو جراح كان أشد العقاب الحبس سنة".

فالنص القانوني يستخدم عبارة "من ساء شخصاً ضرورياً من الشدة..."، أي أنه يشمل أبسط صور التعذيب وحالاته.

وجدير بالذكر أن الجمهورية العربية السورية قد انضمت إلى الاتفاقية الدولية لمناهضة التعذيب، وقد ناقشت تقريرها بتاريخ ٣-٤/٩/٢٠١٠، ووافقت اللجنة المعنية بكل ما هو مطلوب.

والجمهورية العربية السورية ملتزمة بكل ما تضمنته الاتفاقية لمناهضة التعذيب غيره من ضروب المعاملة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة من أحكام، ذلك أنه من المبتكر دستورياً وقضائياً وفقهياً في سورية، ومنذ لم يحد، أن المعاهدة التي تستكمل إجراءات التصديق الدستورية لتتقدم على أي نص تشريعي نافذ، وتعامل على أنها جزء من التشريع الوطني، وإذا كانت متعارضة مع نص نافذ قبلها تعدّ معدلة له، وتتقدم عليه.

ويستخلص من لصوص الدستور السوري الدائم لعام 1973، ولا سيما المادتين (71) و(104) أنه أعطى المعاهدات قيمة مساوية للقانون الداخلي عندما يتم إبرام معاهدة، وإقرارها بشكل صحيح، ووفقاً لأحكام الدستور، فإذا خالفت الاتفاقية الدولية قانوناً نافذاً، وكانت سليمة من حيث إقرارها وإبرامها، ومن حيث نفاذها، فإنها تكون ذات قيمة مساوية للقانون الداخلي.

وبخلاصة القول إن ما أثير نحوه الادعاءات المتعلقة باستخدام التعذيب بصورة اعتيادية من قبل موظفي إنفاذ القانون، والمحققين، أو بتعريض منهم، ولا سيما في مواقع الاحتجاز، إنما هو قول من سلا لا يؤيده أي نكول قانوني أو مادي. ويعد صدور المرسوم رقم (161) بتاريخ 2011/4/21 للمتضمن إلغاء حالة الطوارئ، والمرسوم التشريعي رقم (55) الصادر بتاريخ 2011/4/21، لم يعد بالإمكان الحديث عن أي احتجاز تعسفي أو مخالف للقانون لدى أي جهة كانت.

ولبيان فيما يلي على سبيل المثال جنوداً بأعداد الدعاوى المنظورة حالياً أمام القضاء في الضحايا لتتعلق بالادعاء بالتعذيب:

عدد الدعاوى	الجهة المنظورة أمامها الدعوى
1	عدلية دمشق
5	عدلية ريف دمشق
1	عدلية حلب
1	عدلية اللاذقية

2	عدلية دير الزور
1	عدلية حماة
لا يوجد	عدلية إدلب
لا يوجد	عدلية الرقة
لا يوجد	عدلية الحسكة
لا يوجد	عدلية حمص
لا يوجد	عدلية طرطوس
لا يوجد	عدلية تارح
لا يوجد	عدلية السويداء
12	المجموع

أما الجهة التي تتولى التحقيق فإنه القضاء في معرض الدعاوى المرفوعة إليه، أو هي معرض النفع في القضية قائمة بتعرض المتهم للتعذيب، مع ملاحظة أنه غالباً ما يدفع للمتهم عدد مثوله أمام القضاء بتعرضه للتعذيب في معرض التحقيق معه بالجرم المسند إليه كي يستفيد من عذر بطله من العقاب، ويبتل إجراءات التحقيق معه، لأن الإقرار المنتزع تحت التعذيب لا يعتد به أمام القضاء، ولا يصلح لوجهه دليلاً لإدانة المتهم.

ولا مجال على الإطلاق لاعتماد إقرار ملتزم بالإكراه والإقرار على هذا النحو لا قيمة له إن تم كبح مسأله أدلة تؤيده. وقد بيّنت الهيئة العامة لمحكمة النقض (وهي أعلى مرجع قضائي، ويلزم سائر القضاة بما تصدره من اجتهادات لأن لها منزلة القواعد القانونية، ومن يخالف اجتهادها يعد مرتكباً لخطأ مهني جسيم)، بأن الاعتراف الذي يدعي به المتهم في ضبط الشرطة لا يؤخذ به إلا إذا تأكد بتدليل آخر (قرار الهيئة العامة لمحكمة النقض رقم 293 في الدعوى رقم أساس 538 لعام 2005). وأن الاعتراف أمام رجال الضابطة العدلية يمكن الرجوع عنه، ولا يصلح دليلاً للإدانة إذا لم تؤيده قرينة، أو دليل (القرار رقم 400 في الدعوى رقم أساس 97 لعام 2005). والاعتراف الوارد بضبط الأمن وحده ليس كافياً للحكم، وإن إهمال الدفوع الجوهرية، والأدلة المتوفرة في الدعوى، وعدم متأنسها، يشكل خطأ مهنيًا جسيمًا (القرار

رقم 52 في الدعوى رقم أساس 259 لعام 2006). كما ذهبت الهيئة العامة لمحكمة النقض إلى أنه في الجرم الجنائي الوصف لا تعتمد الأقوال الملتزمة بالإكراه لدى رجال الأمن كدليل وحيد في إثبات الإدانة، ما لم تؤكد بأدلة أخرى، ويكون ضبط الشرطة والأقوال الفورية معلومات أساسية المسور في التحقيق، والوصول إلى الحقيقة، وإن عدم الأخذ بهذه الأقوال، لا يشكل خطأ مهنيًا جسيمًا (القرار رقم 222 في الدعوى رقم أساس 1097 لعام 2006).

أما عن تعويض ضحايا التعذيب فإن القوانين السورية النافذة تتيح لكل من يدهي تعرضه لسوء المعاملة أو التعذيب أن يطلب المسؤول عن ذلك بالتعويض فإذا ثبت للمحكمة التي تظفر دعواه أنه تعرض للتعذيب على يد أي كان لها أن تحكم لصالح من يطلب بالتعويض بمبالغ مالية تتناسب الضرر المادي والمعنوي الذي تعرض له، كل ذلك ضمن نطاق التعويض عن العمل غير المشروع إذ أن كل عمل غير مشروع يترتب من ارتكبه بالتعويض وفقًا لقواعد المسؤولية عن الأعمال الشخصية المنصوص عليها في مواد القانون المدني السوري.

٩- تم تسجيل لدينا أي حالة تتعلق بوفاة تمت بالمسجون جراء التعذيب، وفي حال توفر لديكم معلومات محددة بشأن أعمال من هذا القبيل يرجى مواصلتها.

١٠- بالنسبة لأستلحكم حول لجنة التحقيق القضائية التي شكلت للنظر والتحقيق في الجرائم التي تحصل نتيجة الأحداث الجارية نفيدكم بما يلي:

شكلت لجنة قضائية بموجب القرار الصادر عن نائب رئيس مجلس القضاء الأعلى برقم (905/ل) تاريخ 2011/3/31، وذلك على النحو الآتي:

رئيساً	القاضي تيسير فلا حواد/ النائب العام للجمهورية
عضواً	القاضي محمد ديب المظنون/ رئيس إدارة التقاضي القضائي
عضواً	القاضي حسان السعيد/ المصالح العام الأول بدمشق
عضواً	القاضي أحمد السيد/ قاضي التحقيق الأول بدمشق

ومهمتها التحقيق بصورة لورية في جميع القضايا التي أودت بحياة عدد من المواطنين المدنيين والعسكريين في محافظتي درعا واللاذقية.

وبناءً عليه قامت اللجنة في يوم صدور القرار القاضي بتشكيلها، أي بتاريخ 2011/3/31 بالانتقال إلى محافظة درعا والاستماع إلى عدد من الشهود، وذوي المتوفين، كما قامت بالاستماع بقضاة التحقيق والنيابة العامة في المحافظة المذكورة في الكشف على جثث المتوفين، وسماع أقوال ذويهم. كما جرى الاستماع إلى أقوال عدد من المصابين، وتم استجواب محافظ درعا السابق، وعدد من المسؤولين الأمنيين في المحافظة، وقد اتخذت اللجنة قراراً بمنع سفر كل من محافظ درعا ورئيس فرع الأمن السياسي السابق... بتاريخ 2011/4/2 توجّهت اللجنة القضائية إلى محافظة اللاذقية، وقد استعانت بالقضاة التحقيق والنيابة العامة في المحافظة، ومنظم أقوال ذوي المتوفين، وسماع العديد من الشهود، وسماع المصابين في

المحامي...

بتاريخ 2011/4/5 انتقلت اللجنة إلى مدينة دوما (في ريف دمشق) وبشرت تحقيقاتها في المجتمع القضائي بدمما، وتم الاستماع إلى ذوي المتوفين والمصابين وعدد من الشهود...

وبتاريخ 2011/4/19 أصدر السيد نائب رئيس مجلس القضاء الأعلى القرار رقم (1092/ذ) المتضمن إعادة تشكيل اللجنة القضائية لتصبح على النحو الآتي:

- القاضي محمد ديب المقطون/ رئيس إدارة التفتيش القضائي رئيساً
- القاضي حسان السعيد/ المحامي العام الأول بدمشق عضواً
- القاضي محمد رضوان حجة/ قاضي الإحالة الثالث في ريف دمشق عضواً
- القاضي أحمد السيد/ قاضي التحقيق الأول بدمشق عضواً

بتاريخ 2011/4/21 انتقلت اللجنة إلى محافظة طرطوس وتم الاجتماع بالمحامي العام ورئيس النيابة العامة، والإطلاع منهما على واقع الأحداث في المحافظة.

وبتاريخ 2011/4/23 انتقلت اللجنة إلى عدنية بالنياس (محافظة طرطوس) وهناك باشرت عملها مستعينة بقضاة التحقيق والنيابة العامة، وتم الاستماع إلى ذوي المتوفين والشهود، وفي اليوم التالي انتقلت اللجنة إلى بلدة "البيضا" التابعة لمدينة بانياس، وتم الالتقاء ببعض الأهالي، وإطلاعهم على مهمة اللجنة، والطلب إليهم إعلام من لديه معلومات تتعلق بالأحداث بوجوب مراجعة اللجنة في عدنية بالنياس، وفي هذه الأثناء نظمت اللجنة بعض التصرفات المخطئة بالنظام العام من قبل بعض الأهالي الذين لم يرغبوا بالتعاون مع اللجنة.

بتاريخ 2011/5/11 أصدر السيد نائب رئيس مجلس القضاء الأعلى القرار رقم (1421/ل) المتضمن تعديل المادة (3) من القرار رقم (905/ل) تاريخ 2011/3/31 بحيث تصبح مهمة اللجنة "إجراء التحقيقات الفورية في جميع القضايا التي أودت بحياة عدد من المواطنين المدنيين والعسكريين أو إصابتهم، وجميع الجرائم الأخرى الناجمة عنها أو المرتبطة بها، وذلك في جميع المحافظات، وتلقي الشكاوى بهذا الخصوص، ويعتبر كل من المحامي العام وقاضي التحقيق الأول وأقدم رئيس نيابة عامة في كل محافظة بمثابة لجنة فرعية تتبع لجنة التحقيق القضائية وتباشر مهماتها في نطاق المحافظة وترفع نتائج أعمالها إليها.

تم تعديل مقر خاص للجنة في مدينة دمشق، وتم الإعلان عنه وعن أرقام الهواتف وعن المواقع الإلكترونية في جميع وسائل الإعلام المرئية والمسموعة والمقروءة لتلقي الشكاوى من المواطنين أو استقبالهم في مقر اللجنة. وبالفعل باشرت اللجنة عملها في المكان المحدد، كما تم اللجوء الفرعية لتلقي عملها في جميع المحافظات بشكل متواصل حتى تاريخه...

١١- بالنسبة للمقابر الجماعية في جسر الشغور: قامت مجموعات إرهابية مسلحة مؤلفة من مئات العناصر بالهجوم على أحد مقرات قوى حفظ النظام في جسر الشغور مستخدمة مختلف أنواع الأسلحة والذخائر حيث سيطرت على المبني من حيث النتيجة وقتلت كافة العناصر الذين كانوا فيه ومثلت بجثثهم وبعد ذلك قام عناصر هذه الجماعات الإرهابية بتجميع جثثات القتلى ممن تم قتلهم ورسمهم فوق بعضهم البعض في عدة أماكن بواسطة الجرافات، ومن ثم رمي التراب والأتعاض فوق جثثهم، كل ذلك تم خلال قيام هذه المجموعات بالسيطرة على المدينة المذكورة وترويع سكانها وإجبارهم على اللجوء والهرب من منازلهم والاتجاه إلى الأراضي التركية حيث كانت مخيمات اللجوء معدة سلفاً بغية استغلال ذلك إعلامياً عبر عملية التضليل والكذب الإعلامي التي تتم إدارتها ضد حكومة الجمهورية العربية السورية عبر تصوير هؤلاء المواطنين الهاربين من إرهاب الجماعات المسلحة بأنهم لجأوا إلى الأراضي التركية خوفاً من الجيش السوري، وبعد إعادة السيطرة على مدينة جسر الشغور من قبل الدولة وإلقاء القبض على بعض عناصر التنظيمات الإرهابية قام هؤلاء المقبوض عليهم بدلالة السلطات المختصة على الأمكنة التي قاموا بدفن جثث ضحاياهم من رجال الشرطة والأمن العام فيها، حيث تم إنشاء هذه المقابر الجماعية بحضور وسائل الإعلام وعدد كبير من أعضاء البعثات الدبلوماسية المعتمدين في سورية، لرفع لكم نسخة.

عن شريط تصويري مسجل لذلك، ولقد تم بآن الملف القضائي المتعلق بالأحداث المذكورة هو قيد الإنجاز لدى القضاء المختص في محافظة إربل التي تتبع لها مدينة جسر الشغور.

١٢- أما بالنسبة لموضوع تعامل السلطات السورية المختصة مع المحتجزين فلقد لنا أولاً من إبراء التصور للقانونية المتعلقة بذلك.

أ- المرسوم التشريعي رقم ٥٤/ لعام ٢٠١١ المتعلق بتنظيم التظاهر السلمي في سورية والذي تتوافق نصوص مواد مع ما هو وارد في تشريعات معظم دول العالم بهذا الشأن نجهة اعتبار التظاهر السلمي أحد الحقوق الأساسية للإنسان وآليات الترخيص للتظاهر والجهة التي تصدر هذا الترخيص والمرجع القضائي المختص بالطرق في الطعن بقرار عدم الموافقة على ترخيص المظاهرة إضافة إلى التصور العقابية التي تتضمن تجريم أعمال التظاهر أو التخريب غير المرخص والعقاب عليها.

ب- مواد قانون العقوبات السوري التي تجرم وتعاقب تظاهرات وتجمعات الشعب، وهي المواد من رقم ٣٣٥ إلى ٣٣٩ وفيما يلي نصها:

- المادة ٣٣٥: من كان في اجتماع ليس له طابع الاجتماع الخاص سواء من حيث غايته أو غرضه أو عدد المدعوين إليه أو الذين يتألف منهم أو من مكان انعقاده أو كان في مكان عام أو يعمل مباح للجمهور أو معرض لظاهرة فجور وبصاح أو أثاره الشعب أو أبرز شارة من الشارات في حالات يضطرب معها الأمن العام أو أقدم على أية تظاهرة شعب أخرى يعاقب بالحبس من شهر إلى سنة وبالغرامة مئة ليرة.

- المادة ٣٣٦: كل حشد أو موكب على الطرق العامة أو في مكان مباح للجمهور يعد تجمعا للشعب ويعاقب بالحبس من شهر إلى سنة:

إذا تألف من ثلاثة أشخاص أو أكثر بقصد إقتراف جنائية أو جنحة وكان أحدهم على الأقل مسلحاً.

إذا تألف من سبعة أشخاص على الأقل بقصد الاحتجاج على قرار أو تدبير اتخذتهما السلطات العامة بقصد الضغط عليها.

إذا أربى عدد الأشخاص على العشرين وظهروا بمظهر من شأنه أن يعكر الطمأنينة العامة.

٢٣٧- المادة:

١- إذا تجمع الناس على هذه الصورة أنذرهم بالتفرق أحد ممثلي السلطة الإدارية أو ضابط من الضابطة العدلية.

٢- وعلى من الطوبى المقروضة أنفا الذين يتصرفون قبل إذار السلطة أو يمثلون في الحال لإذارها دون أن يستعملوا أسلحتهم أو يرتكبوا أية جريمة أخرى.

٢٣٨- المادة:

١- إذا لم يتفرق المعتصمون بغير القوة كانت العقوبة الحبس من شهرين إلى سنتين.

٢- ومن استعمل السلاح عوقب بالحبس من سنة إلى ثلاث سنوات فضلاً عن أية عقوبة أشد قد يستحقها.

المادة ٣٢٩: يمكن الحكم بالمنع من الحقوق المدنية ويمتنع الإقامة وبالطرد من البلاد وفقاً للمواد

السدة ٨٢- ٨٨ في الجناح المنصوص عليها في الفصول ٢ إلى ٥ من هذا الباب

ومن خلال ما سبق بيانه ووصفه في الفقرات السابقة لتظاهرات وتجمعات الشعب والتغريب وما قامت به الجماعات الإرهابية المسلحة من قتل وترويع للمواطنين ومن تدمير وإحراق لمؤسسات الدولة وأهلية إدارتها العامة لقيدهم بأن قوى الأمن الداخلي المختصة تعاملت وما زالت تتعامل مع أية تظاهرة سلمية حتى ولو كانت غير مرخصة عن طريق تأمين العملية لهذه المظاهرة وكافة المواطنين المشاركين فيها إلى حين تفرقهم من تلقاء أنفسهم وذهاب كل منهم إلى منزله، أما عندما تخرج المظاهرة عن النطاق السلمي ويدخل المشاركون فيها ضمن نطاق أعمال تخريب المهامي العامة وإحراقها فيتم مواجهتهم بالقوة العنصرية المناسبة ودون استخدام أية أسلحة حربية من قبل عناصر قوات حفظ النظام كذلك الأمر عندما يخرج من بين المتظاهرين بعض العناصر المسلحة التي تتأدر لإطلاق النار على عناصر حفظ النظام وعلى المتظاهرين أنفسهم لإثارة للفتنة والذعر وتشويه صورة السلطات العامة أمام المواطنين فإن قوات حفظ النظام وخشية منها إلى أرواح المواطنين تتأدر إلى الابتعاد عن منطقة الشعب والتظاهر حتى لا يؤدي اشتباكها مع المسلحين إلى إصابة المتظاهرين الآخرين، ولا يسمح بأي حال من الأحوال باستخدام السلاح إلا في حالات الاشتباكات المسلحة مع المجموعات الإرهابية وضمن نطاق الدفاع عن النفس فقط أو في الحالات التي يقوم فيها عناصر هذه المجموعات بأعمال التخريب أو القتل الجماعي للمواطنين الآخرين في مناطق تواجدهم، وفي جميع الأحوال فإن الاستراتيجية الوحيدة المخططة في سورية لجهة ضبط الجشود

والتعامل مع المظاهرات سلمية كانت وهي نادرة جداً أم غير سلمية وهي السائدة منذ بدء الأحداث هي ضبط النفس إلى أبعد الحدود والصداها وقد أدت هذه الاستراتيجية التي اقتصرت بأوامر صارمة لجهة عدم استخدام الأسلحة حتى مع المظاهرات التخريبية إلى قتل المئات من عناصر وضباط قوات حفظ النظام وإصابة الآلاف منهم بجروح خطيرة أصيبوا بها بسبب استخدام المجموعات التخريبية والإرهابية للأسلحة الحربية والسيوف والخناجر وإن أي عنصر أو ضابط من قوات حفظ النظام يخترق هذه الأوامر أو يتجاوز على الصلاحيات الممنوحة له يتعرض للعقوبات الصارمة المتصوص عليها في هذا الصدد بالقوانين الجزائية السورية المفعلة، ولا يوجد أية حصانة لأحد أو لاية جهة في هذا المجال، كما عن إسعاف المصابين وتأمين الخدمات الطبية لهم فإن الجهات المختصة ضمن هذا المجال تقوم بإسعاف الجميع وتأمين الرعاية الطبية اللازمة لهم سواء كانوا من المظاهرات أو من الإرهابيين أو من عناصر حفظ النظام وينفك المسوية والأداء للجميع، وتعزيزاً لهذه الإجراءات فقد صدرت التعليمات لقوات حفظ النظام بعدم تلقيب أي مصاب تم إسعافه إلى أية مستشفى أو مستشفى طبي مهما كانت فعلانيته الجرمية خلال أعمال الشعب التي أصيب خلالها.

١٣- إن عملية الرصد والتفتيش التي تمارس من قبل وزارة العدل ومن قبل وزارة الداخلية على مختلف السجون هي عملية دائمة ومتواصلة، ويتم بشكل منهجي وفعل، وفي جميع الأوقات، وقد أورد قانون أصول المحاكمات الجزائية النصوص الواجبة حول ذلك في المواد من ٤٢١/ إلى ٤٢٥/ منه وفقاً لما يلي:

المادة ٤٢١: تنظيم السجون ومحال التوقيف مرسوم يتخذ في مجلس الوزراء.

المادة ٤٢٢: يتفقد قاضي التحقيق وقاضي الصلح مرة واحدة في الشهر رؤساء المحاكم الجزائية مرة واحدة كل ثلاثة أشهر على الأقل الأشخاص الموجودين في مجال التوقيف والسجون.

المادة ٤٢٣: لرؤساء المحاكم الجزائية وقضاة التحقيق وقضاة الصلح أن يأمرؤا حراس محال التوقيف والسجون التابعون لمحاكمهم بإجراء التدابير التي يلائمها التحقيق والمحاكمة.

المادة ٤٢٤: على كل من علم بتوقيف أحد الناس في أمكنة غير التي أعدها الحكومة للحبس والتوقيف أن يخبر بذلك النائب العام أو معاونه أو قاضي الصلح.

المادة ٢٥:

- ١- عندما يبلغ الموظفون المذكورون في المادة السابقة مثل هذا الخبر عليهم أن يتوجهوا في الحال إلى المحل الحاصل فيه للتوقيف وأن يطلقوا سراح من كان موقوفاً بصورة غير قانونية.
- ٢- وإذا تبين لهم سبب قانوني موجب للتوقيف أرسلوا الموقوف في الحال إلى النائب العام أو القاضي الصالح العائد إليه الأمر.
- ٣- وعليهم أن ينظموا محضر بالواقع.
- ٤- إذا أمس العمل بما تقدم عدوا شركاء في جريمة حجز الحرية الشخصية وجرت الملاحقة بحقهم بهذه

الصفة:

- ١٤- بالنسبة لموضوع المواطنين السوريين من أصل كردي فقد صدر المرسوم التشريعي رقم ٤٩/ تاريخ ٢٠١١/٤/٧ الذي نص على منحهم الجنسية العربية السورية وبالتالي يستطيع أي متهم الحصول على الجنسية ويظهر بالتالي مواطناً سورياً يتمتع بكافة حقوق وواجبات المواطن السوري على كافة الأصعدة وبكل المجالات وقد وصل عدد الذين حصلوا على الجنسية إلى الآلاف منهم.
 - ١٥- بالنسبة للقوانين التي يجري العمل على إصدارها حالياً ضمن نطاق عملية الإصلاح الجارية في سورية فقد أقر مجلس الوزراء القانوني الانتكاليات والأحزاب السياسية تمهيداً لتصورها ولقد أن تعرض عليكم ما تم التقييم به في إطار إصدار قانون الانتخابات العامة من خطوات بهدف إطلاعكم على المراحل التي يمر بها إصدار أي من التشريعات الحديثة في سورية لكي تكون متواكبة مع أفضل النصوص القانونية المعمول بها في معظم دول العالم وفقاً لما يلي:
- أصدر السيد رئيس مجلس الوزراء القرار رقم (٦١٨٦) تاريخ ٢٠١١/٥/٨، المتضمن تشكيل لجنة مهمتها إعداد مشروع قانون جديد للانتخابات العامة يتوافق وأفضل المعايير العالمية المتعارف عليها على أن تلجأ اللجنة مهمتها خلال أسبوعين...

وتتضمن اللجنة:

- | | |
|---------------|---|
| د. نجم الأحمد | معاون وزير العدل |
| حسن جلاي | معاون وزير الداخلية |
| محمود صالح | المستشار القانوني في رئاسة مجلس الوزراء |

د. محمد يوسف الحسين	أستاذ في كلية الحقوق بجامعة دمشق
د. جميلة شرجي	أستاذ في كلية الحقوق بجامعة دمشق
د. محمد خير الحكام	أستاذ في كلية الحقوق بجامعة دمشق
فوزي مهاملة	المستشار في وزارة الإدارة المحلية
خالد كامل	مدير المجلس في وزارة الإدارة المحلية

وأشار إلى القرار المشار إليه أعلاه ليعين الآتي:

- عكفت اللجنة موضوع القرار أعلاه على عقد اجتماعات يومية متتالية إلى أن انتهت مشروع القانون،
- أطلعت اللجنة على القوانين الثلاثة في نول عديدة منها: فرنسا - بلجيكا - مصر - الجزائر - الأردن - العراق - فلسطين...

- كما أطلعت اللجنة على القوانين والأنظمة السورية سواء الثلاثة، أو ما كان نافذاً قبل هذه القوانين.

- استعانت اللجنة بأراء ومقترحات عدد كبير من المختصين ورجال القانون (أستاذة جامعات - قضاة - محامون...)، ومن مختلف التخصصات والشرائح العمرية، وقد كان تجربتهم وآرائهم دوراً فسي إقرار مشروع القانون.

- انتهت اللجنة من عملها قبل الموعد المحدد بيوم واحد.

- عرض مشروع القانون على موقع "التشاورية" التابع لرئاسة مجلس الوزراء، وعلى المواقع الإلكترونية لوزارات العدل، والداخلية، والإدارة المحلية، وكان عدد الزيارات قد تجاوز (٣٤,٠٠٠) زيارة، وكان عدد الآراء المسجلة نحو (٣٤٠٠) ملاحظة.

- تمت دراسة جميع الملاحظات الواردة، وأخذ بجميع الملاحظات الموضوعية التي تمسهم فسي إقرار مشروع القانون، كما أسهم البرنامج الإنمائي للأمم المتحدة UNDP بملاحظات قيمة تم الأخذ بها جميعها.

ولعل أهم ما تضمنه مشروع القانون اتجاه الالتزام بالمعايير العالمية؛

قانون الانتخابات ولجده

تضمن مشروع القانون جمعاً للأحكام الموضوعية المتعلقة بانتخاب أعضاء مجلسي الشعب، ومجالس الإدارة المحلية في قانون واحد، أسوة بما عليه الحال في غالبية دول العالم.

الأهداف:

وكان الهدف المبني هو تنظيم الأحكام الموضوعية المتعلقة بهذه الانتخابات، وتأمين سلامة العملية الانتخابية، وحقوق المرشحين في مراقبتها، وتضمين مشروع القانون نصاً تضمن معاقبة المساكين بالعملية الانتخابية ويزاد الناخبين، إضافة إلى تأمين تمثيل الفئات الاجتماعية الأوسع في المجتمع... وجود إدارة انتخابية مستقلة ومتكاملة عضواً وفقاً للمعايير الدولية:

ذلك أن لراية الانتخابات من الناحية العملية إما تكون في كيفية تنظيمها وتنفيذها على أرض الواقع، مما يقتضي وجود جهة محايدة لضمان تطبيق الضوابط والقوانين، فلا يجوز لأحد أن يكون طرفاً في مصلحة ما حكماً فيها، ويعني آخر لا يجوز لمن تكون له مصلحة مباشرة أو غير مباشرة في نتيجة الانتخاب القيام بتنظيمها أو إدارتها. لذلك كان الحرص في مشروع القانون على أن يتولى القضاء عملية الإشراف على

الانتخابات وإدارتها، فكانت اللجنة العليا للانتخابات التي تتولى هذه المهمة، كما أن اللجنة الفرعية في كل محافظة هي لجنة قضائية، ولم يترك للسلطة التنفيذية إلا جانباً بسيطاً من الأمور الإدارية.

لجان الانتخابية مستقلة:

ولأن المعايير الدولية تقتضي أن تكون الإدارة الانتخابية مستقلة ومتكاملة عضواً، فإن مشروع القانون كان قد أقر نصاً واضحاً يتعلق بتشكيل لجان الانتخابية مستقلة وحيدة تكون مسؤولة عن تنظيم وإدارة العملية الانتخابية بمختلف مراحلها ومستوياتها، وقد جرى تحديد الاختصاصات والمسؤوليات على نحو يعكس أعلى مستويات المصداقية والشفافية في العملية الانتخابية.

الدوائر الانتخابية:

أخذاً بالمقاهيم السياسية والسياسية المتعلقة بتقسيم التمثيل سواء في المجالس النيابية (مجلس الشعب) أو المجالس المحلية فقد كان الحرص في مشروع القانون على أن تكون الدوائر الانتخابية بالنسبة للانتخابات مجلس الشعب دوائر كبيرة نسبياً لأن عضو مجلس الشعب لا يمثل رقعة جغرافية محددة، وإنما هو ممثل للشعب بأكمله، بينما كانت الدوائر الانتخابية بالنسبة للانتخابات المحلية دوائر صغيرة تناسب ومفهوم التمثيل المحلي.

شروط الترشيح:

تم رفع الحد الأدنى للمدة الزمنية المتعلقة بالمتخفص من (٥) إلى (١٠) سنوات. وقد استلزم مشروع القانون الذين اكتسبوا الجنسية السورية بموجب المرسوم رقم (٤٩) لعام ٢٠١١ (المتعلق بمعالجة مشكلة إحصاء ١٩٦٢)، إذ يحق لهم التراجع فوراً دون النظر لمرور عشر سنوات.

الدعابة الانتخابية:

نظم مشروع القانون موضوع الدعابة الانتخابية متيحاً إمكانية الوصول إلى مختلف وسائل الإعلام، بحيث تتاح فرصة معقولة للمتنافسين في الانتخابات بأن يعلنوا عن برامجهم الانتخابية.

مراقبة العملية الانتخابية:

أتاح مشروع القانون للمرشحين أو من يمثلهم قانوناً حق الرقابة على العملية الانتخابية بهدف التأكد من سير الانتخابات بلا زعاج بعداً عن أي تزوير أو تلاعب، وتشمل هذه الرقابة هيئة اللجان، والانتخاب، وفرز الأصوات، ومكافحة الأمور المتعلقة بالعملية الانتخابية إلى حين إعلان النتائج.

الجرائم الانتخابية:

تم إفراد فصل خاص في مشروع القانون فيه عرض مفصل ومسهل لكل فعل أو امتناع عن فعل من شأنه أن يشكل جريمة انتخابية، وذلك على نحو من شأنه خلق جو من الأمان القانوني. وفي مشروع القانون جرى تحديد نطاق الجرائم الانتخابية بشكل دقيق، وجرت الأعمال التي من شأنها الاعتداء على مكونات العملية الانتخابية.

المنزلة تحت الانتخابية:

حرص مشروع القانون على وجود مراجع مختصة يمكن اللجوء إليها بشكل مباشر تعرض طعنه في أمر من الأمور المتعلقة بالعملية الانتخابية، بدءاً من لجنة الانتخاب، وكذلك لجنة الترشح، واللجان الفرعية، والتهام بإمكانية الطعن بالنتائج الانتخابية في صيغتها النهائية أمام المراجع القضائية المختصة. وفي جميع هذه المراحل حددت آجال زمنية قصيرة إن لجهة الطعن أو البت فيه، وذلك بما لا يؤثر على سير العملية الانتخابية وبما يضمن حقوق الناخبين في آن معاً.

- تم تشكيل لجنة وزارية لمرجعة القانون في صيغته النهائية.
- أقر مجلس الوزراء مشروع القانون تمهيداً لصدوره.

٦- ارفق ربطاً كافة اللصوص التشريعية ومشاريع القوانين التي لوها عنها في معرض إجابتنا هذه، وتسهل التراسل لوزيرة (CD) تتضمن تقييداً لجريمة مقتل حمزة الخطيب وفقاً لشهادات ذوي، إضافة لموضوع المقابر الجماعية بجسر الشفور وأصل التكريب والإرهاب في بعض المحافظات. وأعطت بعض أعضاء المجموعات الإرهابية المسلحة بما قاموا به من أعمال إجرامية.

رابعاً: أخيراً فإن حكومة الجمهورية العربية السورية تؤكد مجدداً سعيها الدائم إلى استمرار التعاون معكم في كافة مجالات عملكم وتقديم العون لكم في مهامكم والإجابة على تساؤلاتكم من أجل الوصول إلى الحقيقة في كافة المواضيع التي تتواصل معكم بشأنها، حتى تتمكنوا من التفاعل معكم وأرائكم حولها بشكل عادل وحيادي بعيداً عن الوقائع الملفقة التي تقدمها لكم بعض المصادر من أجل الظهور أمامكم بمظهر الدفاع عن حقوق الإنسان غير التنويه سمعة الجمهورية العربية السورية بهدف الوصول إلى أهداف غير مشروعة، ولابد من الإشارة لكم بأن عملية الإصلاح التشريعي والسياسي مازالت مستمرة في سورية بخطوات واسعة وبما يتوافق مع المعايير والأمن للترسيخ في الدستور السوري ويتطابق مع المعايير المعصوم بها دولياً، إضافة إلى الاستفادة في تلك من التفاعل الإيجابي والمثمر والمستمر القائم فيما بيننا.

Note verbale dated 5 August 2011 from the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic addressed to the United Nations High Commissioner for Human Rights

Geneva, 5 August 2011

First: The government of the Syrian Arab Republic expresses its continued interest to cooperate with the United Nations High Commissioner for Human Rights, and confirms its persistence in uncovering and exposing facts about the questions raised. The Government will do so to exclude all fabricated claims, made up lies and false information that are being submitted to the High Commissioner from sources with questionable objectives and methods that are immoral, inhuman, unlawful methods aimed at discrediting Syria.

Second: The Government of the Syrian Arab Republic re-affirms the basic principles guiding its logic in dealing with matters to be discussed; it is according to the following points:

The Constitution of the Syrian Arab Republic guarantees freedom of expression. The Government has the responsibility to protect and promote the practice of the right of freedom of expression, and to develop a nurturing environment aimed at cultivating this basic right for its citizens in order to achieve a positive outcome for the Syrian society.

The right to peaceful demonstrations is also secured by the constitution of the Syrian Arab Republic. A law regulating the exercise of this right in accordance with internationally recognized standards has been recently issued.

Syrian laws contain texts clearly aimed at reinforcing reprehension for committing acts of torture, or distress of any kind.

Syrian laws provide for punishment for acts resulting in deprivation of freedom or illegal imprisonment, whether carried out by private individuals or by persons affiliated with the authorities.

One of the main pillars of the policy adopted by the Syrian Government is to defend, protect and advance human rights in the country and abroad.

Fighting corruption is an ongoing process, and the Government of the Syrian Arab Republic is determined to pursue and advance legislations complementing the mechanisms addressing this phenomenon. In this area, we are in line with the laws adopted by leading countries.

The government of the Syrian Arab Republic is actively working on developing political activism in Syria; it has proven its intention by proceeding to making important decisions and taking comprehensive steps in this regard.

A comprehensive national dialogue among all segments of the Syrian society is the best approach to achieve reform and development in subjects related to politics, legislations, society and economy.

In order to achieve the highest standards of social justice for all individuals in the society, it is decided that the rule of law and the judiciary are the two most important pillars upon which the overall reform process shall be built.

Based on the above, and since the beginning of the events in March 2011, we confirm that the concerned Syrian authorities have accompanied and protected peaceful demonstrations,

and made sure everybody went back home safe; demonstrations where protestors had legitimate claims and aspirations aimed at reform and stopping corruption, those who had chosen a civilized manner of conduct, reflecting the nature and essence of the relationship between individuals in a society and the state. The way things worked out did not satisfy third parties inside the country and abroad, whose sole aim is to destabilize the Syrian society. Armed terrorist groups emerged; started assaulting, terrorizing and murdering peaceful demonstrators. Members of terrorist groups operate by engaging in demonstrations; they carry sticks, swords and knives, and start to agitate the crowds, set cars on fire and sabotage public and private properties. They also shoot fire arms on protestors and security forces alike, aiming to kill as many as possible. The reason terrorists attack protestors is because they demonstrate under protection of authorities. In reality, the main goal of these groups is to discredit authorities in Syria and portray the Government as if it is employing brutal force to repress protestors. Their actions are accompanied by a misleading press campaign against Syria, a campaign conducted by foreign media to coincide with few “fatwas” uttered by the so-called Muslim clergymen. “Fatwas” incite violence, murder and bloodshed justified by fake religious reasoning. This is the same methodology and expiatory logic adopted by terrorist organizations in other parts of the world, while always seeking to destroy the societies where they operate. Benefiting from substantial external funding, dormant terrorist cells were reactivated, expressing themselves in public, using contemporary means of communication, and weapons smuggled through the Syrian borders. They use mosques to stock ammunition and weapons, a scenario that took place in the case of Al-Omari mosque and few other mosques in Dar’a and other provinces in the country. These actions are also facilitated by mosque attendants, who aided, covered up and coordinated invitations to kill, while propagating their perverse religious ideologies among gullible individuals to produce actions of murder, sabotage and terror against police agents and armed forces as well as among peaceful demonstrators, the number of deaths reached hundreds among armed forces of all ranks, as well as thousands of injured, victims of gunshots or stabbing wounds or those who were severely beaten, in addition to terrorists maiming cadavers of police agents and military personnel.

With respect to the recent abolition of the State of Emergency Law, individuals who are arrested for committing illegal actions are transferred, according to the Syrian code of criminal procedures, to specialized instances in the judiciary system. Arrests in Syria are no longer taking place under the State of Emergency Law. All arrested individuals are transferred to public prosecutors within 24 hours of their initial arrest to become in court custody. In most cases transferred suspects are immediately released except those who have committed acts of murder, setting fire to or sabotaging properties and are prosecuted by the competent judicial authority in accordance with the Law. Those who are proven innocent, will be declared as such by the court. Those who are proven guilty of the mentioned crimes will be judged and punished according to directives provided by the Syrian penal code.

Third: answers presented by the Syrian government to 15 July 2011 questions asked by the Office of the High Commissioner for Human Rights:

1. Three legislative Decrees were issued on 15 July 2011. Legislative decree number (161), stipulating the abolition of the State of Emergency Law. Legislative decree number (53), stipulating the abolition of the Supreme State Security Court -which was established on 28 March 1968 by legislative decree number (47)- and the transfer of all cases in deliberation before the Supreme State Security Court onto the relevant judicial authorities, according to Syria’s criminal justice regulations, and in light of the legislative decree number (55) containing the amendment of Article (17) of Criminal Procedures Code, to allow the competent law enforcement and related bodies to investigate crimes described in the general penal code, crimes touching on state security, and public safety matters. These investigations should not exceed seven days, during which evidence would be collected and suspects would be heard. The reservation period of seven days is renewable for a maximum

of 60 days by order of attorney general on a case by case basis. According to code of criminal justice regulations, law enforcement officials are bound to bring suspects to a judge at the end of seven days. In the absence of realistic or legal obligations, specific to a single investigation, it is permitted to keep suspects beyond the period of seven days. The public prosecutor needs to be informed of details of the investigation and, if necessary, could be asked for an additional detention period for further questioning and collection of evidence. He could then accept or refuse the demand for extension, in which case, the suspect will be immediately referred to a court of law.

To sum up what was stated in relation to the points in question, we would like to convey that the abolition of the State of Emergency Law will result in no emergency arrests related to public safety or national security crimes taking place in Syria. Only texts mentioned in the criminal justice code will be applied to mechanisms and justifications of pre-trial detention. Generally speaking, those regulations prohibit arresting suspects for over 24 hours before they are presented to court to become in the custody of law, the regulations in question allow for extension of detention period after the approval of the attorney general and in accordance with the nature and outcome of investigations. This applies to most crimes mentioned under the Syrian law. Exceptions include detention periods and detention mechanisms related to crimes affecting national security or public safety. As for the legal procedures used in implementing the abolition of the State of Emergency Law, all cases currently deliberated before the Supreme State Security Court are transferred to relevant judicial authorities according to criminal justice regulations. Suspects in these cases are also transferred to their respective provinces to stand in courts with relevant competencies, to be judged according to procedures dictated by the Syrian penal code.

2. Concerning general amnesty implementation, it is up to respective prosecution authorities in every region and province in Syria to execute rules of general amnesty according to the content of the legislative decree issued in this regard, and the directives provided by the Syrian penal code and regulations of criminal courts. Immediately following the issuing of the general amnesty decree, detainees who will be granted amnesty will be considered; records of their cases in prisons, court registers and public persecution offices will be opened; and the attorney general will issue appropriate decisions for immediate release (for those to whom general amnesty applies for the whole period of their sentences). As for those who are partially included in general amnesty decree, their release will be decided by investigation judges and the competent criminal courts deliberating their cases, courts make their final decisions, while taking into consideration the effect of general amnesty on the relevant portion of detainees' sentences.

3. Except for a medical committee, no other committee was formed to study individual cases of detainees who could be included in the general amnesty decree. Prisoners are invited to submit requests to consider their cases according to the law by the public prosecutor and competent courts.

4. A list describing the numbers of prisoners included in the general amnesty decree:

<i>decree number</i>	<i>issue date</i>	<i>Number of individuals included</i>	
Legislative decree number 34	3 July 2011	<i>province</i>	<i>number</i>
		Damascus	138
		Aleppo	244
		Damascus country side	4'195
		Idlib	97
		Homs	57
		Hama	185

<i>decree number</i>	<i>issue date</i>	<i>Number of individuals included</i>	
		Latakia	52
		Tartus	37
		Daraa	52
		Swaida	11
		Dair Al Zor	46
		Hasaka	57
		Raqa	56
		total	5'227

<i>Legislative decree number 61</i>	<i>31 May 2011</i>	<i>province</i>	<i>number</i>
		Damascus	323
		Aleppo	66
		Damascus country side	1'431
		Idlib	65
		Homs	168
		Hama	61
		Latakia	38
		Tartus	160
		Daraa	45
		Swaida	26
		Dair Al Zor	50
		Hasaka	46
		Raqa	160
		total	2'684

<i>Legislative decree number 72</i>	<i>20 June 2011</i>	<i>province</i>	<i>number</i>
		Damascus	196
		Aleppo	103
		Damascus countryside	344
		Idlib	32
		Homs	30
		Hama	59
		Latakia	1'600
		Tartus	13
		Daraa	12
		Swaida	55
		Dair Al Zor	31
		Hasaka	27
		Raqa	20
		total	2'522

Thus, 10,433 detainees are included in the amnesty decrees issued and were immediately released according to the list mentioned above. Consequently, this does not include detainees for violations and misdemeanors, or pending cases of crimes for which detainees might benefit from partial amnesty coverage at the moment of sentencing. They could get amnesty for half or quarter of the sentence. In addition, this does not include those evading justice unless they surrender within the periods specified by the decrees. It should also be noted that crimes of treason, espionage, terrorism and rape are not included in this amnesty. Those two decrees are most comprehensive and extensive when compared to all previous decrees related to amnesty in the country. It is noteworthy that the general amnesty decree issued on 31 May 2011 has included all leaders and members of illegitimate political organizations and associations with the exception of terrorist organizations using means of terror to reach their objectives. The Government of the Syrian Arab Republic in its plan to include all parties of the Syrian society in a comprehensive national dialogue has included members of the Muslim Brotherhood Party in its general amnesty, despite the fact that the party in question had used, for decades, terror, murder and destruction as principal means – among others- to achieve its goals in the country. Detainees of the Communist Labor Party have received the same amnesty. Decisions to facilitate return to Syria for those who are included in this amnesty are issued and all procedures related to security clearances for Syrian citizens are lifted.

5. Following abolition of the State of Emergency Law, as it was mentioned previously, criminal court procedures under the Syrian judicial law remain the basis for arresting crime suspects. This includes detainees arrested for participating in riots, sabotage and terrorism in the so-called peaceful demonstrations currently taking place in Syria. When it comes to peaceful protestors, who are demonstrating according to the rules of the law, no arrests were conducted except for few cases where demonstrators have broken rules related to the legislative decree number (54) of 21 April 2011, regulating citizens' peaceful demonstration rights, detainees are immediately released, while recidivists are released in five days of their arrest. When demonstrations are not peaceful, regulations provided by the Syrian penal code as mentioned in the legislative decree number (148) of the year 1949 will be applied by the judiciary instances on a case by case basis. Syria is often subject to activities of terrorist groups, who are equipped with the latest weapons and technologies. They propagate organized violence which is in opposition to international laws and Syrian laws alike and they are supported by unprecedented misleading mass media campaign. It is unreasonable for any sovereign state to be asked not to respond to insurgents' terrorist attacks reaching its citizens, both military and civilians, and sabotaging public service buildings, or not to bring those criminals to justice.

6. Legal procedures adopted by law enforcement bodies in Syria following the abolition of the State of Emergency Law and applied to situations of arrests and detentions conform to legislations dictated by Syria's criminal code. All security forces and police follow article 8 of the law in question which constitutes the basis for the work of the attorney general. The members of law enforcement bodies are charged, according to Article number 6 of the same law, with investigating, collecting evidence, arresting criminals and bringing them to court to be judged. We have no detainees unlawfully arrested with regards to peaceful demonstrations. If your question concerns individuals who have used weapons or terrorist acts against the state, it is an entirely different matter. Yet even for those who have committed terrorist acts, we are ready to cooperate. We need to receive specific names and information to be able to deliver documents concerning the persons in question. We cannot respond to claims which lack the basis of reasonable evidence.

7. Concerning Hamza Al-khateeb, we inform you that this person was participating in a terrorist attack on a residential suburb in the Dara'a province the moment he was killed. He

carried a sharp weapon in his hand, he received few shots from a short distance, most probably by his fellow terrorists. We will attach a detailed report including procedures and results of judicial investigations and medical exams performed on his cadaver.

8. Syrian penal code contains clear texts in relation to committing acts of violence or torture on detainees, including severe punishment for conducting unlawful imprisonment. Related to this point, following, is our answer in details:

(a) Personal freedom is a sacred right guaranteed by the Constitution and the law. Detaining individuals without proper charges formulated according to judicial regulations is prohibited. It equals unlawful imprisonment and is punishable by the law. Article number (357) of the penal code states that conducting unlawful detention or imprisonment is punishable by a temporary hard labor sentence. Article (358) states that a punishment of three years of imprisonment is applied to prison guards, managers of disciplinary institutions and their staff when they accept to receive detainees without proper legal warrant, or court decision, or when they keep detainees beyond the legal term of sentences. When a Syrian citizen is arrested, he is informed of the legal reason for his arrest, the crime he is accused of and the article of law which will determine his punishment. He is also given copies of files containing information of invitation to interrogation. A magistrate examining felony or misdemeanor cases has the authority to issue an invitation for interrogation that will eventually be substituted by an arrest warrant after interrogation of the suspect, when it applies. When a defendant is detained for over 24 hours without being interrogated or brought to the attorney general, his detention is considered to be an unlawful arbitrary act. Whoever is responsible for this situation will be persecuted according to article number (358) of the penal code for unlawful imprisonment.

(b) Article number (391) of the penal code stipulates punishment for conducting any kind of torture, according to the following text:

He who conducts illegal torture acts in order to get someone to admit a crime, or deliver information related to a crime, will receive a punishment of imprisonment for 3 months to 3 years. If acts of torture committed led to illness or injury of the person tortured, a minimum punishment by the law is one year of imprisonment. The expression used in the text of this law singles out “the slightest forms of torture”.

It should also be mentioned that the Syrian Arab Republic has joined the International Convention Against Torture and has presented its report on 3-4 May 2010 and relevant documents to the Committee.

The Syrian Arab Republic is committed to all the principles of the International Convention Against Torture and supports measures taken against torture and other cruel, inhuman or degrading treatment. In Syria, it is agreed that from constitutional, jurisprudential and legislative view points, when a treaty completes its ratification procedure of constitutional precedence over any legislative text in force, it is treated equally to any national legislation. When it is inconsistent with the text in question, it will rule over the existing text, as it will be considered as an improvement.

When we sum up the 1973 permanent Syrian constitution, especially the two articles number (71) and (104), we realize that it gives treaties a value equal to domestic Syrian laws. This means that when a treaty is concluded and properly approved by constitutional rules, even when it contradicts with an enforced domestic law, it will have an equal value to it.

Having said that, allegations that torture is performed routinely by Syrian law enforcement officers or that authorities tacitly encourage torture during

interrogations of suspects in places of detention are untrue, it has no legal or material evidence. Following Abolition of the State of Emergency Law, decree number (161) on 21 April 2011, and decree number (55) on 21 April 2011, the possibility of maintaining allegations of the existence of arbitrary detention or abuse of the law in any of our law enforcement institutions is no longer plausible.

Here is a list containing the numbers of cases of allegations of torture performed on detainees:

<i>courts</i>	<i>Number of cases</i>
Damascus Court	1
Damascus countryside court	5
Aleppo Court	1
Lattakia Court	1
Dair Al Zor Court	2
Hama Court	1
Idlib Court	none
Raqqa Court	none
Hasaka Court	none
Homs Court	none
Tartus Court	none
Dara Court	none
Swaida Court	none
total	12

Authorities conduct investigations in these cases under the judiciary system as they are usually cases involving suspects which accuse interrogators of torture in order to get less punishment for their crimes. If it proven that torture has been used, the investigation will be considered invalid. Confessions proven to be under torture are also invalid.

No valid confession can be obtained by torture. Yet, when this happens, it has no value without additional supporting evidence.

The general authority of the Cassation Court, which is the highest judicial authority, produces jurisprudence rules that have the status of legal rules. For fear of making a serious professional error, jurisprudence of the Cassation Court is respected by all judges. Cassation Court declared that the mention of a confession made by an accused of a crime in a police report is invalid, unless it is supported by additional evidence (The general authority of the Cassation Court, decision number 293, in the court case number 538 of the year 2005). It also stipulates that confessions in presence of law enforcement agents are revocable, it is not considered as legal proof of crime unless supported by additional evidence (Decision number 400, in the court case number 97 of 2005). A confession mentioned in a police document is not a basis for judgment and neglecting essential motives and other evidence pieces or refraining from discussing these elements is considered to be a serious professional error (Decision number 52, in the court case number 259 of 2006). Information obtained by force in police stations, although it might appear to be important for the investigation taking place, and might help to uncover the truth, is legally invalid, unless supported by additional pieces of evidence. Not taking into consideration

information obtained by force is not regarded as a serious professional error (Decision number 222, in the court case number 1097 of the year 2006).

Torture victims are authorized to claim compensational measures. Compensation is adapted to the extent of proven physical and moral damages, and is decided by courts on a case by case basis. It is mentioned in the law that individuals who commit unlawful acts leading to physical and moral damages are liable. According to Syria's civil code they are legally responsible for compensating their victims.

9. We have no records involving death as a result of torture during detention. Please provide us with your information related to this question, if you have any.

10. To answer to your question concerning the Committee of Judicial Inquiry established to examine and investigate crimes that occurred as a result of the ongoing events in Syria: A judicial committee was created following decision of vice-president of the Supreme Judicial Council, decision number (905/L) of March 31st, 2011 with the following:

- President: Judge Tayseer Qala Awwad / Syrian Republic General Prosecutor
- Member: Judge Mohamed Deeb Al Maqtaran / President of the Judicial Inspection Department
- Member: Judge Hassan Al Saeed / Attorney General of Damascus
- Member: Judge Ahmad Al Saeed / First Investigation Judge in Damascus

The mission of this committee is to immediately investigate cases of murder of a number of citizens in the Dara'a and Lattakia provinces.

On 31 March 2011, the day the committee was created, all its members moved to Dara'a province and proceeded to hearing witnesses, victims' family members, and people injured in the events, also, in collaboration with 'investigation judges and prosecutors from Dara'a. They have also examined cadavers of victims. The former mayor of Dara'a and a number of high ranking security services individuals were heard. The committee issued a decision regarding the former mayor and the former president of Dara'a Branch of political security office; they were both banned from leaving the country. On 2 April 2011, members of the judicial committee moved to Lattakia, collaborated with investigation judges and prosecutors, heard and included statements of victims' family members, witnesses and injured citizens in hospitals.

On 5 April 2011, committee members moved to Duma (Damascus Countryside) to start its investigation at the judicial center of Duma. Victims' family members, witnesses and injured citizens were heard...

On 19 April 2011, Vice Chief Justice issued decision number (1092/L), restructuring the judicial committee as follows:

- President: Judge Mohamed Deeb Al Maqtaran/ President of the Judicial Inspection Department
- Member: Judge Hassan Al Saeed/ Attorney General of Damascus
- Member: Mohamed Radwan Hijja / Third Referral Judge in Damascus Countryside
- Member: Judge Ahmad Al Saeed / First Investigation Judge in Damascus

On 21 April 2011, Committee members moved to Tartus, met with attorney general and the general prosecutor, they were informed of facts related to the events taking place in the province.

On 23 April 2011, Committee members moved to Banyas, proceed their work in collaboration with investigation judges and the general prosecutor. Victims' family members, witnesses and injured citizens were heard. The next day, the committee members moved to the village of Baida near Banyas. There they met with residents of the village, explained the mission of this committee and asked residents to give any information they might have about the recent events and cooperate with the Judiciary. Committee members observed at this point some acts of disturbance of the public order generated by citizens who refused to cooperate with the committee.

On 5 May 2011, the Deputy Chief Justice issued decision number (1421/L), altering article number (3) of decision number (905/L) of 31 March 2011. The description of committee's mission becomes "Taking on immediate investigations of the cases of murder against citizens among civilian and military personnel, or the cases of their injury, and all crimes related or resulted from it, this mission applies to all provinces of Syria, and the committee is authorized to receive complaints with this regard. All attorneys general, first investigation judge and the chief prosecutor general, who have the most seniority in every province, are to be considered members of subcommittees initiating investigations in their respective provinces and reporting to the main investigation committee.

To facilitate receiving of citizens, or their complaints, a physical location in Damascus with telephone, fax numbers and email address was chosen. Its contact information was published in all media. Today, the investigation committee operates from that location, while subcommittees work in their respective provinces.

11. In the subject of mass graves in Jisr al-Shughur: using different kinds of weapons and fire arms, hundreds of armed terrorists attacked a law enforcement office in Jisr al-Shughur. The terrorist group took control of the building, murdered all personnel working at that time, maimed and dragged their bodies by bulldozers to form piles of dead bodies in different locations. Piles were then covered with dirt and debris. This incident took place while terrorist groups took over the city of Jisr al-Shughur, terrorized its inhabitants and forced them to leave their houses and take refuge at the Turkish border, where tents were erected waiting for them. This incident was exploited by a massive misleading campaign conducted by media hostile to the Government of the Syrian Arab Republic. It portrayed refugees running away from armed terrorist groups as if they were running from attacks perpetrated by the Syrian army. When army forces eventually took control of the city, they arrested some members of the terrorist groups who indicated locations of mass graves that contained bodies of police and security services personnel. The bodies were dug out in presence of a number of press and media and members of accredited diplomatic missions in the country. Attached please find a visual record related to this incident. As for the judicial file, it is being completed by the competent judiciary department in the province of Idlib, administrative location of the city of Jisr al-Shughur.

12. In the claims related to the way crowds were treated by the Syrian authorities, we need to mention legislative texts related to the subject:

- (a) Legislative decree number (54) of the year 2011, related to regulating peaceful demonstrations in Syria – mainly considering the right to demonstrate peacefully as one of the basic human rights- is a decree in compliance with most world states' legislations in this regard, it regulates mechanisms of exercising the right to peaceful demonstrations, designates authority departments responsible for issuing permissions of peaceful demonstrations, it names a judicial authority reference to appeal decisions refusing to grant permit to demonstrate. It also contains texts related to forms of legal punishment when demonstrations do not abide by this decree or in case of riots.

(b) Syrian penal code articles related to prohibiting people's demonstrations and gatherings, articles number 335 and 339 as follows:

- **Article number 335:** All persons present in a gathering which is not of a private nature in its purpose or final objective, in relation to the number of individuals invited or present, or in relation to the location of the meeting, if it is in a public location or a location of a possible public access or a location visible by the public, when the person utters a riot calls or song, or displays an emblem that carries the potential of disturbing public security, or if the person participates in any other riot, is punishable by the law with a month to a year imprisonment and a 100 Syrian pounds fine.
- **Article number 336:** All rallies, or procession on public roads, or in location with public access is considered as a riot, and participants are punishable by the law with a sentence for one month to a year imprisonment.

This applies to three or more people, with the intent to commit a felony or a misdemeanor, and if at least one of them carries a weapon.

It applies to a gathering of seven or more people, with the intention to pressure the government into changing decisions or measures by means of public protesting.

It also applies to a gathering of around 20 people, who adopt an appearance that might disturb public peace.

- Article number 337:
 - 1- When people gather as described above, a law enforcement representative warns them and asks them to disperse.
 - 2- Participants who walk away before the warning of law enforcement representatives takes place are exempt from punishment adopted in these cases. It also applies to participants who immediately respond to law enforcement representative's warning and never use their weapons nor commit other misdemeanors.
- Article number 338:
 - 1- If force has to be used to disperse a gathering, legal punishment is of two months to two years imprisonment for participants.
 - 2- Those who use weapons, get a one to three years imprisonment sentence, in addition to a more severe punishment they might deserve.
- Article number 339:
 - 1- According to articles number 65, 82 and 88, related to misdemeanors mentioned in paragraphs 2 to 5 of this chapter, a possible sentencing could reach stripping participants of their civil rights, or a prohibition of residency within the country, or they might be expelled outside Syria.

Despite the description of riots contained in the previous paragraphs, illegal gatherings, demonstrations, sabotage and horrors committed by armed terrorist groups against citizens, in addition to setting fire to governmental institutions and public service buildings, our Law enforcement agents continue to escort all peaceful demonstrations, whether it had obtained permission to demonstrate or not, they protect protestors participating in any peaceful demonstration, they accompany all peaceful participants throughout the whole period of a demonstration, and only leave when demonstrators willingly disperse, and everyone goes back home safely. But when a demonstration deviates toward

adopting manifestations of violence, sabotage and setting fire to public service buildings, they are faced with an adequate number of unarmed law enforcement agents with a mission to control the situation. In this case when few individuals initiate shooting at the police as well as other protestors in order to create confusion and discredit the Syrian general authorities, law enforcement agents usually move away from the demonstration to avoid clashes with terrorists, in order to prevent more fire arm shootings that might hurt protestors. Law enforcement agents are not allowed to use fire arms under any circumstances, except to react in self defense while fighting terrorist groups, or when these groups terrorize and mass-murder other citizens in locations where law enforcement agents happen to be. The Strategy followed by law enforcement agents in dealing with the few peaceful demonstrations and the bigger number of riots since the begging of events in Syria is to adopt unlimited self control. This strategy, paired with strict orders not to use fire arms – even with riots- has resulted in murders of hundreds of officers and law enforcement agents, and thousands were injured by fire arms, swords and knives used by terrorists. There is no immunity for officers and other law enforcement members who break orders, or exceed the power granted to them, in doing so, they expose themselves to severe punishments according to the penal code. In the subject of rescuing the injured and provide them with the appropriate medical attention, the competent medical emergency bodies equally perform services destined to all citizens in need of medical attention, whether they are peaceful protestors, terrorists or law enforcement agents, In support of this policy. Orders are to refrain from arresting any injured person who is transported to a hospital, regardless of this person's extent of criminal actions conducted during demonstrations during which he was injured.

13. The Ministry of Justice in Syria conducts a continuous, methodological and effective operation of monitoring and inspection of all Syrian prisons. This procedure complies with regulations of penal courts mentioned in article (421) to (425) as follows:

Article **421**: regulating prisons and detention places in a decree issued by the Council of Ministers.

Article **422**: both the judge of peace and the investigation judge are asked to inspect all detainees once a month, as for penal courts presidents, they need to do it once every three months.

Article **423**: Penal courts presidents, investigation judges and the judges of peace are authorized to give prison guards orders to undertake measures related to investigations and court cases.

Article **424**: Every person with information about a detention location other than those allowed by the government is asked to communicate this information to the attorney general, vice attorney general, or to the justice of peace.

Article **425**:

1- When the attorney general, or vice attorney general, or the justice of peace get informed about such illegal detention locations, they are asked to immediately go and release any detainee that might be on location.

2- If they discern a legal reason for this person's detention; the detainee should be transferred to the custody of the general attorney or the judge of peace immediately.

3- A record of the situation should be established.

4- If they neglect to perform the points previously mentioned, they will be persecuted as they will be considered partners in the crime of unlawful imprisonment.

14. In the subject of Syrian citizens of Kurdish origin, a legislative decree number (49) dated 7 April 2011 was issued: Kurds of Syria could apply for citizenship. They will be granted citizenship and will benefit in all levels and in all areas from all civic rights – and duties- of full Syrian citizenship. Thousands of Kurds of Syria have been granted Syrian citizenship since.

15. In the subject of the ongoing reform process, new laws are on the way to being issued, the new general election law, and the parties law are approved by the Council of Ministers, we would like to share the steps taken so far in developing the new general election law to illustrate how any of the new legislations in Syria is structured in compliance with the best laws in action anywhere else in the world:

Syria's prime minister has issued decision number (6186) dated May 8th, 2011, including the creation of a committee to prepare a project of the new general election law in compliance with the highest known standards, the committee was given two weeks to complete its mission... committee's members are:

- Dr. Najm Al Ahmad – Deputy of Minister of Justice
- Hassan Jalali – Deputy Minister of interior
- Mahmoud Saleh – Legal Advisor at the Council of Ministers Presidency
- Dr. Mohamed Yousef Al Hussain – Professor, University of Damascus, Law School
- Dr. Jamilah Shurbaji – Professor, University of Damascus, Law School
- Dr. Mohamed Khair Al Akkam – Professor, University of Damascus, Law School
- Fawzi Mahasneh – advisor, Ministry of Local Administrations
- Khaled Kamel – Director of Councils, Ministry of Local Administrations

Based on the above decision, note the following:

- The committee met daily until the project of the law was completed.
- The committee viewed different states laws, like France, Belgium, Egypt, Algeria, Jordan, Iraq and Palestine.
- The committee viewed Syrian laws both inactive and the active ones.
- The committee heard a number of professionals in Law (College professors, judges, lawyers) with different expertise and ages, their contributions and opinions had a great influence on the project of law.
- The committee completed its mission one day ahead of the scheduled time.
- the project of law was published in the official website of the Council of Ministers, and individual ministries websites (Ministry of Justice, Ministry of Interior, Ministry of Local Administrations), visits to all these websites exceeded 34'000, 3'400 of them left written comments.
- All comments were viewed, and some were taken into consideration because they showed the kind of objectivity the project of law could benefit from, the UNDP project's contribution was valuable, all the observations submitted by UNDP were taken into consideration.

To illustrate commitment to global standards, these are the essentials of what the project of law included.

A unique election law:

As it is the case in other countries, the project of law includes all substantive provisions to regulate the process of electing members of the Parliament and members of Local Administrations Councils in one Law.

Goals:

To organize substantive provisions aimed to regulate the process of elections, and to provide a safe electoral process, and to ensure candidates' right to monitor elections. The bill also included terms related to punishment of abusers, and vote manipulators, in addition to securing all essential social segments' representations.

To create an independent electoral management, with integrity, in compliance with international standards: Securing integrity of elections is achieved through the process of implementing regulations on the ground; this requires the presence of an impartial third party in charge of ensuring the legal application of regulations, thus, in no way a party should be competitor and arbitrator. Likewise, those who organize and manage elections should hold no special interests related to the outcome of elections. This led the bill to appoint the judiciary to supervise elections' management, a Supreme Commission for Elections will be charged with this task, and provinces sub-committees will be formed by the juridical. The Executive authorities were left with fewer administrative tasks.

Independent Electoral Commissions:

According to international standards which require an independent electoral management with integrity, the project of law singled out the texts referring to the composition of independent, impartial Electoral Commissions, responsible for organizing and managing the electoral process in all its stages, on all levels. In this regard, competencies and responsibilities that reflect the higher levels of credibility and integrity in the electoral process were identified.

Electoral Districts:

Thinking the concepts of the philosophy of representation in both assemblies from a political and constitutional view points, whether in Parliament or in Local Councils, we were careful to describe larger constituencies for parliamentary elections, for the members of Parliament usually don't represent specific geographic areas, they are representatives of all the people. As for Local Administrations elections, smaller constituencies were described in order to fit with local representations concept.

Nomination conditions:

Nominated candidates need to have obtained Syrian citizenship for a minimum of 10 years (previously 5 years) except those who were included in the decree number 49 of the year 2011 (related to the year 1962 problematic population census) as they can be immediately nominated regardless of the 10 years citizenship condition.

Election campaigns:

In the project of law, election campaigns are regulated in a way allowing candidates to access various media in order to have a reasonable possibility for communicating their individual programs to the public.

Monitoring electoral process :

Throughout all phases of the electoral process, starting from committees' work, to election, vote counting and all the details related to the electoral process, and ending with

announcing elections' results, the bill grants candidates and their representatives the right to monitor election process, to make sure of its integrity, and confirm the absence of fraud and manipulation.

Electoral crimes:

In order to reassure all parties involved, a special chapter in the project of law was designed to single out possible offenses related to elections. Every action or absence of action under this possibility was described, the scope of electoral crimes accurately determined, including criminalizing acts aiming to harm the components of the electoral process.

Electoral disputes:

The Project of law refers to specific bodies with competencies to be put in the service of both candidates and voters, where they can directly address legal complaints related to the electoral process. They have the possibility to challenge election or nomination committees, as well as subcommittees, or election results in its final form before the competent judicial authorities. In all these cases, short deadlines were set for both appeals and the decisions made by authorities, in a way to avoid affecting the electoral process, while ensuring protection of the rights of all parties involved.

- A ministerial committee was established to review the finalized the Law project.
- The project of law was approved by the Council of Ministers, and is being prepared for its release.

16. Please find attached legislative texts and the bills mentioned in this document, in addition to 9 CDs including a refutation of the crime of killing Hamza Al Khatib according to his family, in addition to the subject of mass graves in Jisr Al Shughur, and acts of sabotage and terrorism in some provinces, and the confessions of some members of armed terrorist groups describing how they have committed their crimes.

Forth: In conclusion, the government of the Syrian Arab Republic reaffirms its commitment to cooperate with you on all levels, to answer your questions and to help with your mission in order to reach the truth about the issues of your inquiry in order for you to form a just and impartial opinion away from the influence of biased sources, who portray themselves as human rights defenders but whose sole intent is to discredit Syria in order to serve their own unlawful goals.

We are taking steps in our ongoing legislative and political reform, in concordance with standards and principles established by the Syrian constitution and in conformity with internationally established norms. We also capitalize on our interaction with you, and hope it will remain positive, fruitful and exiting.

Annex VI

**Note verbale dated 16 August 2011 from the Permanent
Mission of the Syrian Arab Republic addressed to the Office
of the United Nations High Commissioner for Human Rights**

Mission Permanente
De La
République Arabe Syrienne
Genève

الجمهورية العربية السورية
البعثة الدائمة لدى مكتب الأمم المتحدة
جنيف

N° 435/11

Geneva, the 16th of August 2011

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the Office of the High Commissioner for Human Rights, and in reference to its communication dated 10 August 2011 which included the report of the Office of the High Commissioner for Human Rights Mission to Syria, has the honour to convey to the Office of the High Commissioner the response of the Syrian Government to this report.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic avails itself of this opportunity to renew to the High Commissioner for Human Rights the assurances of its highest consideration.

United Nations
The Office of the High Commissioner for Human Rights
Palais des Nations
CH 1211 Genève 10

إضافة إلى المعلومات التي سبق للجمهورية العربية السورية وأن واقفكم بها، والتي تتضمن عرضاً شاملاً لتحقيق الأحداث في سورية، أقدم فيما يلي المعلومات التالية استكمالاً لما سبق تقديمه وتوضيحاً لما ورد في تقرير المفوضة من ملاحظات:

كالت الحكومة السورية قد قدمت ردودها على استئلة المفوضة المسامية حول الأحداث الجارية في سورية وما انتهت السلطات السورية من إجراءات لمعالجة المسائل التي نتجت عن هذه الأحداث قبل الانتهاء من الموعد المحدد للضمين الرد السوري على هذه الأجوبة في التقرير الذي ستقدمه المفوضة إلى مجلس حقوق الإنسان حول الأوضاع في سورية. ومن المؤسف أن تقرير المفوضة التالي لم يتضمن موقف سورية من الأحداث، والذي تم شرحه بشكل واضح في تلك الردود. وإن عدم تضمين المعلومات الواردة من الحكومة السورية واعتماد المفوضة السامية على المصادر المفترضة فقط تخلق حالة من عدم الثقة وعدم المصداقية في مهنية عمل المفوضة خصوصاً وأن سورية قدمت بكل ما لديها من معلومات موثقة حول المواضيع المثارة.

أعتقد للتقرير على مصدر واحد هو بعض من السوريين المعارضين في الخارج والمطوريين للعدالة بعد أن فهم جزءاً من مسئلة روجت الناس وفريقاً إلى الخارج وهم الذين خرجوا قسراً على أي دليل أو مستند قانوني وغير من وجهة نظر أهلية الجانب أيسر لها مصداقية يمكن الركون إليها، فعلى سبيل المثال فإن ما تحدث عنه هؤلاء عن فرار آلاف السوريين خارج القطر هو قول يلتزم إلى المصداقية، فما جرى أن نحو عشرة آلاف شخص قد نصبت لهم الخيام على الحدود التركية قبل شهر من وقوع الأحداث، وقد هجرة منهم وقرأهم قبل أي تواجد أممي أو عسكري هرباً من المصداقية للمستلم، وحيثما أعادت السلطات المفتصة الأمن والاستقرار إلى المنطقة عاد أكثر من عشرة آلاف من هؤلاء إلى منبهم وقرأهم، وهم يعيشون الآن حياة مائدة ومستقرة، وأم يبق في الخارج إلا من استخدام السلاح واللطف المنظم.

ورد في الإطارات القانونية لتقرير المفوضة ثلاثاً صارخاً، ففي جانب منه أشار التقرير إلى التزام سورية بالعديد من الاتفاقيات والعهود الدولية. وفي جانب آخر تحدث عن انتهاكات سورية لهذه الاتفاقيات. وهذا الجانب الأخير متناقض للحقيقة. لأن اعتقال كل من يخالف القوانين والأنظمة وتقديمه للعدالة أسلوباً لا يعد خرقاً أو انتهاكاً لتلك الاتفاقيات الدولية أو القوانين الوطنية.

لا توجد في سورية، كما ورد في التقرير، أقلية تمتلك السلطة وتقمع المتظاهرين، إلا أن تأثير معدي التقرير والحيالهم لشهادات من تمت مقابلتهم ممن يطلقون على أنفسهم شهداء حيوان وهم في الحقيقة بغاليتهم فارين من وجه العدالة لما اتفقوا من جرأهم الأمر الذي ينأى بالتقرير عن المصداقية إن التدخل السائر من قبل معدي التقرير لأعضاب السبيح الوطني السوري ووصفها بأهلين أو أقلية هو وصفه لتخريب سورية ناهيك عن كونه أصلاً غير مقبول (ملاحظة).

يحدث التقرير كذلك عن ضحايا وشهود عيان من مدنيين وعسكريين معتمداً على معلومات وردت عبر تقارير صحفية، ومع أن التقارير الصحفية ليست مرجعاً يمكن الاستناد إليه في إعداد تقرير دواية في مواجهة الدول فإن التقرير لم يوضح ما إذا كان هؤلاء ضحايا بالفعل وشهود لهم مصداقيتهم أم أنهم طرف في المعاملة وجزء من منهج من العنف المنظم. كما أن رفض المعلومات التي توفرها الحكومة يعني أن مفوضية حقوق الإنسان لا تتعامل مع دول بل مع تكتلات وجهات، محاذية لسورية كمصدر لمعلوماتها. وفي هذا يضعف الدور الدول ومصداقيتها.

والقول المتقدم بصرف أيضاً على مقابلي الفيديو الواردة من منظمات غير حكومية أو المنشورة عبر وسائل إعلام كانت جزء من الحملة التضليلية والتهميشية في مواجهة سورية ولجيت دوراً في تهميش السوريين على الاعتقال اللطفي فيما بينهم معاملة جنيئة أن هؤلاء مئات المنطاع المصورة التي تكتبت بشاعة للجرائم التي أقيمت عليها المجموعات الإرهابية المسلحة من قتل وأعضاء وتطبيع للأوصال ومقابر جماعية وسجلت أركبت

بحق العسكريين ومدنيين من قبل هذه الجماعات. وفي كثير من الأحيان كانت بعض من وسائل الإعلام تستخدم الأمور حول ما يجري في سورية غير أخبار كاذبة ومفترقة جرى فضحها عبر وسائل الإعلام السورية، ومن ذلك إصطاء مطبوعات معاكسة لحقيقة الأمور أو عرض صور لمظاهرات جرت في دول أخرى على أنها جرت في سورية، وهناك حقيرات المقاطع المصورة التي تثبت هذا الأمر بشكل واضح لا لبس فيه ولا غرض كنا قد أرسلناها إلى الملوونية.

إن سورية ملتزمة بتطبيق القانون الدولي وهي طرف في معظم الاتفاقيات والبروتوكولات الخاصة بحقوق الإنسان متقدمة بذلك على العديد من دول العالم معاملة سلسلة متتالية من الإصلاحات الهادفة إلى إحداث تغيير شامل في سورية نحو مستقبل أفضل، ملقبة حالة الطوارئ في وقت كانت بحلجة فيه إلى الإتياء عليها لأن ما جرى في سورية على الأرض من قبل المصالحات الإجرامية المسلحة يفوق حدود التصور والتوقعات لجهة الفوضى والاضطراب والعنف المؤبد في بعض من الأحيان دولاً وإقليمياً وهو ما يشكل تدخلاً سافراً في الشؤون السورية الداخلية من قبل بعض الدول خلافاً للقانون الدولي والأعراف والمواثيق الدولية. كما ألغت الحكومة محكمة أمن الدولة العليا وبشكل لجان إصلاحية أنجزت مهماتها بما يعزز رؤية التنمية والتطوير في سورية وتبعاً لذلك صدرت ثلاثة مراسيم تشريعية تتعلق بملح حق عام وشامل من الجرائم يستند إلى جرائم الخيانة والتجسس

والإرهاب والاقتصاص وهي المرسوم التشريعي رقم ٢٤ تاريخ ٢٠١١/٧/٢٧ والمرسوم التشريعي رقم ٢١ تاريخ ٢٠١١/٥/٣١ والمرسوم التشريعي رقم ٧٢ تاريخ ٢٠١١/٦/٢٠ وكان حصيلة الموقوفين ممن شملتهم هذه المراسيم وأطلق سراحهم فوراً تصل إلى ١٠٤٢٣ شخصاً مع التفرقة بأن هذا الرقم لا يشمل المخالفات والجنح المفصولة التي تعد بعشرات الآلاف استناداً أصحاحها من هذه المراسيم كما لا يشمل الدعاوى قيد النظر في الجنايات حيث طال المعون نصف العقوبة الجنائية إلا عند صدور الحكم فضلاً عن عدد كبير ممن يطالبهم العفو جزئياً وكافة من أبرز الجوار الوطني الشامل بين أطراف المجتمع السوري كافة هو السبيل الأمثل للإصلاح والتطوير من أجل الوصول إلى الأهداف المرجوة في الارتقاء نحو الأفضل في المجالات السياسية والتشريعية والاجتماعية والاقتصادية فقد صدر للقرار الجمهوري بتاريخ ٢٠١١/٦/٢٢ القانوني بتشكيل هيئة مهمتها وضع أسس لحوار وطني وحديث آلية عمله وبرنامج عمله.

وقد دعت هيئة الحوار الوطني إلى لقاء تشاركي في الفترة ما بين ١٠ إلى ١٢ تموز ٢٠١١ ضم مجموعة من رجال السياسة والفكر والمجتمع والناشطين الشباب من مختلف الأطراف الشعبية وللجهات السياسية في الوطن للتدارس والتشاور من أجل الخروج بتصورات ومقترحات للوصول بالحوار الوطني إلى النتيجة المتوخاة. وناقش اللقاء التشاركي طبيعة المرحلة الحقة التي تمر بها البلاد والمعالجات السياسية والاقتصادية والاجتماعية المطلوبة مع استشراف الأفاق المستقبلية والاهتمام بالقضايا المعيشية للمواطنين. وقد خلص المشاركون على توصيات عديدة منها:

- أن الحوار هو الطريق الوحيد الذي يوصل البلاد إلى إنهاء الأزمة.
- ضرورة إعلام قيمة حقوق الإنسان وصونها وفق أرقى المعايير الدستورية والإتصالية والتشريعية والتوصية بإنشاء مجلس أعلى لحقوق الإنسان في سورية.
- وضرورة الإفراج الفوري على جميع المعتقلين السياسيين ومعتقلي الرأي الذين لم يرتكبوا جرائم يعاقب عليها القانون.

ومن القوانين الإصلاحية الأخرى:

- ١- المرسوم التشريعي رقم ٥٥ تاريخ ٢٠١١/٤/٢١ المتضمن اختصاصات الضابطة العدلية في بعض من الجرائم لجهة جمع أدلتها والاستماع إلى المشتبه بهم فيها ومدة التفتيش.
- ٢- المرسوم التشريعي رقم ٥٤ تاريخ ٢٠١١/٤/٢١ المتعلق بتلافي حق التظاهر السلمي بوصفه حقاً من حقوق الإنسان الأساسية التي كفلها دستور الجمهورية العربية السورية.
- ٣- المرسوم التشريعي رقم ٤٣ تاريخ ٢٠١١/٤/٢١ المتضمن إنشاء محكمة أمن الدولة العليا.
- ٤- المرسوم التشريعي رقم ٤٦ تاريخ ٢٠١١/٤/٢٧ المتضمن منح الممجلين في سجلات أجانب الحصانة من الأكراد الجماعية العربية السورية.

٦. المرسوم التشريعي رقم ٤٦ تاريخ ٢٠١١/٤/٣ المتعلق بتشغيل المتقاعدين في الدولة والقطاع العام والمنظمات الشعبية من المدنيين والعسكريين بالتأمين الصحي.

٧. المرسوم التشريعي رقم ٤٣ تاريخ ٢٠١١/٣/٢٤ المتعلق بالتملك في المناطق الحدودية.

٨. المرسوم التشريعي رقم ٤٠ تاريخ ٢٠١١/٣/٢٤ المتضمن زيادة الرواتب والأجور للعاملين المدنيين والعسكريين في الدولة.

٩. المرسوم التشريعي رقم ٦٢ تاريخ ٢٠١١/٦/٥ المتعلق بتثبيت العمال المؤقتين.

١٠. المرسوم التشريعي رقم ٨٤ تاريخ ٢٠١١/٧/١٣ المتعلق بالانتماء الإجتماعية.

١١. المرسوم التشريعي رقم ١٠٠/١٠٠ تاريخ ٢٠١١/٨/٦ المتضمن قانون الانتخابات العامة.

وقد أنجزت الحكومة قانون الإدارة المحلية وقانون الإعلام اللذان سيصدران خلال أيام معدودة كما صدرت العديد من المراسيم للتطبيق ومنها على سبيل المثال المراسيم تتعلق بملع دورات إضافية للطلاب في جميع مراحل التعليم، وإحداث شركات جديدة وكيانات جديدة في مختلف الجامعات.

كما كانت الحكومة العديد من الأبحاث من كبار المختصين ومن ذلك:

- ١- لجنة التحقيق في الجرائم المرتكبة بحق المدنيين والعسكريين وجميع الجرائم ذات الصلة المرتبطة بالأحداث التي تشهدها سورية.
 - ٢- لجنة لوضع الرؤى والتصورات المتعلقة بالنسبة لجهة بيان أسبابه والعوامل المؤدية إليه وكيفية الوقاية منه وآليات تعزيز مبدأ النزاهة.
 - ٣- لجنة لوضع قانون الإعلام.
 - ٤- لجنة للإصلاح القضائي.
 - ٥- لجنة للإصلاح الإداري.
 - ٦- لجنة للحوار الوطني.
- وعبر ذلك العديد من المراسيم التشريعية والتطبيقية والقرارات الإستراتيجية مما لم تشر إليه المفوضية في التقرير.

- إن حصول الأجهزة للمسؤولية كاملة عن الأحداث في سورية هو أمر يخالف الحقيقة والمطلق ويتطرق إلى المواضيع من وجهة نظر أحادية الجانب ومن واجب الأجهزة الأمنية في أية دولة من دول العالم تحقيق الأمن والاستقرار للمواطنين وإعادة الهدوء والأمان وحماية الممتلكات العامة والخاصة، خاصة بأن الغالبية العظمى ممن سقط في الأحداث هم من رجال الجيش والشرطة والأمن على أيدي العصابات المسلحة، وغالباً ما تم الابتداء على هؤلاء في أماكن عملهم أو أثناء وجودهم لمسافة المقطعين، إلا أنهم كانوا هم والمعتقلين على حد سواء عرضة للإطلاق النار من مسلحين مثمين تجاهلهم تقرير المفوضية كلها.

- ومن المفطحات أيضاً الحديث عن إصلاحات اقتصادية متوقفة في الوقت الذي تشهده فيه تقارير المنظمات والمؤسسات الدولية التي ساهمت في برامج إصلاحية عديدة بسورية وأكنت بأن الإصلاح الاقتصادي الذي حصل في سورية غير مبعوث في دول المنطقة لجهة اعتماد معايير اقتصادية جديدة منها:

- اقتصاد السوق الاجتماعي.
- الانفتاح الاقتصادي على مختلف دول العالم.
- والذي انعكس بوضوح في زرع مستوى المعيشة وقلص من مستويات الفقر وحد من الفوارق التكموية بين مناطق سورية، وتؤكد هذا الأمر تقارير بعثات صندوق النقد الدولي إلى سورية.
- فضلاً عن عشرات المراسيم التشريعية التي دفعت حجلة الإصلاح الاقتصادي في سورية قدماً مع التوزيع بان قوة الاقتصاد السوري لا تعتمد في منطقة بذاتها إنما لكل منطقة جغرافية قوتها الاقتصادية الخاصة بها.
- ليس صحيحاً بأن الأكراد ظلوا مهينين عن السلسلة والحياة المدنية حتى عام ٢٠١١ فما جرى باتار ٢٠١١ هو ملح عشرات الآلاف منهم للجيش السوري، وهو أمر لم تقبله أية دولة أخرى إزاء أحزاب متهمين على

أراضيها، وقد ظل المبرورون من أصل كردي طوال تاريخ سورية يقتلون أعلى المناصب السياسية والمilitaria والعسكرية، ويمكن بيان ذلك بشكل مفصل إذا رُغبت للموضوعة بذلك.

- من الغريب أن يقال أن قيام المظاهرات في درعا سببه استغلال المصلحة بينما كان معطلاً في يد المظاهرات هو المطالبة بإصلاحات محددة، كما أن تقرير المفوضية يشير لاحقاً إلى أن القرار الأول قد أطلقت من درعا بعد سجن مجموعة من الأطفال وهذا يعني كذاقضا فاضحا طالما تكررت في حقيقات هذا التقرير، وذلك قبل أن تستغل المصالحات المسلحة هذا الحراك القوي لصنع في إطلاق النار على المدنيين والعسكريين مع التتويه بأن محافظة درعا تضم عدد كبير من المسؤولين في الدولة وهو ما يمكن أيضا إتهامه مفصلاً إذا رُغبت للموضوعة بذلك.

- إن مصطلح (الشبيحة) الذي ورد في التقرير هو مصطلح مختلف من قبل المليشيات المسلحة، وبعض وسائل الإعلام المضللة التي روجته في تقاريرها بهدف تجميع الفتنة بين شرائح المجتمع، إنما في بعض من المناطق التي استباحتها المجموعات الإرهابية المسلحة وبسبب الفراغ الأمني الذي حصل مؤقتاً في تلك المناطق قام الأهالي بتشكيل أجان شعبية سلمية ليس لديها أي نوع من أنواع الأسلحة تعمل على حراسة الممتلكات العامة والخاصة.

- صحيح أن هناك نحو ١٩٠٠ شهيد إلا أنه ليس صحيحاً أن جميع هؤلاء من المدنيين بل أن القسم الأكبر منهم هم من رجال الجيش والشرطة والمواطنين الذين ذهبوا ضحية أعمال القتل التي أقدمت عليها الجماعات الإرهابية المسلحة.

- فيما يتعلق بمدينة حماة لم يعتمد الجيش على احتلالها فهو جيش سورية الوطني وليس جيشاً اجنبياً، بل تعاون مع القوى الأمنية للتحقيق من المسلحين والمتطرفين الإرهابيين الذين حاولوا إلى مدينة إدلب بعد ترويع سكانها واضطراب أرواحهم لاضطرابها حفاظاً على أرواحهم وهذا ما خلق أوتيلها لدى الأهالي بكون الجيش الذي أعاد الهدوء والحياة الطبيعية وهذا ينطبق على العديد من البلدات التي حاول المجرمون تثبيت حالة الرعب والخوف فيها، وقد لجأت الدولة إلى الاعتماد على قوات الجيش لأنه لا توجد لديها قوة شرطة مختصة بمقاومة الشغب والتمرد والإرهاب ولم يستخدم الجيش أي من مصادره الثقيلة لإيذاء المواطنين بل لحماية نفسه من المسلحين والإرهابيين.

- حينما تحدث التقرير عن جسر الشغور أشار إلى ٢٠ قتيل ومائتي جريح متجاهلاً تماماً حقيقة أن الإرهابيين المسلحين قد قتلوا بوحشية قل مثيلها جميع عناصر الأمن الموجودين وفي المنطقة والبالغ عدده ١٢٠/ عتصر! ودفنهم في مقابر جماعية جرى الكشف عنها بمعرفة بعض من الإرهابيين الذين ألقى القبض عليهم ويحضور ومراى عدد كبير من الدبلوماسيين والصحافة العالمية.

- مع التتويه بأنه لم يلقى القبض على أي متظاهر سلمية، وغالباً ما يتم الإفرار من المظاهرات بشكل مخالف للقانون من قبل القضاء خلال خمسة أيام على الأكثر، وإذا كان هناك معتقلين سلميين على خلفية المظاهرات فخرجوا مؤلفاتاً باسمهم أما الإدعاء بالتحريض فهو إدعاء عار عن الصلحة تماماً ومبالغ به وذلك فإن عدد الحالات للموضوعة أمام القضاء هو ١٢ حالة كنا قد بيناها سابقاً في الكتاب السابق المزمع للموضوعة.

- لا توجد أية أوامر بإطلاق النار ضد المتظاهرين السلميين إنما على العكس من ذلك الأوامر هي عدم حمل السلاح أثناء مواكبة المظاهرات السلمية.

- لم تستخدم الأسلحة الثقيلة والعوامات في أية مواجهة مع المصالحات المسلحة، وكل ما ورد في التقارير كان مضللاً وغير صحيح ويهدف إلى تشويه سمعة سورية ومناورتها للاقتضاض عليها لأهداف سياسية أصبحت معروفة للعالم.

١- إن الحكومة موصومة وجادة في عدم جوار استخدام أو تهديد أي مواطن سوري للتعبيل، ولجنة التحقيق القضائية الخاصة أخذت خطوات مباشرة لمقاطعة كل من يثبت انتهاكه لحقوق الإنسان وكل من يثبت تورطه في اختيال المدنيين والعسكريين على حد سواء.

٢- أما بشأن عودة المهجرين فليس هناك أي حجة تحول دون حولتهم ويقدم لكل من يعود كامل التسهيلات اللازمة، وقد سمحت للجسطين بدخول المناطق الساكنة.

٣- أما بالنسبة للسماح لمنظمات حقوق الإنسان بالدخول إلى سورية وإجراء تحقيقات عن حقوق الإنسان فإنه أمر يفكره الدولة وفقاً لاعتبارات السيادة الوطنية وفي الوقت الذي تراه مناسباً.

٤- ومن الناحية الإجرائية نجد أن تقرير اللجنة يخرج عن الإطار القانوني الذي وضعه القرار S-16/1 في جوانب عدة أهمها:

١- عدم الالتزام بمنطوق القرار S-16/1 حول "قيام اللجنة بتحقيق وتقديم تقرير مفيد ولو مصداقية".

٢- تم تكليف إطار القانوني للانتهاكات التي ارتكبتها هؤلاء وفقاً للقرارين ١٥ و ١٧ من التقرير باعتبار أنه يمكن أن ترتقي بعض هذه الخروقات لمستوى الجرائم ضد الإنسانية. إذ يحظر هذا التكليف خروجاً عن ولاية اللجنة التي تلحصر بجميع المعلومات وليس للتوصيف القانوني للخروقات.

٣- تقديم توصية إلى مجلس الأمن الدولي في حين تكمن علاقة المفوضية مع مجلس حقوق الإنسان.

٤- تقديم توصية لجامعة الدول العربية وكأنها إحدى المؤسسات التي تقع المفوضية.

٥- إن سورية إذا تقرر علنياً الدور المسند إلى المفوضية السامية لحقوق الإنسان، والمهمات المطلوبة بها توجب أن تلتزم المفوضية بحل الخلاف وأن تلخّص جميع الرؤى وجهات نظر الأطراف جميعاً، وتحلها بموضوعية ودون التحيز إلا للجوانب الإنسانية، وأن تكون جهة محايدة مستقلة لا تضع رؤى وتصورات مسبقة دون تدقيق أو تحليل، وإن يد الحكومة المهورية مندودة إليها من أجل تعاون مخلص يضع الأمور في نصابها الصحيح، علماً بأن الحكومة الآن بشأن إعداد ملفات قضائية متكاملة مستندة بها إلى المفوضية وغيرها من الجهات الدولية المستقلة والمختصة تثبت تورط دول ومجموعات وأفراد في تلجيج الأوضاع الداخلية، والفئة الطائفية ودعم العصابات الإرهابية المسلحة بما يتوخى دعم الاستقرار الداخلي والوحدة الوطنية والتدخل السافر في الشؤون الداخلية للدولة وتقديم الدعم المادي والمعنوي للمصالحات الإجرامية التي استولحت البلاد وقتلت المدنيين والعسكريين وخلقت حالة من القوضى والاضطراب والحلف المنظم.

لتأنيح عمل اللجنة المكلفة بموضوع حمزة الخطيب

بناءً على الأمر الإداري رقم ٩١٢/ص تاريخ ٣٠/٥/٢٠١١ المتضمن تشكيل لجنة برئاسة اللواء حيد الكريم سليمان معاون وزير الداخلية وعضوية كل من:

- السيد محمد درويشة، مدير إدارة الأمن الجنائي.
- السيد محمد كنجر، النائب العام العسكري.
- السيد عبد العزيز الشلال، قائد الشرطة العسكرية.
- السيد رالد جازم، رئيس فرع التحقيق بوزارة الأمن الجنائي.

مهمتها: التحقيق بموضوع الإدعاءات المتعلقة بوقوع أعمال عنف وشدة وتطبيب على جثة الطفل حمزة

الخطيب. اجتمعت اللجنة بكامل قوامها في مكتب رئيسها يوم الثلاثاء الواقع في ٢٠١١/٥/٣١ الساعة الثامنة صباحاً، وبالمداولات تقرر القيام بالإجراءات التالية بغية الوصول للحقيقة.

١- انتقلت للجنة بكامل قوامها إلى مستشفى تشرين العسكري - قسم الطب الشرعي وفي القسم المذكور وبدء على تكليف مدحا أخصرت الصور. الطوبوية المأخوذة لجثة المتوفي الحدث حمزة الخطيب، وباختصار تبين لها ستة صور مأونة لهذا الحدث المتوفي مثله على كرتون مقوى بلون أبيض تحمل رقم تسجيل ٢٠٢/٧٥٧ صادرة عن الشرطة العسكرية الأدلة القضائية/ قسم التصوير الجنائي ومعرفة هذه الصور بتكوين رقم ٢٢ على كل منها، وهذه الصور بوضعية مختلفة وعيبب تعريفها برقم ٢٢ كون الجثة كانت مبهولة قهرياً، وبعد الاطلاع على الصور جرى منسها للتحقيقات القائمة لدينا حسب الأصول.

٢- طُلبت نسخة من محضر الكشف على جثة المتوفي الحدث حمزة الخطيب المعدة من قبل اللجنة الطبية للتلوية والمؤلفة من السادة الأطباء: أكرم الشمار - صسام أحمد - إسماعيل كروان، وبإحضار الخبرة تبين لنا أنها مؤلفة من أربعة صفحات مطبوعة والتي جاء فيها بالحرف الواحد:

تقرير خبرة طبية شرعية تلوية حول وفاة المولود حمزة الخطيب

الوصف الظاهري:

- الجثة تعود للجنس /ذكر/ في العقد الثاني من العمر بدين جداً معبكل البلول جنطي البشرة شعر رأسه اسود يسلول ٤ مم.
- الجذبان صلبتان والمدككتان متبستان بشكل كامل وتكافر في الجانبين.

- الجهة تؤدي صملاً. مونتياً ورزقة رمية خفيفة متوضعة في الأقسام الخلفية غير الاستنادية من الجذع والأطراف.
- الجهة. ملبحة بالصماء وهي مسحات متكئة سطحية خفيفة في مستوى الجهة اليمنى والأخيلان والخذ الأيمن وهي ناجمة عن سقوط أثناء الاحتضار. وليس لها علاقة بالوفاة.
 - بالاحظ أن الجهة لا تتناسب مع العمر المتوفى ويبدو طول في قياسات الجذع وعرضه وزيدته في حجم الشدين، صدر في حجم المصنيتين وكبس الصفن وصغر في حجم القضيبي وغزور القضيبي داخل الصفن.
 - كما يلاحظ غياب كامل للإشعار من الوجه والشاربين وتحت الإبطين وناحية العانة.

وتؤدي الجهة الإصابات التالية:

- لقد تم فحص الجثة من المستوى السفلي للعضد الأيسر وخرجت به بقعة دم في الثلث العلوي (الداخلي) للعضد الأيسر.
- ١ - تم دخل دخولاً ثانياً إلى البدن في الصدر الجانبي المتوسط وخروج خروجاً بـ (٠ سم).
 - ٢ - مرمى ناري دخل في الخاضرة اليمنى العلوية وخرج في الظهر السفلي الأيمن الوحشي.
 - ٣ - مرمى ناري دخل في صدره وخرجه في مستوى الثلث للعضد الأيمن.

ولا تؤدي الجهة :

- أية آثار لعنف أو شدة أو مقاومة أو ضرب أو تشذيب من كدمات، مسحات طفوية، جروح قاطعة طعنية أو وخزية، كسور عظمية أو جروح مفصالية أو فوهات لمرامي نارية أخرى سوى ما سبق ذكره بالتفصيل أعلاه.

المناقشة :

- لقد مكث المتوفى حملة بثلاثة مرامي نارية أحدها كان له دخلاين وخروجين حيث أنه دخل في العضد الأيسر وخرج من العضد وتدخل ثلثة في الصدر الجانبي الأيسر وخرج من الصدر المتوسط الأمامي بين الجامتين. والرمي الآخر دخل من الخاضرة اليمنى وخرج من الظهر الأيمن قرب الذهانية السفلية للأضلاع. ورمى دخل وخرج في الثلث السفلي للعضد الأيمن.
- إن المرامي الثلاثة بدت حوافها في الدخول والخروج مدماء حمراء وبدت حواف الدخول للداخل والخروج للخارج كما ظهر الطوق السحجي على فوهات الدخول ولم يظهر على فوهات الخروج وهي علامة هامة لتمييز الدخول عن الخروج.
 - إن الصفات والموجبات التي أوردها سابقاً لفوهات الدخول والخروج إما هي علامة على أنها حيادية أي حدثت للمتوفى حمزة وهي على قيد الحياة.

- إن ما يميز هذه القوالب أنها واسعة نوعاً ما وهذا يدل بأن المرمى لم يدخل البدن بشكل مباشر وإنما اصطدم قبل دخوله للشوهد جزئياً أو أن الدخول بشكل جانبي فبدت القوالب أكبر من الطبيعي قليلاً.
- لقد لاحظنا أن المرامي أصابت المغدور في مواقع متعددة في العضد الأيسر وواحد في الجذع (الخاصرة) وآخر في العضد الأيسر وإن توزع المرامي يدل بأنه قد أصيب من قبل رامي بوضعية الحركة للرامي والمغدور أو أصيب من أكثر من مصدر.
- إن المرميين اللذين أصابا الفتى في صدره وخاصرته هما مرميان قاتلان فوراً وإن المرمى الذي أصاب العضد الأيمن فهو ليس قاتلاً لقوله.
- إن المرامي النارية سببت أضراراً : عظمية .
- حشوية صدرية .

حشوية بطنية

- أدت إلى للزيف والوفاء.
- إن الإطلاق هو من قبل الغير والرامي كان لحظة الإطلاق في نفس المستوى الأفقي للمغدور.
- مسافة الإطلاق بسدة للمرامي الثلاث وهي أكثر من متر واحد كحد أدنى.

النتيجة :

وفاء بظرف شديد ناجم عن إصابة برامي نارية ثلاث .

- ١- مرمي ناري دخوله وخروجه في العضد السفلي الأيسر بداية ثم دخل ثانية في الصدر الجانبي الأيسر وخرج من منتصف القص.
 - ٢- مرمي ناري دخوله في الخاصرة اليمنى وخروجه في الظهر الأيمن الوحشي.
 - ٣- مرمي ناري دخوله وخروجه في الكتف السفلي لعضد الأيسر مسافة الإطلاق ليس الرامي بسده .
- واحد كحد أدنى.
- الإطلاق من قبل الغير ومن عدة مصادر أو رامي واحد بوضعية الحركة والمغدور كان بوضعية الحركة أيضاً وفي نفس المستوى الأفقي .
- لقد سببت المرامي أضراراً بالغة حشوية صدرية بطنية وعظمية نازلة بشدة أدت للوفاء .
- والوفاء ناجمة عن المرامي النارية وما نهم حدها .
- ٣- كتلت اللجنة الطبية الثلاثية المذكورة بالبلد رقم ٢ بإعداد دراسة مقارنة بين الصور الضوئية المأخوذة لجهة الحدث المعرفى حمزة بمشلى تشرين العسكري الكائن بدمشق بتاريخ ٢٠١١/٤/٣٠ مع الصور الضوئية المأخوذة لنفس الجهة بتاريخ ٢٠١١/٥/٢٤ بالمشفى الوطني بدمشق، وتتخذ لهذا التكليف قدمت اللجنة للدراسة المقارنة بتقرير مؤلف من صفحتين جاء فيه بالحرف الواحد ما يلي:

لدى معاينة الصور الضوئية المأخوذة لجهة المتولى حمزة الخطيب بتاريخ الوفاة بدمشق وذلك بتاريخ ٢٠١١/٤/٣٠ ومقارنتها مع الصور الضوئية المأخوذة له بتاريخ ٢٤ / ٥ / ٢٠١١ في مشفى درعا الوطني، تبين لنا الفروقات التالية:

المميزات	في مشفى درعا الوطني	في مشفى تشرين العسكري
١	انتفاخ شديد وأسوداد وتورم في مستوى الأجناف والألف والشفتين وهي تفسخه بعد الموت	سمجات خفيفة وهي سمجات متكئة حيالية والجهة ملطخة بالدماء ولا يوجد ونمات.
٢	لون أخضر محمر ومناطق مسودة تقع في ناحية الخد الأيمن والصدر الطوفي والأطراف وهي تفسخه بعد الموت	لا يوجد لون أخضر أو مناطق مسودة
٣	انتفاخ شديد في مستوى الصفن مع تلون كيس الصفن بالأخضر المسود وأيضاً في الفخذين واليدين وهي تفسخه بعد الموت	لا يوجد انتفاخ في مستوى الصفن أو تلون. كيس الصفن باللون الأخضر المسود.
٤	السلخات جلدية أكثرها وضوحاً في مستوى اليدين والحق وهي تفسخه بعد الموت	لا يوجد السلخات جلدية
٥	ظهور الشبكية الوعائية في مستوى الطرفين السفليين والمصدر بشكل واضح وتلون يميل للبري وهي تفسخه بعد الموت	لا يوجد شبكة وعائية ظاهرة على جهة المتوفى
٦	آثار موالل تنك في مستوى سطح الجهة بشكل كامل وهي تفسخه بعد الموت	لا توجد آثار موالل
٧	ظهور حشفة القضيب بلون أسود مع اسلخ جلدي في قاعدة الصفن عن التلاقي مع جوار القضيب وظهور التسيج تمت الجلد أصفر وهي تفسخه بعد الموت ولا يوجد ما يؤكد وجود القطع على الصور	بنت الخصيتان صغيرتين وفي مكانهما الطبيعي والقضيب صغير الحجم وعائل في كيس الصفن ولا يظهر منه إلا الحشفة الواضحة بلون أحمر زهري مع فوهة الاطيل الصغيرة في منتصف الحشفة بسبب السممة دولما علامات لاسلخات
٨	ظهور فوهات المراسي الدارية مسودة بفعل التفسخ الرمي والدماء بلون أسود خامق	ظهور فوهات المراسي الدارية بلون أحمر قاني والدماء حمراء قلبية تحمّل بفوهة المراسي الدارية وتكثّر على سطح الجسم في المناطق المختلفة من الجسم

للمناقشة للفروقات الظاهرة على المقارنة بين الصور المأخوذة للجنة في مشفى تشرين بدمشق بتاريخ ٢٠١١/٤/٣٠ والصور المأخوذة للجنة في مشفى درعا الوطني بتاريخ ٢٠١١/٥/٢٤:

... إن ما ظهر في الصور المأخوذة في المشفى الوطني بدمشق هو عبارة عن تبدلات حدثت بفعل التوسع الرمي بسبب تقدم الزمن على اللجنة ما بين لحظة حدوث الوفاة وتاريخ تسليمها إلى مشفى درعا الوطني، وهي تبدلات فيزيولوجية طبيعية تحدث على كل الجثث بعد حدوث الوفاة بفترات زمنية. ونتيجة للفعل الجرافيم الهوائية واللاهوائية وهذا كله يؤدي إلى حدوث انتفاخ في الأجزاء بفعل انطلاق الغازات النفسية وحدثت التسلخات الجلدية بمجرد ملاسة اللجنة وخروج سوائل تلك من الفوهات ومن الجلد وفي مراحل متقدمة من الزمن سوف يؤدي ذلك إلى انحلال في التسليم العضلي وجسم الأجزاء ولا يبقى سوى الهيكل العظمي من اللجنة كما تعلم

لنؤمن مع العلم أن هذه الخشية الفيزيولوجية تتبع كما هو معروف في الملب الشرعي للظروف التي وجدت فيها اللجنة من ناحية حرارة الجو، مكان وجود اللجنة، مع العلم أنه في الحالة التي أمامنا فإن اللجنة كانت موجودة في البرد ويبريد (س) تحت الصفر وهذا سيؤخر حدوث التوسع الرمي ويجعله بطيئاً إلا أن ذلك لا يمنع من حدوثه وهذا ما حصل في حالتنا هذه والذي أدى إلى ظهور الفوارق بين الوصف للجنة في مشفى تشرين وفي مشفى درعا الوطني.

... كانت اللجنة معاون رئيس النيابة العامة بدمشق بتقديم تقرير يبين فيه الإجراءات التحقيقية التضييقية التي قام بها حيال جثة الحدث المتوفي حمزة الخطيب تقدم تقريره مطبوعاً مؤلفاً من قيله مؤلفاً من صفحة واحدة والتي جاء فيه بالحرب الواحد:

في ساعة متأخرة من ليل الجمعة الموافق ٢٠١١/٤/٢٩ تم إصلاصاً من مشفى تشرين العسكري بوجود جثة مجهولة الهوية في قسم الملب الشرعي وإرادة إليهم من محافظة درعا، وعلى الفور وكوّن قاضي الجرائم المشهود، توجهت برفقة كاتب الضبط والطبيب الشرعي السيد ميسل وقائب وقمنا بإجراء الكشف الطبي والقضائي عليها، وتحديد سبب الوفاة، والتي تبين أنها ناجمة عن المراسي الفولاذية التي تعرضت لها، وقام مصور الأدلة الجنائية بتصويرها بدقة، وقمنا بإعطائها رقم ٢٣/ ولم يشاهد أي آثار شدة أو حنك أو ضرب أو تخريب أو كسور علوها، واستمر الكشف حتى صباح يوم السبت الموافق ٢٠١١/٤/٣٠.

ولم تكف بذلك، قمنا بتكليف لجنة طبية ثلاثية ذات خبرة وتحديد سبب الوفاة بدقة، وهي مؤلفة من الطبيب أكرم الشعار والطبيب عصام أحمد والطبيب إسماعيل كويان - وتم إيداعها في براد مشفى تشرين العسكري - قسم الملب الشرعي، ليصار لتسليمها لأهلها بعد التعرف علوها، فعلاً بتاريخ ٢٠١١/٥/٢١ حوالي الساعة الخامسة مساءً تم تسليم اللجنة رقم ٢٣/ التي يبين فيما بعد أنها عائدة للننى حمزة خطيب وتم نقلها من مشفى

بشرفين العسكري برتبة دورية من الشرطة العسكرية ووصلت بعد حوالي ساعة ونصف إلى براد مشفى درعا الوطني دون علمها ملابا حبيبت بعد ذلك.

٥- استندت اللجنة بتاريخ ٢٠١١/٦/١ الطبيب الشرعي إسماعيل أبو كبوت الموظف بالمشفى الوطني - قسم الطب الشرعي باعتباره هو من أجرى الخبرة والكشف على جثة الحدث المتوفي حمزة الخطيب ووصولاً لتحقيق عملية مطابقة قاطعة لا يتسرب إليها الشك أو الريب، واستندت أيضاً أعضاء اللجنة الطبية الثلاثة الذين قاموا بالكشف على جثة نفس الشخص والذين سبق ذكرهم أعلاه، وتم إجراء المقابلة بينهم جميعاً وفهموا موضوع سبب الحضور والمقابلة والغاية من هذا الاجتماع، وبالنقاش الشفوي العلمي والطبي والفني أعلن الطبيب الشرعي إسماعيل أبو كبوت:

"نحن الطبيب الشرعي إسماعيل أبو كبوت طبيب شرعي في محافظة درعا.

بعد الإطلاع على تقرير اللجنة الطبية الثلاثة التي قامت بتاريخ ٢٠١١/٤/٢٩ بفحص المرحوم حمزة الخطيب وكذلك الصور الضوئية المجرية ٢٠١١/٤/٢٩ في دمشق والصور للضوئية المجرية بتاريخ ٢٠١١/٥/٢٤ في درعا.

وبعد مقابلة الزملاء أعضاء اللجنة الطبية الثلاثة: الدكتور أكرم الشعار والدكتور عصام أحمد والدكتور إسماعيل كيوان وتقرير المقابلة بين الصور المأخوذة بنفس الشخص في دمشق وفي درعا من قبل اللجنة الثلاثة قيد بما يلي:

أنه كتب في تقرير المؤرخ بتاريخ ٢٠١١/٥/٢٤ أن هناك بئر في القضيبي غير حيواني (أي أنه لم يحدث نكاح الحياة وإنما قد حدث بعد الموت) وأن الجثة وقت الفحص كانت تغطي نفسها حتى في الناحية الانشائية لوجود انتفاخ في كيس الصفون وظهور اللون الأزرق، وحدثت انسلخات جلدية، وإذا لزم بأن الحالة لم تكن حالة بئر بشكل جازم وذلك لوجود التغيرات النفسية المبكرة مع احتمال أن هذا الضواغ المادي الذي يوهت عنه حدث في سياق القضيبي، أو أثناء نقل الجثة أو احتكاك في هذا الناحية وهذه خبرتي.

وبعد أن انتهى بتكوين التقرير بخططته قدمه إلى اللجنة فتمت دراسته ومصادقته بالاسم والتوقيع لأكمل قوام اللجنة كي يأخذ القيمة الرسمية والقوة الثبوتية وبعد ذلك جرى تضم هذا التقرير إلى التحقيقات الجارية حسب الأصول. ٦- تم استدعاء المدعى على الخطيب والد الحدث المتوفي حمزة الخطيب بتاريخ ٢٠١١/٦/١ وبالمناسبة معه أكد أنه على قناعة بأن جثة والده سليمة وليس لأحد مصلحة بالتميت بها وإذا هذه القناعة بعد اطلاعه على محضر الكشف الطبي والقياسي الجاري على جثة والده من اللجنة الطبية الثلاثة والصور الضوئية المأخوذة على الجثة بنمطه لكنه رجا اللجنة بأن لا يكون حضوره وقناعته خوفاً على نفسه من القتل من قبل المتطرفين في درعا، ولذا لا عدد رغبته قررت اللجنة صرف النظر على ضبط أقواله.

٧- تم التأويل لخصرت اللجنة بيان قيد مندي فردي للمتوفي حمزة الخطيب من أمين السجل المدني الذي يتبع له والذي جاء فيه (الاسم: حمزة - النسبة: الخطيب - اسم الأب: علي - اسم الأم: سميرة - الأمانة: درعا - محل وتاريخ القيد: الجيزة ١٩٩٨/٥/٦ اليوم السادس من شهر أيار لعام ألف وتسعمائة وألف وثمان

وتسعين ميلادي ... الدين والمذهب: إسلام ... الرقم الوطني /١٢٠١١٨٩٨٣/ - الجنس: ذكر - تاريخ التقيّد: ١٩٩٨/٥/٢٧ - الوضع العائلي: خازب - متسلسل الاسم: ٨٣.

وبعد القيام بهذه الإجراءات المذكورة أعلاه استخلصت اللجنة وباإجماع النتائج التالية:
١- وصلت اللجنة إلى مشفى تشرين العسكري بدمشق بتاريخ ٢٠١١/٤/٢٩ في ساعة متأخرة من الليل، وبوشر في إجراء الكشف الطبي والقضائي عليها أصحلاً عقب وقت قصير من وصولها بشكل فني وعلمي وقانوني متكامل.

٢- لا يوجد من آثار الشدة والعنف سوى آثار المرامي النارية الموصوفة بمحضر الكشف،

٣- إن سبب الوفاة من الإصابة بنزف شديد ناتج من الإصابة بمزامي نارية ثلاث:

أ - مرمى ناري دخوله في العضد العلوي الأيسر بداية ثم دخل في الصدر الجانبي الأيسر وخارج من منتصف الصدر.

ب - مرمى ناري دخوله في الخاصرة اليمنى وخروجه في الظهر الأيمن الوحشي.

ج - مرمى ناري دخوله وخروجه في الثالث العنقي للعضد الأيمن بمسافة الإطلاق لجميع المرامي بعيدة: متر واحد كحد أدنى.

الإطلاق من قبل الغير ومن عدة مصادر أو من رامي واحد بوضعية الحركة والمسدود كان بوضعية الحركة أيضاً وفي نفس الممنوعى الأتقي.

لقد سببت المرامي أدات بليلة خشوية صدرية بطيئة وعالية بشدة أدت للوفاة.

والوفاة ناجمة عن المرامي النارية وما نجم عنها.

٤- لا يوجد بقع للعضو للذكري وإنما حصل للقبض من قبل الطبيب الشرعي إسماعيل أبو ديوت الذي قام بالكشف على اللجنة بزرعاً بتاريخ ٢٠١١/٥/٢٤ وصوب قراره في تقريره المعد بهذا التاريخ على ضوء المصطبات الكلية والاعمية والطبية والدراسة المقارنة التي أجرتها اللجنة الطبية الثلاثية بدمشق بين الصور الضوئية المأخوذة للجنة بدمشق وبين الصور الضوئية المأخوذة للجنة في درعا والمناقشة الجارية مع الأطباء الشرعيين الثلاثة الذين قاموا بالكشف على اللجنة بتاريخ ٢٠١١/٤/٣٠.

٥- ثبوت قناعة المدعو علي الخطيب ولد لحدث المتوفى حمزة الخطيب بأن جثة ولده سليمة وخالية من الحث وبإيدي صراحة هذا القناعة أمام أعضاء اللجنة ولشخص عدم تكوين أفادته أو رأيته هذا بشكل خطي خرقاً على نفسه من الجماعات المتطرفة في درعا والتي قد تقدم على قتله إذا علمت بأنه حضر وبذل قناعته بما أضحى عن إثر العضو الذكري لابنه بوسائل الإعلام المغرطة وهذا القناعة تبث من أرضية الحوار بين أعضاء اللجنة من جهة والبيانات الرسمية القضائية والصور الضوئية وتقرير الخبرة الطبية اللائحة والدراسة المقارنة بين الصور المأخوذة في درعا والصور المأخوذة في دمشق من جهة أخرى.

٦- ثبوت وجود جهات معادية وأجبت أشخاصاً لثقل صور مغايرة الحقيقة أو متلاعب بها فنياً لتحقيق مأرب دينية يجب متابعتها من الجهات المعنية توصلاً لمعرفةها والتعويض على تلك الصور وبمقتضاها عامة وفيما يتعلق بهذه الوثيقة خاصة.

الخلاصة :

- ثبت بالدليل العلمي والفني والتقني عدم وجود آثار لأضرار شدة أو عنف أو تعذيب على جهة الحدث المتوفي حمزة الخطيب لا بجيئته ولا بعد وفاته سوى آثار المراسي الدورية التي أصيب بها.
- كما ثبت عدم وجود بئر العضو الذكري لهذه الجهة أيضاً.

لرعى الاطلاع

[Unofficial translation]

Note verbale dated 16 August 2011 from the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic addressed to the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights Geneva

16 August 2011

In addition to information previously delivered by the Syrian Arab Republic, which includes a comprehensive account of the events currently taking place in Syria, we submit this complementary information intended to clarify and rectify the erroneous beliefs mentioned in the UN High Commission report.

The Syrian government had promptly delivered its response to the High Commission's questions concerning the events taking place, and fully explained the measures taken to resolve the issues raised with regards to the situation in Syria. The Syrian government response was delivered prior to the date the High Commission was to present its report to the Human Rights Council. It is regrettable that the presented report did not include the position of the Syrian government, and was solely based on unreliable sources. When the High Commission chooses to be unprofessional in dealing with this matter, it creates an environment of distrust, especially that the Syrian report included all documented information the Syrian government possesses concerning the points raised in the High Commission's report.

The High Commission report was based on a one-sided source of information which is the opposition based abroad, they are few individuals who were outlawed for committing crimes related to using arms and spreading terror amongst the Syrian people. What they claim, without any proof, is untrue and has no basis in the law; it only expresses personal view points with no credibility. For example, the incident describing thousands of Syrian civilians fleeing the country lacks credibility, what really happened is that tents were erected at the Turkish border and prepared to receive ten thousand people a month even before the incident had taken place. The fleeing Syrian citizens have deserted their towns and villages before any military or security forces presence took place, they fled armed groups that have infested their areas, but when authorities restored safety, ten thousands of them returned, and today, they run a peaceful life in their towns and villages. Only those who used arms and organized terror against the population remain outside of the country.

- The high Commission report contains an obvious legal contradiction, in one part it mentions how Syria complies with international Laws, in another part it claims Syria breaking international Laws, which is untrue; when the Syrian government takes on arresting, detaining and presenting to justice those who violate the law, it is not considered breaking international laws on the part of the Syrian government.
- In Syria -as it was incorrectly mentioned in the High Commission report- there is no minority that uses power to repress protestors, in fact, it shows how representatives of the High Commission have chosen a biased approach to collect information from individuals who portrayed themselves as eyewitnesses, while they are in reality a group of outlaws who have committed crimes, which makes them completely unreliable as a source of information. The description of certain groups as "minority" or "majority" by representatives of the High Commission is an outrageous interference in our national internal makeup, a recipe for disaster and a call to destroy Syria, it is totally unacceptable.
- While the High Commission has based its report on press information, despite the fact that press information should not be considered as a reliable source, especially

when it is used to create reports addressed to states! Besides civilian and military victims, the report mentions eyewitnesses, although, the report did not support those individuals' credibility, nor clarify whether they are real victims and eyewitnesses? or, are they taking part in the equation and the methodic spread of organized terror? In disregarding information provided by the Syrian government, the High Commission implies its reliance on information offered by organizations considered to be hostile toward Syria, which leads to weakening the state's role and its credibility.

- This also applies to videos provided by nongovernmental organizations, presented by different media in the frame of a misleading campaign against Syria, destined to incite sectarian violence among Syrian citizens. In fact, these videos represent evidence of ugly crimes carried on by armed terrorist groups, crimes of murder, rape, dismemberment, massive graves and genocides that were perpetuated against both civilians and the armed forces by terrorists. The Syrian media has shown how certain international media had spread lies and amplified what is happening in Syria, they either have presented information contrary to the truth, or shown videos of demonstrations taking place in countries other than Syria. We have sent tens of examples of these videos to the High Commission, clearly showing manipulations of that kind.
- Contrary to few other states, Syria is committed to apply International Law. Syria, who takes part in most agreements and protocols related to human rights, is today declaring a series of consecutive reform measures destined to implementing a comprehensive change toward a better future of Syria, starting by the abolition of the State of Emergency Law, at a time when it is most needed, while groups of armed terrorists are surpassing all our predictions in spreading terror, violence and chaos, they, in some cases, are supported by regional and international third parties, which in itself, constitutes a blatant meddling in Syria's internal affairs by certain states, which, in turn is a contradiction with international law, charters and conventions.

In addition, Syria had put an end to the Supreme State Security Court, and proceeded to creating reform committees that had accomplished its mission in view of achieving progress and development in Syria. This effort had resulted in three legislative decrees; decree number 34 (March, 7th, 2011), a general amnesty covering all crimes except treason, espionage, terrorism and rape, decree number 61 (May, 31st, 2011) and decree number 72 (June, 20th, 2011). As a result, 10'433 detainees were released immediately, this number does not include tens of thousands of minor violations and misdemeanors whose actors benefit from these decrees, this is in addition to criminal lawsuits underway, for which the general amnesty covers half of the sentence unless a verdict is pronounced, and many other cases that fall partially under the general amnesty.

We are convinced that a comprehensive national dialog is the best way to achieve development and reform in the political, legislative, social and economic areas. A presidential decree was issued on June 2nd, 2011 stipulating the creation of an official body with the mission to establish the basis of our national dialog, to describe its mechanisms and specify its timetable. Between June 10th and 12th, the national dialog committee invited intellectuals, politicians and young activists, a full spectrum of the Syrian society and its different political orientations, to participate in a dialog intended to reach a vision and produce recommendations. Participants discussed the nature of the delicate phase Syria is going through, explored future possibilities and contemplated citizens' daily life concerns. Here are some of the recommendations issued following the meeting:

- Dialog is the only choice to end the crisis.
- Confirms the necessity of focusing on the value of human rights, to use means of constitutional, humanistic and contemporary standards in order to protect human rights, also a recommends the creation of a Syrian high council for human rights.
- Advises an immediate release of all political, and opinion prisoners in Syria, who did not commit crimes punishable by the law.

Some of the other reform laws:

- 1- Legislative decree number 55 (April, 21st, 2011) related to law enforcement in few particular kinds of crimes, it concerns procedures of collecting evidence, hearing suspects and respecting temporary detention period.
- 2- Legislative decree number 54 (April, 21st, 2011) related to managing citizens' right to organize peaceful demonstrations, which is already mentioned in the Syrian constitution as a basic human right.
- 3- Legislative decree number 43 (April, 21st, 2011) related to the abolition of the Supreme State Security Court.
- 4- Legislative decree number 49 (April, 7th, 2011) related to granting Syrian citizenship documents to the Kurdish populations registered as foreigners in Al Hasaka.
- 5- Legislative decree number 46 (April, 3rd, 2011) related to including under health insurance coverage both civilian and armed forces retirees, those who were employed by the government, public sector or public organizations.
- 6- Legislative decree number 43 (March, 24th, 2011) related to property acquisition in border areas.
- 7- Legislative decree number 40 (March, 24th, 2011) related to salary increase for civilian and armed forces' governmental employees.
- 8- Legislative decree number 62 (June, 5th, 2011) related to substituting workers' short term contracts by long term contracts.
- 9- Legislative decree number 84 (July, 13th, 2011) related to social development.
- 10- Legislative decree number 100 (August, 6th, 2011) related to multiple parties law.
- 11- Legislative decree number 101 (August, 6th, 2011) related to the general elections law.

The government had also completed working on two laws, the first concerns the media, the second is related to local administrations, they will be issued in the next few days. Additionally, we issued many regulatory decrees related to offering students more study cycles, and creating enterprises and new colleges in all Syria's universities.

The Syrian government is also creating a number of committees involving senior professionals and experts to work on the following questions:

- 1- Committee investigating crimes committed against civilians and the armed forces, and other crimes related to the currently events taking place in Syria.

- 2- Committee exploring the reasons and elements taking part in the system of corruption, with the mission to describe mechanisms of prevention of corruption and promote values of integrity.
- 3- Committee to establish a media law.
- 4- Committee for judicial reform.
- 5- Committee for administrative reform.
- 6- Committee for national dialog.

And many other legislative and regulatory decrees and strategic decisions that have failed to be brought up in the High Commission report.

- Blaming Syria's security services as a sole responsible for what's happening in Syria is irrational, incorrect and expresses a unilateral perspective. It is the duty of state's security services to protect private and public property, and to achieve a calm, safe and stable environment for its citizens, taking into consideration that the vast majority of this crisis's victims are police, armed forces and security service agents who were murdered by groups of armed terrorists. They were attacked at their places of work or while protecting peaceful demonstrators, everybody was exposed to fire attacks of masked individuals, a segment that was completely overlooked by the High Commission report.
- Another erroneous belief included in the High Commission report is the mention of how Syrian economic reform is being put on hold. On the other hand, in the reports delivered by many of the international organizations participating in development programs in the country, there is a mention of how the economic reform lead by Syria went beyond anything that has been done in the neighboring states.

Some of the adopted contemporary economy standards were noticeable in the following areas:

- 1- Social market economy.
- 2- Adopting liberal economy and exchange with all world countries.

These new measures in economy had reflected on elevating lifestyle, decreasing poverty and diminishing the development gap among the different areas in Syria. This was mentioned in reports issued by consecutive International Monetary Fund's missions to Syria.

All this and tens of legislative decrees that gave a boost to Syria's economic reform, while taking into account that the Syrian economy is not bound to a specific geographic area, each part of Syria has its own advantages related to the economy.

- The idea that the Kurdish population of Syria is excluded from power, or from Syria's civic life until 2011 is far from the truth. What really took place in March 2011 is that tens of thousands of Kurds were granted Syrian citizenships, a gesture no other country had made toward its alien residents. The Kurds of Syria have occupied high political, military and civic positions; we can produce detailed count of this claim at the demand of the High Commission.
- Despite the fact that protestors in Daraa had specific reform demands since the beginning of the uprising, peculiarly, the report referred to the origin of Daraa's demonstrations as being a popular uprising against power abuse by local authorities. Later on, the High Commission report also mentioned that Daraa's

events started after the detention of a group of children, this is one of the contradictions repeatedly appeared in the High Commission report. The event took place before armed terrorist groups have grasped the occasion of Daraa's people's spontaneous movement to attack civilians and armed forces with fire arms, in addition to the fact that, many of Daraa's sons occupy high governmental positions. We are pleased to present evidence of the facts we advance at the demand of the High Commission.

- The term "Shabbiha", made use of in the report, is an expression created and exploited by terrorist groups and some biased media; they propagated the expression in their press reports with the intention to create discord among the different segments of the Syrian society. Due to security vacuum, terrorist groups succeeded in taking over some areas, yet, unarmed citizens were able to organize themselves in people's committees, defending private and public properties against criminals.
- The number of martyrs is truly 1900, but not all of them are civilians; armed forces and police agents make up the largest part of victims of terrorist groups.
- Concerning the city of Hama, the Syrian army did not occupy the city; it is the national Syrian army, not some foreign army! What it did was to cooperate with security forces to rid the city from armed groups, extremists and terrorists who turned Hama into a ghost city by terrorizing its citizens, and pushing them to flee the city in fear for their lives. Citizens of Hama were relieved to see that the army took control over, and returned calm and normality to their city. The same thing happened in several other towns where terrorist groups tried to maintain a state of horror. The government chose to make use of its armed forces for lack of specialized police forces capable of dealing with riots, rebellion and terrorism; the army did not use heavy weaponry to harm civilians, but rather to protect itself from armed terrorist groups.
- The report has also mentioned 30 dead, and 200 wounded when reporting events at Jissr Al Shughur, ignoring the reality, which is the number of victims in the area had reached 120 among members of the security forces, who were brutally murdered and tossed in mass graves later discovered -when some terrorists were arrested- in the presence of a number of diplomats and foreign press representatives.
- There was no arrest of peaceful demonstrators. Detainees among demonstrators are released, contrary to the law, within five days of their arrest, if there are any peaceful demonstrators among our detainees, please send us their names.

Accusing authorities of torture is exaggerated and utterly untrue, only 12 cases of that kind are presented to courts, they are all mentioned in our earlier response to the High Commission.

- There were no orders to fire on peaceful protestors, if anything; orders were given not to carry weapons, while accompanying peaceful demonstrations.
- No heavy weaponry or helicopters were used while facing armed terrorist groups. All what the report included in relation to this fact is misleading, contrary to the truth, and clearly intended to discredit Syria, and to harass the state for obvious political reasons known to everybody.
- The Syrian government is seriously determined to oppose to torture used against Syrian citizen. A special judicial commission of inquiry is taking direct measures to bring to justice individuals who are found guilty with violating human rights, or who were involved in murdering civilians and armed forces.

- Concerning refugees, they will face no obstacle at their return, we will facilitate their homecoming, and we also allow members of the press to cover events in turbulent areas.
- Permission to enter the country and proceed with its investigations of human rights will be granted to human rights organizations by the Syrian state in accordance with considerations related to national sovereignty, in a time the state determines as suitable.
- In terms of procedures, we find the High Commission's report deviating from the usual legal framework set up by the resolution S-16/1 in many aspects, including:
 - 1- Changing the "Mission" name into "Fact Finding Mission" in the report title, as well as the first paragraph.
 - 2- Non-compliance with the logic of resolution S-16/1 requiring the Commission to investigate and present an impartial, reliable report.
 - 3- In paragraph 15 and 17 of the report, some of the violations were described as potential crimes against humanity, this description does not fall under the High Commission's jurisdiction, and has no place to appear in this report. The High Commission's mission stops at collecting information and does not extend to attributing legal designations to the mentioned violations.
 - 4- The High Commission has presented its recommendations to UN Security Council, while, in fact, its relation is limited to the Human Rights Council.
 - 5- The High Commission has presented its recommendations to the Arab League, is acting as if the Arab League is under authority of the Human Rights Council.
- With the high estimation Syria has with regards to the Human Rights Council, and its missions, Syria expects the Council to keep its impartial position, and to take into account the different existing view points, to objectively analyze it away from prejudice, especially with respect to humanitarian aspects. We implore the High Commission to remain independent, and not allow pre determined perceptions and lack of scrutiny to take over its judgment. The Syrian government is extending a helping hand to the High Commission in proposing a fruitful cooperation aiming to set matters in their right places. Syria is in the process of preparing comprehensive judicial documents, which will be presented to the High Commission and other competent international bodies, clearly showing the involvement of individuals, groups and states in fueling internal unrest and sectarian friction, while supporting armed terrorist groups' work in destroying stability and the national unity of Syria. In addition to interfering with internal affairs of Syria, and offering financial and moral support to criminal gangs ravaging the country and murdering both civilians and armed forces personnel and bringing about chaos, confusion and organized violence.

The committee in charge of Hamza Al Khateeb's issue

Investigation's outcome

Based on administrative order number 913/s dated May 30th 2011 related to naming a committee with major general AbdulKareem Sulaiman, Deputy Minister of Interior as president, and the following members:

- Director of Criminal Security, Mr. Mohamed Darwisha
- Military Prosecutor, Mr. Mohamed Kanjo

- Commander of Military Police, Mr. AbdelAziz Al Shallal
- Criminal Investigations Security branch director, Mr. Raed Jazem

The mission of this committee consists of investigating claims of acts of violence and torture performed on the cadaver of the child Hamza Al Khateeb.

All members of the committee met in its president's office at 8 am on Tuesday, May 5th, 2011, and decided, after deliberations, to take the following measures in order to reach the truth about this issue:

1. All committee members took a trip to the Teshreen Military Hospital, and visited its forensic department, viewed 6 colored photos on thick white photography paper, produced by the military police, judicial evidence, of the criminology photo department, and numbered 202/757, each of them carry the number 23, the photos are taken of the cadaver of a minor, Hamza Al Khateeb, it portrayed the cadaver in several different positions, and were marked with the number 23, because there was no identification of the cadaver at the moment the photos were taken. The photos were included in the file of investigation according to regulated procedures.
2. A copy of the forensic file was viewed, the file was established by three medical doctors, Dr. Akram Al Shaar, Dr. Essam Ahmad, Dr. Ismael Kiwan. The 4 pages of this report included the following, verbatim:

Report of forensic expertise concerning the death of citizen Hamza Al Khateeb

Description of appearance:

- The cadaver belongs to a minor/boy in his teens, overweight, medium height, light brown skin color, black hair 4 centimeter long.
- Honey colored eyes, pupils completely dilated, symmetrical.
- The cadaver shows blue color in the back parts of torso and extremities.
- The cadaver is soiled with blood, and shows abrasions and light superficial bruises in the right side of the front, eyelids and right cheek; it is caused by falling while dying, and has no connection to the cause of death.
- It is noted that the cadaver appearance is not in concordance with the age of the dead person, it shows big proportions of torso, width and height, and increased mammal glands size, small size testicles, scrotum and penis, the penis appears to be buried in the scrotum.
- It is also noted that the cadaver did not carry hair in the face, mustache, armpits and pubic areas.

The cadaver shows the following injuries:

1. Perforations caused by bullet entry into the lower lateral part of the left upper arm, exit at the lower-third- part of the inner left upper arm, re-entered the chest from the side, and exited in 10 centimeters.
2. Perforations caused by bullet entry at the top right waist area, exited at the lower lateral back area.
3. Perforations caused by bullet entry and exit in the right upper arm.

The cadaver does not show:

There are no signs of violence or sprain, or resisting violence, no beating marks, no traces of torture, like bruises and fingernail abrasions, it does not show wounds with sharp objects,

nor traces poking, no bone fracturing or dislocation of articulations, nor bullets wounds other than what is previously detailed.

Discussion:

- The deceased Hamza Al Khateeb had received 3 bullet wounds, the first one had two entrances and two exits perforations, entering at the left upper arm, exiting, and re-entering at the left side of the chest, exiting in the front part of the chest, between the nipples. The second entered in the right side of the waist area and exited in the back close the last rib on the right. The third entered and exited in the lower third of his right upper arm.
- All three bullets caused perforations with edges pointing inside the body at the entry locations, pointing outside when exiting the body, abrasion traces were formed around bullets' entry locations, they were absent for bullets' exit locations, which is an important evidence of bullets entry and exit locations.
- Bullet wounds occurred while the person of Hamza was alive.
- The perforation created by entry of bullets is relatively big and deformed, which leads us to think it had possibly gone through some kind of an obstacle before it hit the body of the victim, or had entered the body in an angle.
- The bullets hit the body in different areas, left and right upper arms and torso; this indicates that both shooter and deceased were moving around, or, the possibility of having more than one shooter.
- The two bullets in the boy's chest and waist might have caused instant death, while the right upper arm wound is not deadly.
- Bullets have caused damage in bones and internal chest and abdomen organs, and were the direct cause of internal bleeding and death.
- Shooting originated from a third party, the shooter was at the same height of the victim at the moment of shooting.
- Shooting occurred from a distance of more than one meter away from the victim.

Conclusion:

- Death is due to severe internal bleeding resulted from wounds of three bullets.
- Perforations are caused by bullet entry and exit at the lower part of the left upper arm, re-entered the chest from the side, and exited at the middle of the sternum.
- Perforations are caused by bullet entry at the top right waist area, exited at the lower back area.
- Perforation are caused by bullet entry and exit in the right upper arm.
- Shooting has originated from one or several third party sources. Shooter(s), as well as the victim might have been moving at the time of shooting.
- The bullets have damaged internal chest and abdomen organs and caused severe bleeding ended in death.

Death is a result of the damages caused by bullets shots from a fire arM.

4. The committee formed of three doctors (names mentioned above) was mandated to prepare a comparative study of Hamza Al Khateeb's cadaver photos taken at the Teshreen Military Hospital in Damascus on April 30th 2011, to be compared with the same cadaver photos taken at the National Hospital in Daraa on May 24th 2011, the Committee produced a 2 pages report related to its mandate as follows:

When examining photos taken at the Teshreen Military Hospital in Damascus on April 30th 2011, and comparing it with the cadaver photos taken at the National Hospital in Daraa on May 24th 2011 we found the following distinctions:

<i>differences</i>	<i>The National Hospital in Daraa</i>	<i>Teshreen Military Hospital, Damascus</i>
1	Black color, swelling in eyelids, nose, lips, signs of post mortem decomposition process.	Light abrasions of bruises happened when the person was alive; the body is soiled with blood, no signs of swelling.
2	Flushed green color and blackened areas in the right cheek, upper chest and extremities, all due to post mortem decomposition process.	No green color or blackened areas on the body.
3	Severe swelling with green tint of the testicles area, lower abdomen and top of the thighs, due to post mortem decomposition process.	No swelling or black green coloring of testicles area.
4	Scored skin, especially in the neck and hands areas, due to post mortem decomposition process.	No scored skin.
5	Visible parts of the vascular system, tinted with brown color on the legs, due to post mortem decomposition process.	No apparent vascular system elements on the surface of the body of the deceased.
6	Traces of fetid liquids completely covering the surface of the cadaver, a sign of post mortem decomposition process.	No traces of liquid.
7	Glans appear in a black color with testicles scored skin at the basis of the penis, subcutaneous tissue is colored in yellow, a sign of post mortem decomposition process. Nothing in the photos suggests amputation.	Testicles, in their normal location, appear to be small, the penis is small and buried in the scrotum, the only visible part is glans with reddish pink color, a little opening of urethra in the center, this appearance is related to his overweight, no signs of scored skin.
8	Perforations of bullets entry blackened with blood, a sign of post mortem decomposition process.	Perforations of bullets entry and blood are of red color, also light red color blood is spread in different areas on the surface of the cadaver.

To discuss dissimilarities appeared in the cadaver's photos taken in Teshreen Hospital in Damascus on April 30th, 2011, compared to photos taken in the National Hospital in Daraa on May 24th, 2011:

- What emerged from the photos taken in the National Hospital in Daraa on May 24th, 2011 are the changes of the state of the cadaver due to the process of decomposition that was taking place between the moment of death and the time the cadaver was delivered to the National Hospital in Daraa. These are normal physiological shifts that generally occur with time after death takes place, they are related to different bacteria in the air and elsewhere producing gas and leading to enlargement of cadavers' cavities, and characterized by skin becoming easy to shred just by simple friction, and body orifices producing rotten liquids, muscles tissue and internal organs start to decay with time, leaving only a skeleton. According to forensics this process is conform to the circumstances and temperature of the place where the cadaver was found, despite the fact that in this particular case, the cadaver was kept refrigerated at minus 5 Celsius, which had

contributed in slowing down the process without completely stopping it, that explains the discrepancies in cadaver description between Teshreen Hospital in Damascus on April 30th, 2011, and the National Hospital in Daraa on May 24th, 2011.

5. The committee mandated Deputy Public Prosecution in Damascus to present a report explaining the judicial procedures of investigations he ran in relation to the cadaver of deceased Hamza al Khateeb. A report of one page signed by the Deputy Public Prosecution was presented as follows:

In a late hour on Friday night, April 29th, 2011, we were informed by Teshreen Military Hospital about the existence in their forensic department of a cadaver with no identity, the cadaver arrived from Daraa. As judge of crimes, I immediately went to Teshreen Military Hospital, accompanied by a clerk and a forensic expert, Dr. Seles Waqqaf, we all examined the cadaver from a medical and judicial view points in order to determine the cause of death, lately appeared to be bullets from a fire arms. Forensic photographer took detailed photos of the cadaver, we attributed the number 23 to it, the cadaver did not bear traces of acts of violence or beating or torture or broken bones. Our examination of the cadaver continued until the morning of Saturday, April 30th, 2011.

In addition, we mandated a committee of three experienced medical doctors, Dr. Akram Al Shaar, Dr. Issam Ahmad and Dr. Ismael Kiwan, to determine the exact cause of death. The cadaver was confined to a refrigerator in the morgue of Teshreen Military Hospital, Department of Forensics. It would be delivered to the family as soon as we identify the deceased, which later took place when the cadaver number 23, turned out to belong to the boy Hamza Al Khateeb, was moved from Teshreen Military Hospital on May 21st, 2011, 5 pm, to a refrigerator in the National Hospital in Daraa. It took an hour and a half trip to get there. We have no information as to what happened next.

6. The committee called Dr. Ismael Abu Nabut, employed by the National Hospital, forensic department on June 1st, 2011, as he was the person who had examined the cadaver of the boy Hamza Al Khateeb, in order to get the accurate scientific facts beyond any doubts, the three members of the committee of medical doctors –mentioned above- who examined the cadaver were also called, they held a meeting and discussed the situation from a technical, medical and scientific view points, and reached a description that was formulated by forensic Dr. Abu Nabut as follows:

“We, Dr. Ismael Abu Nabut, forensic doctor of the province of Daraa, hereby declare, after viewing the report presented by the committee of three medical doctors dated April 29th, 2011, in the matter of examining the cadaver of the deceased Hamza Al Khateeb, in addition to seeing photos of the cadaver taken in Damascus on April, 4th, 2011, and photos taken in Daraa on May 24th, 2011.

Following a meeting with my colleagues, members of the medical committee, Dr. Akram al shaar, Dr. Issam Ahmad and Dr. Ismael Kiwan, and the viewing of comparative documents related to the photos taken by them of the same cadaver in Damascus and in Daraa, I declare the following:

It was mentioned in my report dated May 24th, 2011, the existence of a post mortem amputation on the penis, and that the cadaver had presented at the time of examination, general signs of decomposition, also in its reproductive areas, which was apparent in swelling of the scrotum, and blue coloring and skin abrasions. I support the possibility that an amputation might have not occurred, and this physical loss might have taken place during the advancing stage of decomposition previously described, or with skin friction at the area during transport of the cadaver. This is my conclusion of expertise”

When he finished hand writing this report, it was presented to all committee members, who equally signed it, this report has full power of an official document, and later was combined with the rest of investigation documents accordingly.

7. Mr. Ali Al Khateeb, father of the deceased, was called on June 1st, 2011, he willingly declared, after discussing the matter, that his son's body was intact, and that no one has any interest in tampering with the cadaver, he formulated this opinion after viewing records related to medical and judicial examinations of the cadaver, records established by the committee of three medical doctors, in addition to viewing the photos taken in Damascus. He implored the committee to omit his presence and convictions from the official records, for fear of vengeance by extremists in Daraa. The committee decided to respect his wishes by not mentioning his statement in the official records.

8. To limit erroneous interpretations, the committee used Hamza Al Khateeb's official birth certificate, issued by secretary of the civil registry, which included the following information:

Name: Hamza. Family name: al Khateeb. Father name: Ali. Mother name: Samira. Registry: Daraa. Place and Date of registration: Al Jeeza, June 5th, 1998. Religion and Denomination: IslaM. National Number: 12010118983. Sex: male. Date of Birth: May 27th, 2011. Marital Status: single. Name Serial: 83.

Following the above mentioned procedures, the committee unanimously declares:

1. The cadaver arrived late at night on April 29th, 2011, to Teshreen Military Hospital in Damascus, a forensic examination of the cadaver took place according to regulations, short time after its arrival, examination was conducted in a comprehensive, scientific, technical and lawful manner.

2. The cadaver did not carry signs of violence except the perforations caused by fire arms previously described.

3. The cause of death is severe internal bleeding due to bullets wounds in three occasions:

(a) Perforations caused by bullet entry at the lower part of the left upper arm, re-entered the chest from the left side, and exited at the middle of the sternum.

(b) Perforation caused by bullet entry at waist's right area, exited at the lower side of the back area.

(c) Perforation caused by bullet entry and exit in the right upper arM. All three bullets were shot from a distance no less than one meter away from the victim.

Shooting originated from one or several third party sources. Shooter(s), as well as the victim might have been moving at the time of shooting, they were on the same height. Bullets have damaged internal chest and abdomen organs and caused severe bleeding ended in death.

Death is the result of the damages caused by bullet shots from a fire arM.

4. No amputation of penis was observed, Dr. Ismael Abu Nabut had misjudged the situation in an earlier examination in Daraa on May, 24th, 2011, and later rectified his declaration in today's report. The alteration of his statement is based on comparative technical and medical evidence presented in the photos taken in Damascus and Daraa, and discussed with a committee of three medical doctors who examined the cadaver on April 30th, 2011 in Damascus.

5. Evidence of conviction of Mr. Ali Al Khateeb, father of the victim, declaring that his son's cadaver is intact, not tampered with. He ultimately formulated his conviction in presence of committee members, and asked to keep his statement out of the written report for fear for his life of Daraa's extremist groups retaliation, in case they discover that he had altered his convictions about the rumors spread by biased press and mass media concerning the amputation of his son's penis. This new conviction of Ali Al Khateeb is based on discussing facts with committee members, in addition to viewing official judicial documents, photos, medical experts' report and the comparative illustration of cadaver photos taken in Daraa, and Damascus.

6. It is proven that hostile third parties have commissioned certain persons to influence information about facts, and to apply digital manipulations on photos of the cadaver of Hamza Al Khateeb. The concerned authorities are following up on these facts in order to put their hands on the manipulated photos and their authors in general and particularly in relation to this case.

Conclusion:

- Scientific, medical and judicial evidences have proven the cadaver of the boy Hamza Al Khateeb does not sustain traces of acts of violence or torture, not in post mortem, nor when he was alive. Except for perforations of bullet shots from fire arms.
- It is also proven that Hamza Al khateeb's cadaver did not undergo an amputation of penis.

Annex VII

Chronology

Chronology of the events in Syria from 15 March, 2011 until 20 July, 2011:

15 March – The “Day of Dignity”: Dozens of protesters convene in Damascus and Aleppo. Activists call for the abolition of the state of emergency, in existence since 1963, the implementation of reforms and the release of political prisoners.

23 March – The Syrian president dismisses the Governor of Dar’a against the backdrop of the latest protests in the city.

24 March – The Syrian president orders the creation of a committee to raise living standards and explores the lifting of the emergency law.

25 March – Friday of Glory (جمعة العزة): thousands participate in demonstrations in Dar’a during a funeral procession.

31 March – The Syrian President orders an investigation into the recent killings in Dar’a and the establishment of a panel to examine the nationalization of Syrian Kurds.

1 April – “Friday of Martyrs” (جمعة الشهداء): reports indicate that Dar’a is isolated by security forces and the army.

12 April – Baniyas is reported to be “under siege” by security forces. Electricity and phone lines are cut off and food shortages are reported.

April 16: The Syrian President gives a televised speech pledging to lift the emergency law and instate further reforms.

21 April: A number of presidential decrees are issued lifting the emergency law, abolishing the Higher State Security Court and regulating the right to peaceful assembly.

25 April – The army deploys to Da’ra, where electricity and water are reportedly cut off and medical supplies and blood stocks are running low.

28 April – 233 members of Syria’s ruling Baath party in Dar’a announce their resignation in protest over the deadly crackdown on protesters. The UN Security Council fails to agree on a statement condemning the violence in Syria.

29 April – “Friday of Rage” (جمعة الغضب): the US imposes a series of new sanctions on Syria’s intelligence agency and two relatives of President Assad. The Human Rights Council convenes a Special Session and adopts resolution S-16/1 on the situation in Syria where the High Commissioner also calls for the dispatch of an OHCHR Fact Finding mission to the country.

6 May – “Friday of Defiance” (جمعة التحدي): thousands of protesters gather in many cities including Baniyas, Homs, Idlib, al-Qamishli and the Damascus suburbs of Zabadani and Saqba.

10 May – The European Union imposes sanctions (including asset freezes, an arms embargo and travel bans) on Syria, naming 13 high-ranking officials on its list. Syria renounces its candidacy for a seat in the Human Rights Council.

11 May –The Syrian Prime Minister announces that the government has established a committee to prepare a new law on parliamentary elections.

18 May – Al Jazeera reports, that their correspondent, Dorothy Parvaz is released after having disappeared for three weeks upon arrival in Damascus. The US expands its sanctions on Syria to include President Assad and six other Syrian officials.

23 May –EU restrictions against Syria are expanded to include President Assad and nine other senior members of the government. Restrictions include a ban from travelling to the EU and freeze on the officials' assets.

27 May – “Home Protector’s Friday” (جمعة حماة الديار): protests take place in Latakia, Homs, Hama, Qamishli, Deir az-Zour and Damascus.

31 May –Dozens of tanks surround the towns of Rastan and Talbiseh. President Assad issues an amnesty on all political crimes committed before May 31, 2011.

1 June – Members of the Syrian opposition meet during a three-day conference in Antalya, Turkey.

3 June – “Freedom Children Friday” (جمعة أطفال الحرية): more than 50,000 demonstrators gather in the centre of Hama amid heavy security presence.

5 June –Official governmental sources report that armed terrorist groups have attacked state buildings and police centers in the town of Jisr al-Shughour in the Idlib province.

6 June – The Syrian Official News Agency (SANA) reports that armed gangs have killed 120 policemen in an ambush in the town of Jisr al-Shughour.

9 June –Russia and China announce that they will oppose a US-backed UN Security Council resolution on Syria.

12 June: The Syrian army takes control of the town of Jisr al-Shughour. The government stated that it is trying to restore order after 120 security personnel were killed in the town.

16 June: The OHCHR presents its preliminary report on the situation in Syria at the Human Rights Council’s seventeenth session. In the report the High Commissioner, Navi Pillay, expresses grave concern about the deterioration of the human rights situation in Syria and renews calls for allowing access to the Fact-Finding mission in the country.

17 June: According to the UNHCR, the number of refugees in Turkey fleeing from north-western Syria is at 9’600.

20 June: The Syrian President addresses the nation in a one-hour speech at the Damascus University in which he promises to initiate a process of "national dialogue" and a series of economic and political reforms.

21 June: The Syrian state news agency (SANA) reports that Syrian President has ordered a new general amnesty for all crimes committed in the country until 20 June. Syrian authorities organize a tour around Jisr al-Shughour for diplomats.

22 June: Syrian Foreign Minister Walid al-Muallem states that al-Qaeda might be behind some of the violence in the country.

24 June: “Friday of Lost Legitimacy” (جمعة فقدان الشرعية): according to the Turkish foreign ministry, the number of Syrians sheltered in Turkey reached 11,739. The EU expands its sanctions to include three Iranian Officials.

27 June: Around 200 regime critics and intellectuals meet in Damascus to discuss strategies for peaceful transition to democracy in Syria.

1 July: “Friday of Departure” (جمعة الرحيل): large-scale demonstrations are reported in various parts of the country. There are reportedly a million demonstrators in Hama, making it the largest single demonstration so far since the unrest began.

7 July: Secretary-General Ban Ki-moon calls on the Syrian authorities to “stop their bloody crack-down on protesters” and to allow access to the United Nations to assess the Human Rights situation in the country.

8 July: “Friday of No Dialogue” (جمعة اللا حوار): hundreds of thousands attend a demonstration in the city of Hama, which according to some estimates reached 500’000. The French and British ambassadors to Syria visit the city. The Syrian government condemns the visit.

11 July: Supporters of the Syrian president attack the French and US embassies. The US secretary of state condemns these attacks and states that President Assad had “lost legitimacy.”

12 July: Secretary-General Ban Ki-moon and the Security Council condemn the attacks against the British and French embassies in the Syrian capital Damascus.

15 July: “Detainees’ Freedom Friday” (جمعة اسرى الحرية): hundreds of thousands demonstrate in various parts of the country including Hama, Aleppo and Damascus.

20 July: Secretary-General Ban Ki-moon calls on the Syrian government “to stop repression immediately” and urges all sides to refrain from violence.

Annex VIII

Map of the Syrian Arab Republic

